



HAL
open science

Diagnostic Territorial. District de Kingoué

Hubert Mazurek, Mathilde Joncheray

► **To cite this version:**

Hubert Mazurek, Mathilde Joncheray. Diagnostic Territorial. District de Kingoué. [Rapport de recherche] LPED (UMR 151- IRD-AMU); MASAHS (Ministère des affaires sociales de l'action humanitaire et de la solidarité du Congo.). 2011. hal-01598993

HAL Id: hal-01598993

<https://hal.science/hal-01598993>

Submitted on 30 Sep 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Coopération République du Congo-
Banque Africaine de Développement



MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE L'ACTION HUMANITAIRE ET
DE LA SOLIDARITE

PROJET D'APPUI A LA REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE
DES GROUPES DEFAVORISES - PARSEG

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

DIAGNOSTIC TERRITORIAL

DISTRICT DE KINGOUÉ



Rédaction : Hubert Mazurek
Avec la participation de Mathilde Joncheray

Laboratoire Population Environnement Développement - UMR151.
Université de Provence - Institut de Recherches pour le Développement

Juillet 2011

Sommaire

Avant Propos	5
1 – Situation générale du District.....	7
1.1 - Situation géographique et particularité des caractéristiques bio physiques.....	7
1.2 – Impact des conflits et situation en matière de sécurité.....	12
1.3 - Situation démographique.....	12
1.4 – Encadrement administratif.....	15
1.4.1 - La hiérarchie des centres.....	15
1.4.2 – Le chef lieu, Kingoué.....	19
2 – Transports et accessibilité	21
2.1 – Etat du système de transport	21
2.2 - Desserte automobile actuelle	26
2.3 - Connections, circulations	31
2.4 - Besoins	33
3 – Précarité d'accès aux services essentiels	34
3.1 – Etat de l'habitat et des infrastructures.....	34
3.2 – Eau et énergie.....	34
3-3– Structures de santé et accès aux soins.....	36
3.3.1 - CSI et Aire de Santé de Kingoué	43
3.3.2 - Poste de santé de Zabata	44
3.3.3 - Poste de santé de Kinkoula	45
3-4 – Structures éducatives et formations qualifiantes	47
3.4.1 - Ecole primaire de Kingoué - centre	52
3.4.2 – Collège d'enseignement général de Kingoué - centre.....	54
3.4.3 – Ecole primaire de Mounkomo I	56
3.4.4 – Ecole primaire de Kimpolo	59
3.4.5 – Ecole primaire de Zabata	59
3.4.6 – Ecole primaire de Kinkoula	61
4 – Activités économiques et agricoles	63
4.1 - L'activité économique	63
4.2 - L'activité de production agropastorale, héritages, contraintes et atouts.....	65
4.3 - Orientation de la production et commercialisation.....	73
5 – Développement durable.....	77
6 – Diagnostic intégral.....	78
6.1 – Besoins prioritaires non satisfaits de populations	78
6.2 - Matrice FODA Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces	79
6.3 – Solutions intégrales préconisées	79
6.4 - Diagnostic sur l'intégration territoriale.....	80
Bibliographie.....	83
Sommaire des cartes, photographies, figures et tableaux.....	84
Annexe 1 méthodologique	86
Annexe 2 : Formulaire d'enquête des chefs lieux de districts et villages	91

Avant Propos¹

Le Ministère en charge des affaires Sociales de la Solidarité et de l'Action Humanitaire exécute avec l'appui financier de la Banque Africaine de Développement, le **Projet d'Appui à la Réinsertion Socioéconomique des Groupes Défavorisés** (PARSEGD). Ce projet, à travers ses multiples composantes, vise à rendre autonomes les personnes vivant dans la précarité, en facilitant leur accès aux services sociaux de base et en favorisant notamment la création d'emplois et le développement des Très Petites Entreprises (TPE).

Le PARSEGD est un exemple de partenariat entre les ministères, les collectivités locales, les ONG, les entreprises privées. Tenant compte des leçons du PARSEGD, le Ministère des Affaires Sociales de la Solidarité et de l'Action Humanitaire élabore un nouveau projet appelé **Projet d'Appui au Développement Communautaire (PADEC)**, concernant des zones rurales particulièrement marginalisées, enclavées, ou qui ont été touchées par les conflits. Le projet est basé sur le développement humain et intervient sur plusieurs secteurs d'activités.

Il vise la mise en œuvre des OMD au niveau territorial., l'amélioration des conditions de vie des communautés de base, le développement des activités économiques, la valorisation des ressources locales et l'accompagnement des communautés par les agents sociaux. Il permettra de rétablir les mécanismes d'accès au revenu, de remettre en place les infrastructures de base : école, santé, pistes rurales, eau potable avec l'appui des communautés elles-mêmes. Il va opérationnaliser au niveau local entre autres : le DSRP, la Stratégie nationale de prise en charge des groupes sociaux défavorisés, la Stratégie nationale HIMO. Pour une plus grande efficacité, plusieurs approches de développement seront associées (villages du millénaire, télécentre communautaire, centres Songhaï, Plateformes multifonctionnelles, Initiative PNUD Capacity 2015...).

Comme tout projet communautaire, son développement repose sur un diagnostic territorial complet et multisectoriel. C'est pourquoi, des discussions ont été entreprises avec le LPED afin de réaliser le diagnostic territorial de certaines zones d'intervention du PADEC, en particulier dans certaines zones rurales du Pool fortement touchées par les conflits et qui, jusqu'à présent ont peu bénéficié des programmes de reconstruction, du fait de la persistance de l'insécurité.

L'intervention de l'Université de Provence et de son Laboratoire Population Environnement Développement (LPED, Unité mixte de recherche Université-IRD) a porté sur 7 districts où un protocole commun d'enquêtes, de traitement des données et de cartographie a été mis en place, sous la direction d'E. Dorier (géographe, professeure à l'Université de Provence) et d'H. Mazurek (écologue et géographe, chercheur à l'IRD), tous deux membres du LPED. Un partenariat avec l'université Marien Ngouabi a spécifiquement porté sur les questions agricoles (Y. Ofouémé Berton, géographe, Maître de Conférence).

Les enquêtes (janvier-avril 2011) et leurs traitements (mai-juin 2011) ont été menées de manière simultanée et coordonnée par plusieurs sous-équipes de chercheurs, de praticiens du développement et d'étudiants stagiaires :

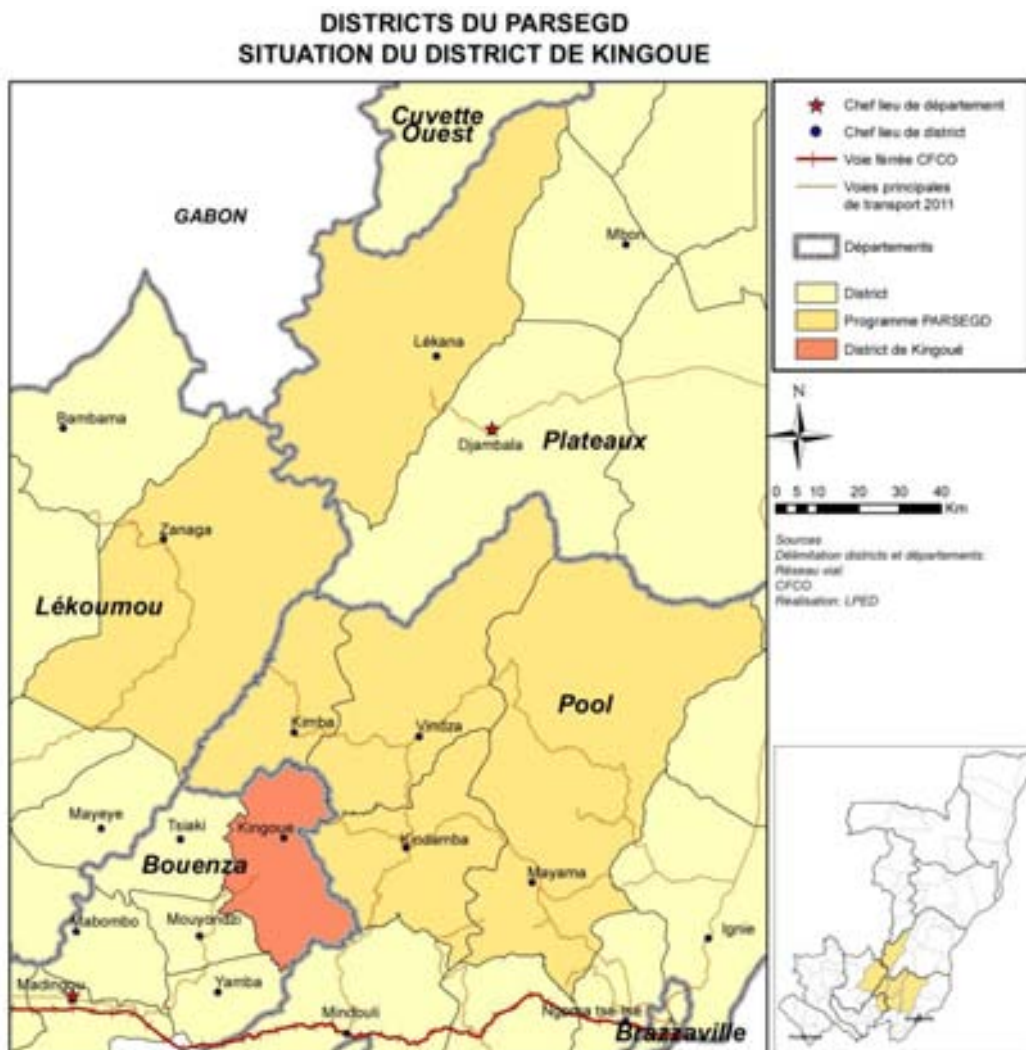
¹ Extrait des Termes de Références de la Mission

- Enquêtes participatives conduites dans les chefs lieux ainsi que des échantillons de localités des districts de Kindamba, Mayama, Vinza, Kimba, Zanaga, Kingoué et Lékana ;
- Mise en place d'un SIG (bases de données sectorielles géoréférencées, sous Mapinfo), conception d'une cartographie exclusive détaillée de localisation des zones ciblées et d'analyses thématiques à finalité opérationnelle pour les interventions du PADEC ;
- le rapport ci-dessous, qui concerne Kingoué, fait donc partie d'une ensemble de 7 rapports territoriaux associés à une cartographie originale conçue par le LPED à partir de sources de première main portant sur :
 - le secteur routier et des transports
 - l'habitat
 - l'accès à l'eau potable et à l'énergie- l'activité économique et agricole
 - le système de santé et l'accès aux soins
 - le secteur de l'éducation
 - le développement durable

Faute de pouvoir accéder aux résultats socio-économiques du recensement national de la population de 2007 qui ne sont pas encore publiés, ce diagnostic a été réalisé au moyen d'une étude détaillée de la documentation existante sur le district et d'une compilation de l'information géographique disponible dont les références sont en annexe. Nous nous sommes aussi appuyés sur les résultats des enquêtes nationales (EDS 2005, CNSEE 2005) et régionales sur la pauvreté et l'évolution post-conflit (Caritas 2004 et 2007, OCHA 2004, Ministère du plan 2006). Mais le travail a surtout permis la réalisation d'une enquête dans plusieurs villages du district qui a combiné des entrevues individuelles et collectives, et à la création d'une base de données géoréférencée à partir d'informations primaires (images satellites, modèle numérique de terrain, recensement, etc.). Cette information géographique est aujourd'hui la base pour la construction d'un système d'information du projet PADEC, qui doit être alimenté de façon à permettre un diagnostic immédiat, un suivi des dynamiques, et une évaluation de l'impact de ses mesures.

1 – Situation générale du District

1.1 - Situation géographique et particularité des caractéristiques bio physiques



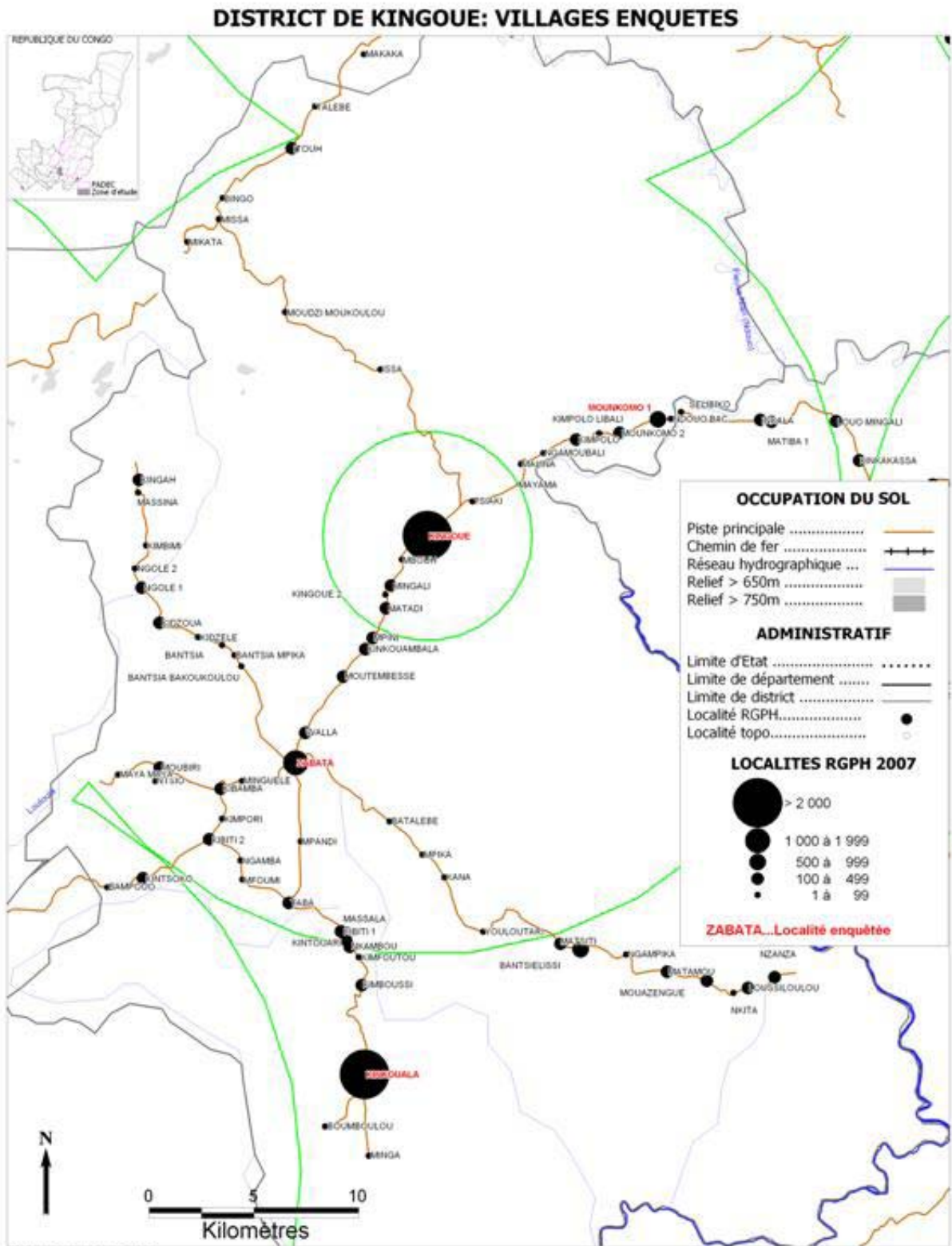
Carte 1 : Position du district de Kingoué –

En orange, les districts concernés par le programme PARSEGD

Le district de Kingoué se situe dans le département de Bouenza, à la limite avec le département du Pool, ayant pour voisins les districts de Kimba, Vinza et Kindamba dans le Pool (voir carte 1 pour la situation). Il a représenté, de ce fait, un axe de passage important pendant la période de conflits. Ce district a été créé par division du district de Mouyoundzi, lors de la réforme administrative de 1994.

Selon la population de Zabata, le chef lieu de district devrait se situer dans ce village, mais en 1971 (le district était alors PCA – Poste de Contrôle Administratif), un conflit entre le député et le sous-préfet a eu pour résultat le transfert du chef lieu sur Kingoué ; c'est pour cette raison qu'il existe toujours un collège à Zabata et à Kingoué. Cette rivalité (parfois violente) existe toujours entre les deux villages.

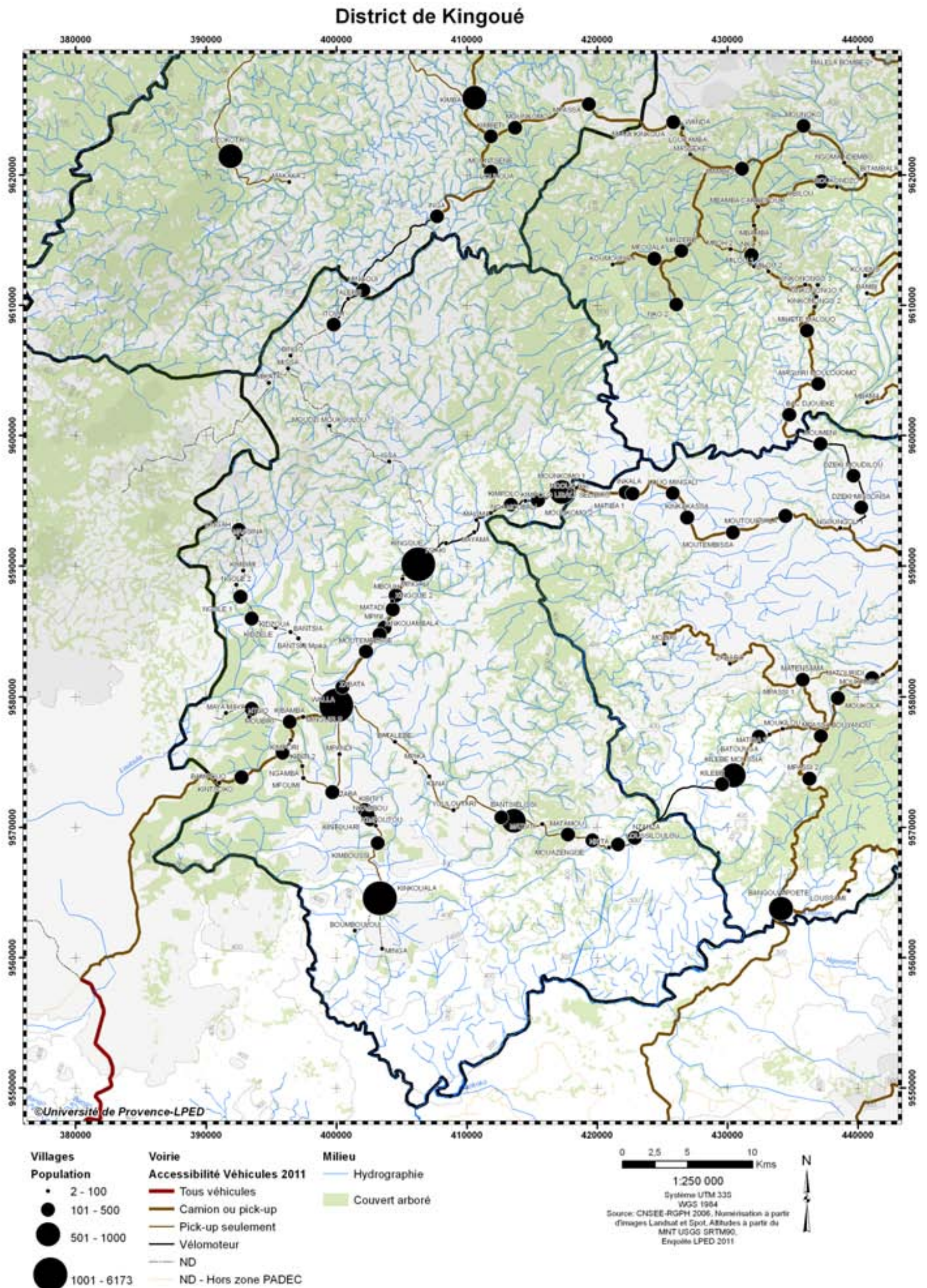
Carte 2: Distribution des localités et localités enquêtées dans le cadre de cette étude



RÉPUBLIQUE DU CONGO
 MINISTÈRE DE AFFAIRES SOCIALES, DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE LA SOLIDARITÉ
 PROJET D'APPUI À LA RÉINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DÉFAVORISÉES
 Cartographie : Université de Provence - LPED© 2011

Projection :
 UTM Zone 33 Sud (WGS 84)

Carte 3: Présentation générale, villages, voirie et milieu



Le district est composé de trois bandes légèrement orientées sud ouest – nord est. Au Nord, les altitudes dépassent les 500m et le relief est plus accusé, c'est un mélange de forêt ombrophile équatoriale et de savane; au Sud, le relief descend au dessous des 200 m du fait de la présence du fleuve Niari (Ndouo) qui creuse une vallée où les sols alluviaux sont plus riches. Entre le Nord et le sud, existe également un gradient de précipitations significatif : de 1800mm au Nord à 1200 mm au Sud (Boissezon et Gras, 1979). Au centre une plaine de savanes arborées peu denses située autour des 400m d'altitude recueille la majorité des lieux habités ; c'est en effet dans cette partie, et en particulier sur un axe sud-ouest / nord est que les populations se concentrent. Cette population est peu dispersée et se concentre le long des axes routiers.

L'hydrographie est peu dense et structurée par le Niari qui forme la frontière du district à l'Est, et la Louloulou qui forme la frontière ouest ; dans toutes les autres parties, ce sont de petites rivières, de débit très stationnaire qui quadrille la plaine centrale.

L'usage du sol est peu intense. L'agriculture s'effectue principalement par brûlis de petites parcelles souvent à l'interface entre forêt et savane. Les grandes extensions de culture ou de parcours sur savane sont inexistantes. La composition du paysage est assez homogène sur la partie centrale (savane peu arborée), puis se diversifie vers le sud au contact des forêts galeries sur les pentes de la vallée du fleuve Niari.



Photo 1: Forêt galerie bordant le fleuve Niari



Photo 2 : Savane peu arborée sur la partie centrale de Kingoué

1.2 - Impact des conflits et situation en matière de sécurité

Le chef lieu de district de Kingoué n'a pas connu de conflit direct, mais a subi l'exode des populations rurales des environs et des combattants de tout type. Environ 6000 personnes déplacées se sont réfugiées dans le chef lieu, principalement en provenance du Pool (Kimba, Vindza, Loulombo et Kindamba, 2/3), de la Lékoumou (Sibiti) et de la Bouenza (Mouyondzi, et surtout Yamba, 1/3), représentant presque 3 fois la population en place (estimée à 2800 habitants à l'époque). Par ailleurs, la présence militaire fut également importante puisque se sont installés près de 1000 militaires et 7 colonels dans le chef lieu. Le district est resté quasiment sans contrôle d'autorités publiques de 1997 à 2000, il était alors sous l'influence du passage de troupes angolaises, ou des différentes « écuries » ninja, cocoyes ou cobra. En effet, les pistes de Kitouh, Mounkomo ou Matsiti, frontalières avec le Pool ont été des axes de passage privilégiés des combattants pour leur ravitaillement ; c'est aussi pour cette raison que les villages de Moukomo et Nzanza ont eu une forte présence militaire pendant toute la période des conflits. Le village enquêté le plus affecté fut dans ce sens Zabata, au carrefour des trois routes, dont la majorité de la population s'est réfugiée dans la forêt de Massaka (à 2 ou 3 kms) durant près de 3 mois à l'arrivée des cobras.

Du fait de cette croissance de la population, le cheptel, bovin en particulier, a été décimé et n'a jamais été reconstitué. Il y a eu peu de destruction de maisons individuelles mais beaucoup de dégradations. Dans la plupart des édifices publics, les matériaux ont été récupérés comme le bois ou les tôles ont été récupérés pour servir de combustible ou de biens commercialisables.

Les populations déplacées se sont installées principalement dans les établissements publics ; le bâtiment de la sous-préfecture, la résidence du sous-préfet, l'école primaire, le collège et l'hôpital ont été fortement dégradés et aucun processus de reconstruction ou de restauration n'a eu lieu depuis. Très peu de réfugiés sont restés sur Kingoué après les conflits, on compte une vingtaine de familles sur tout le district (7 sur Mounkomo, aucune sur Kinkouala, la plupart sur Zabata).

Par contre, on estime à plus de 25% la population locale ayant migré définitivement, en général après 1997-1998.

Certains villages, surtout les villages situés sur les zones frontières avec le Pool, se sont vidés de leur population de manière durable, comme Kouloumateme (vers Kitouh), Missa ou Kissiedi, et vers Nzanza.

Aujourd'hui, quelques ex-combattants vivent dans le district (Kinkouala, Centre, Moukomo, Zabata) ; ils bénéficient du programme PNDDR (avec ramassage d'armes) mais il n'existe pas d'organisation particulière d'ex-combattants. Chaque jeune dispose d'un terrain pour cultiver, mais on note peu d'initiatives productives : le PNDDR a fait une tentative de construction d'un bâtiment par les ex combattants, qui a été très tôt abandonné (Pavillon additionnel de l'hôpital de Kingoué, dont le maître d'œuvre fut la CEB).

Le district de Kingoué ne rencontre pas aujourd'hui de problème majeur de sécurité au sein de son territoire. Par contre, il existe toujours des problèmes liés à des bandes armées entre Kinkala et Mindouli qui empêche l'entrée du district par la voie venant de Brazzaville. Cet aspect renforce l'enclavement de la zone sur les transports vers l'Est, et conduit à des liens plus intenses avec la Bouenza et la région de Pointe Noire.

1.3 - Situation démographique

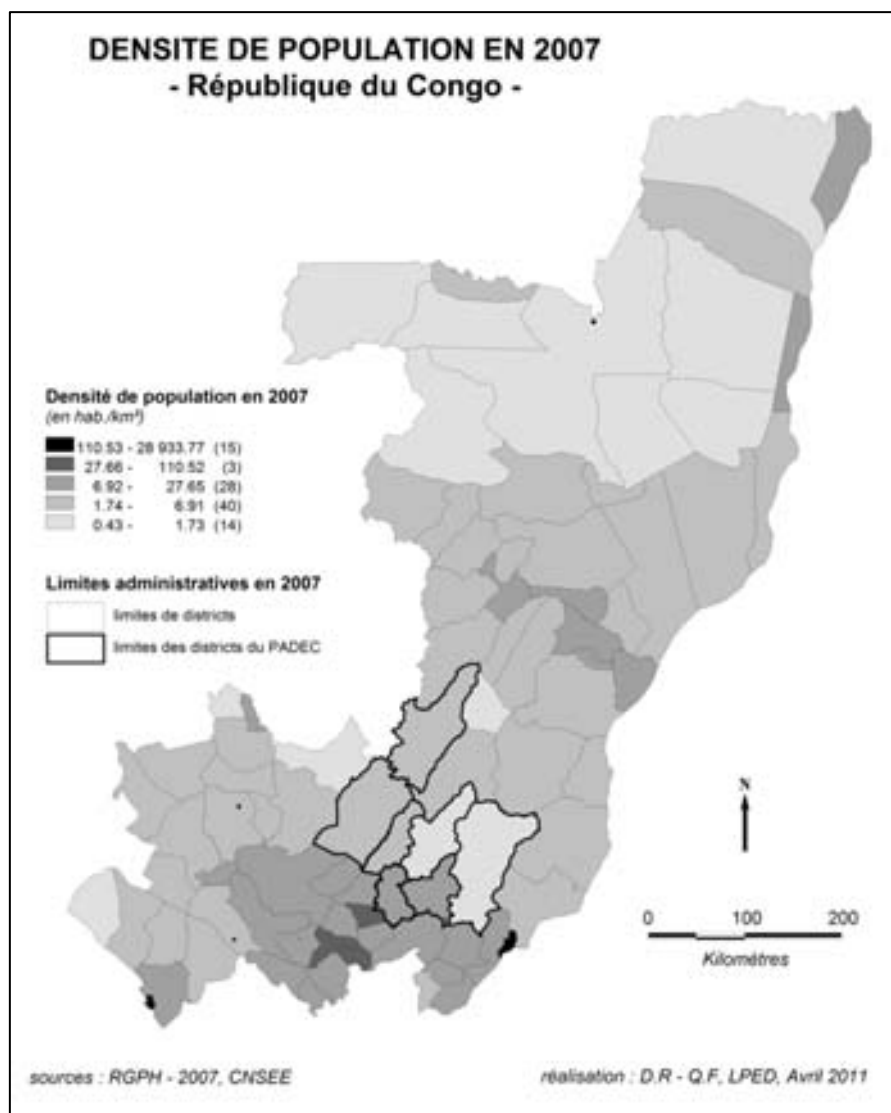
Le district de Kingoué se positionne dans le grand bassin sud de peuplement, où la densité de population est supérieure à la moyenne nationale. La structure de la distribution de la population est en effet très concentrée le long des axes de communication, avec peu de population dispersée dans les zones rurales. Le district de Kingoué fait partie du département de la Bouenza, à l'ouest du Pool. Il compte 14162 habitants (en 2007, 10387 en 1996) pour une superficie de 1699,45km². La densité de population du district est de 7,01 habitants/km², ce qui en fait, après Kindamba, le district le plus

densément peuplé de ceux concernés par le PADEC. Comme pour ces autres districts, la sous-préfecture est l'agglomération la plus importante et concentre 3101 habitants, soit 23% des habitants, mais deux autres centres d'importance : Kinkouala (2059 hab) et Zabata (1604 hab.) concentrent à eux trois plus de la moitié des habitants. Le reste des villages se répartit le long des quelques pistes qui parcourent le territoire du district de Kingoué

En 1996, la population était de 10387 habitants selon le Recensement, dont 4843 hommes et 5540 femmes; cette population est passée entre 1996 et 2007 à 14162 habitants, soit un taux de croissance annuel de 1,58%. Le taux de masculinité est passé, quand à lui, de 87,4 à 89,9 ; il montre une dominante féminine qui peut s'expliquer par le déficit de population masculine de 20 à 34 ans, soit du fait de leur participation aux conflits et/ou de la migration des jeunes actifs vers les zones urbaines.

La pyramide des groupes d'âges montre bien ce phénomène : une distribution correspondant à une population jeune, à fort taux de fécondité, une bonne régularité de la distribution des femmes montrant peu de migration, et une distribution masculine montrant un net déficit dans les classes d'âge entre 20 et 34ans (c'est-à-dire des hommes ayant eu 16 et 26 ans pendant la période des conflits) ; ce déficit correspond aujourd'hui à des jeunes partis travailler ailleurs ou ayant rejoint la ville pour bénéficier des programmes du PNDDR.

Carte 5 : Densité de Population en 2007



Carte 6 : Densité de population, zone PADEC

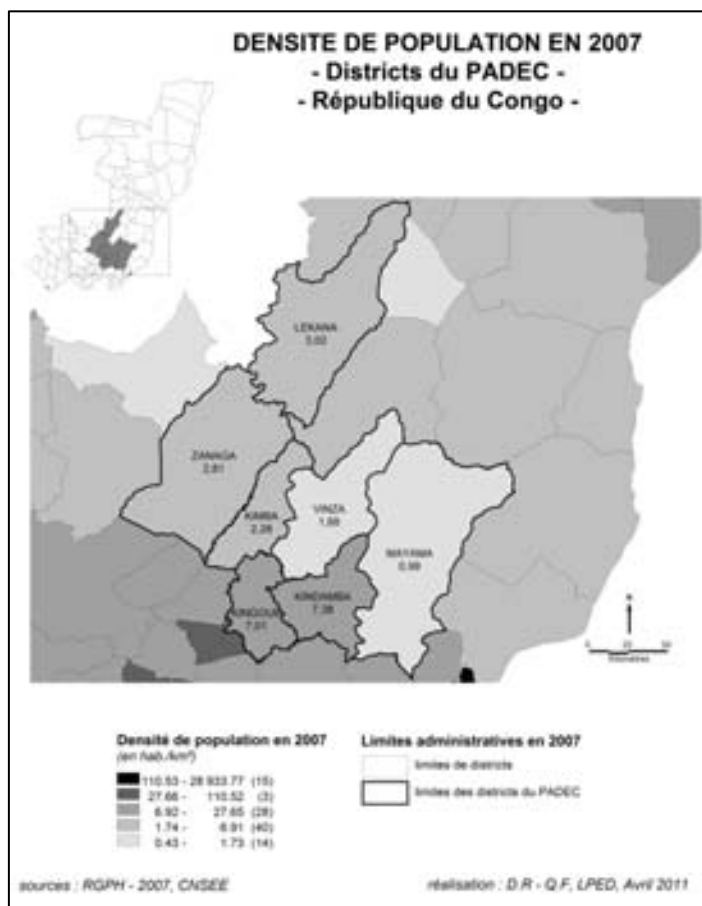


Photo 3 : Les 0 – 14 ans représentent 44 % de la population totale, les 0-19 ans 54%.

On soulignera de nouveau cette association d'une très forte fécondité avec l'émigration des jeunes qui entraîne une proportion élevée de la population de moins de 15 ans, représentant près de la moitié de la population totale. L'indice de dépendance² est de 0,56, valeur relativement forte qui relève du constat d'une limite évidente dans le cadre d'une économie de subsistance.

² L'indice de dépendance est construit comme le rapport, dans notre cas, de la population dépendante de moins de 10 ans et de celle de plus de 70 ans, avec la population en âge de travailler, entre 10 et 69 ans

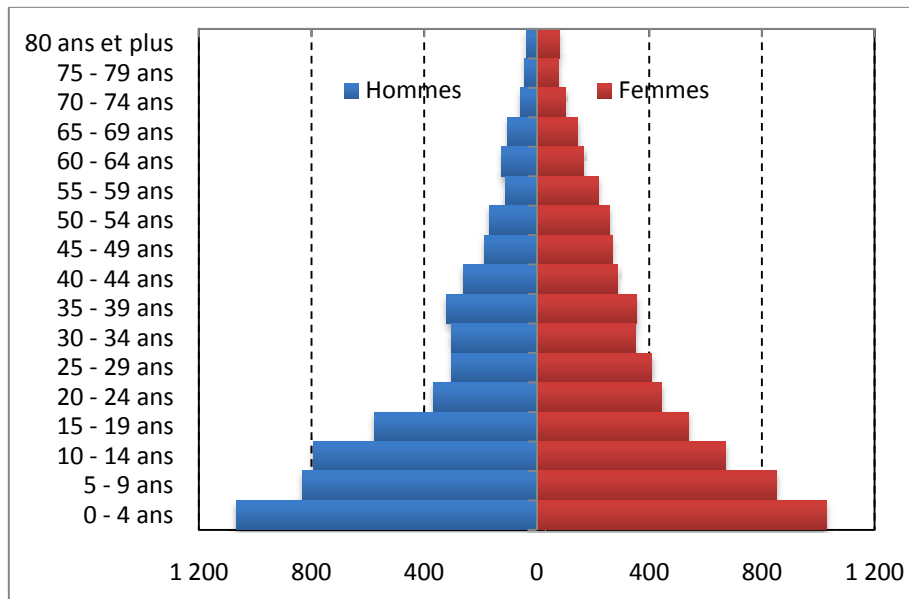


Figure 1 : Pyramide des âges pour le district de Kingoué

Plusieurs ethnies sont présentes : Tékés (axe Mounkomo – Kingoué – Zabata – Kidzoua), Bembés (Kinkouala) et Matsiti ou Mikenge, avec une dominante de Tékés. Les « autochtones » (ou pygmés) sont présents dans la partie ouest de manière très sporadique et temporaires.

1.4 – Encadrement administratif

1.4.1 - La hiérarchie des centres

La courbe rang-taille construite à partir de la population (recensement 2007) des villages administratifs montre une structure très particulière :

- Trois centres dont la population est supérieure à 1000 habitants structurent le district : Kingoué (3101 habitants), Kinkouala (2059h) et Zabata (1604).
- On remarque ensuite deux ensembles bien marqués : les localités de plus de 100 habitants et celles ayant moins de 100 habitants.

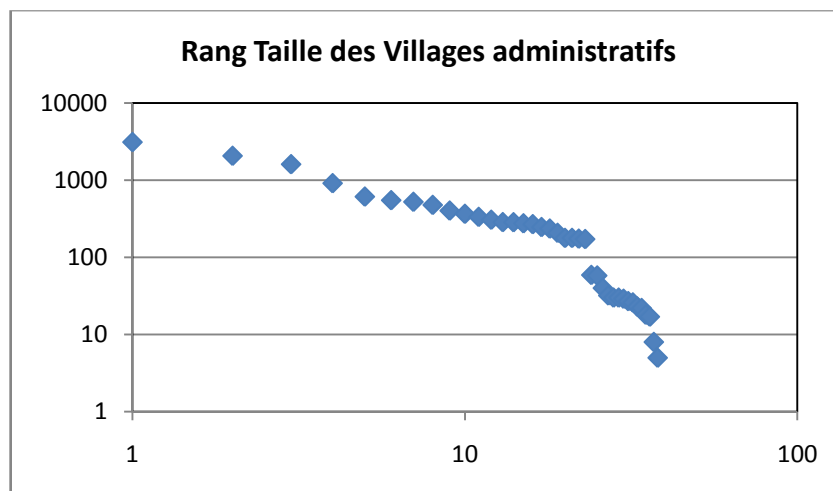


Figure 2 : Courbe rang-taille de la population des villages administratifs du district de Kingoué

(Estimation démographique CNSEE 2006, pour le recensement national de 2007)

VILLAGE ADMINISTRATIF de rattachement source CNSEE	Altitude moyenne	Rang	Population
KINGOUÉ CENTRE	485	1	3101
KINKOUALA	427	2	2059
ZABATA	507	3	1604
MOUKOMO I	472	4	910
TABA	470	5	610
KIBAMBA	495	6	548
BANTSIELISSI	461	7	522
KIDZOUA	576	8	476
KAMBOU	451	9	402
NZANZA	380	10	365
MPINI	464	11	333
MIKATA	590	12	306
KIBAMBA	494	13	285
KIDZOUA	494	14	284
KIMPOLO	466	15	275
MATSITI	450	16	268
KIMPOLO	465	17	246
KINGOMO	472	18	235
MPINI	474	19	207
inconnu	418	20	178
MATAMOU	422	21	178
TABA	483	22	174
KAMBOU	487	23	172
KIDZOUA	499	24	59
KINGOMO	420	25	58
KIMPORI	492	26	40
MOUDZI MOUKOULOU	603	27	32
MBOUH	447	28	30
NDOUO	450	29	30
TALEBE	575	30	29
inconnu hiérarchie	557	31	27
YOULOUTARI	507	32	26
BATELEBE	458	33	23
NGAMPIKA	464	34	22
NKITA	389	35	18
KANA	464	36	17
KAMBOU	475	37	8
ISSA	558	38	5

Tableau 1 : Altitude, rang et population des villages administratifs

Carte 7 : Lieux habités du district de Kingoué. L'agglomération des lieux habités est évidente le long des axes de voiries

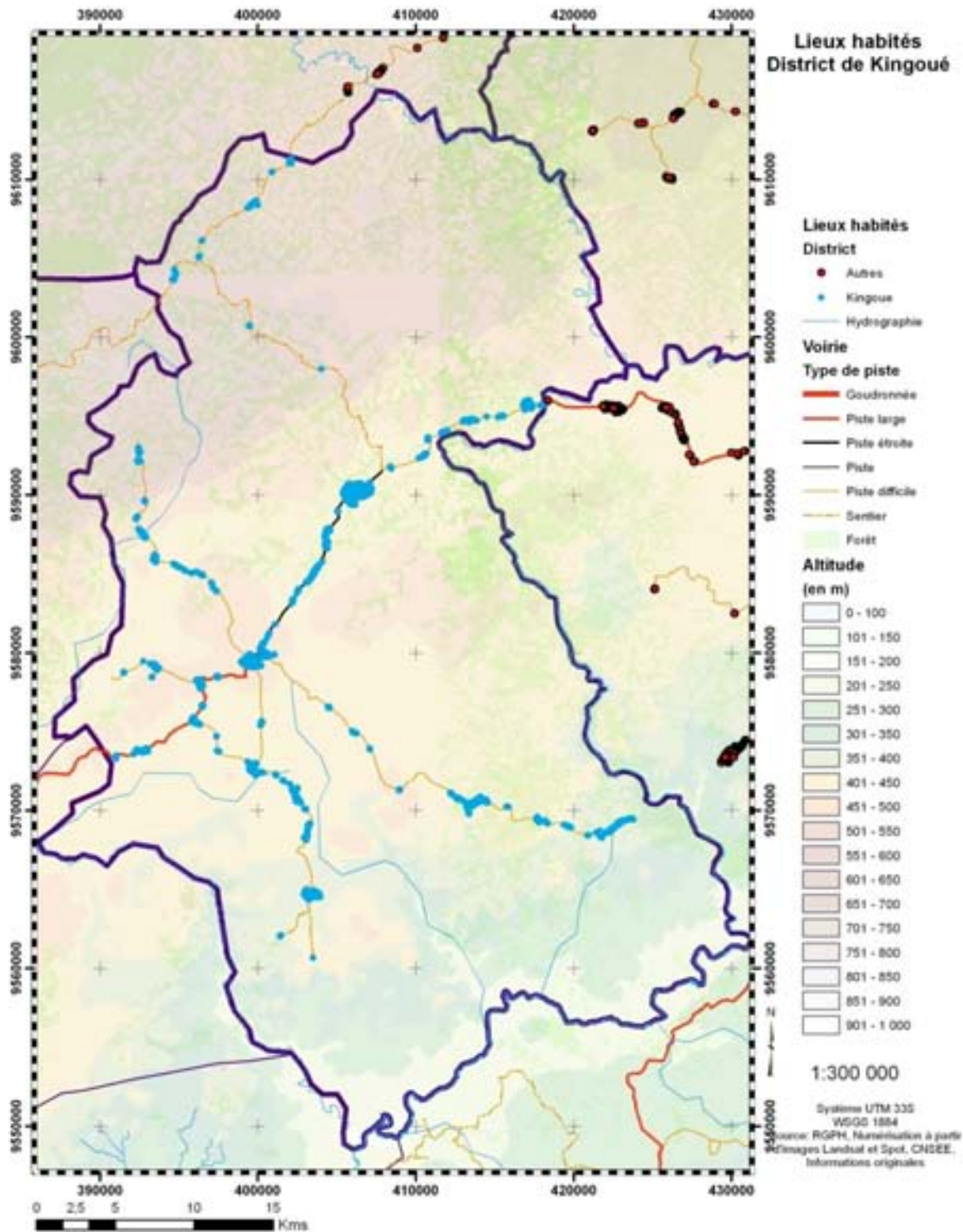


Tableau 2 : liste des localités du district de Kingoué

VILLAGE ADMINISTRATIF de rattachement source CNSEE	Localité recensée 2006	LATITUDE	LONGITUDE	ALTITUDE	RANG	POPULATION
BANTSIELISSI	BANTSIELISSI	-3,8853	14,2220	461	5	522
BATELEBE	BATALEBE	-3,8305	14,1398	458	55	23
ISSA	ISSA	-3,6364	14,1359	558	69	5
KAMBOU	KIMBOUSSI	-3,9008	14,1279	470	11	226
KAMBOU	KINTOUARI	-3,8812	14,1211	481	31	102
KAMBOU	KIMFOUTOU	-3,8888	14,1266	468	39	64
KAMBOU	BOUMBOULOU	-3,9615	14,1120	385	64	10
KAMBOU	MASSALA	-3,8771	14,1220	475	65	8
KAMBOU	NKAMBOU	-3,8843	14,1227	483	21	164
KAMBOU	MINGA	-3,9740	14,1308	490	66	8
KANA	KANA	-3,8545	14,1634	464	61	17
KIBAMBA	KIBAMBA	-3,8165	14,0672	511	7	388
KIBAMBA	KIBITI 2	-3,8382	14,0622	479	22	160
KIBAMBA	MOUBIRI	-3,8074	14,0410	493	13	225
KIBAMBA	MINGUELE	-3,8131	14,0764	506	43	49
KIBAMBA	MAYA MAYA	-3,8104	14,0231	483	63	11
KIDZOUA	KIDZOUA	-3,7452	14,0409	502	9	235
KIDZOUA	KINGAH	-3,6839	14,0320	620	23	140
KIDZOUA	MASSINA	-3,6893	14,0317	633	38	70
KIDZOUA	KIMBIMI	-3,7121	14,0351	549	48	31
KIDZOUA	BANTSIA MPIKA	-3,7592	14,0731	502	54	25
KIDZOUA	BANTSIA	-3,7547	14,0678	489	56	22
KIDZOUA	BANTSIA BAKOUKOLOU	-3,7638	14,0761	505	62	12
KIDZOUA	NGOLE 1	-3,7302	14,0332	490	24	140
KIDZOUA	KIDZELE	-3,7514	14,0574	480	33	94
KIDZOUA	NGOLE 2	-3,7219	14,0303	513	42	50
KIMPOLO	KIMPOLO	-3,6666	14,2201	487	12	226
KIMPOLO	MALINA	-3,6770	14,1963	443	59	20
KIMPOLO	MAYAMA	-3,6855	14,1948	472	32	99
KIMPOLO	TSIAKI	-3,6931	14,1754	469	34	90
KIMPOLO	NGAMOUBALI	-3,6724	14,2060	458	36	86
KIMPORI	KIMPORI	-3,8293	14,0679	492	45	40
KINGOMO	BAMPOUO	-3,8587	14,0184	420	40	58
KINGOMO	KINTSOKO	-3,8549	14,0338	472	10	235
KINGOUÉ CENTRE	KINGOUÉ	-3,7078	14,1561	481	1	2707
KINGOUÉ CENTRE	MINGALI	-3,7292	14,1404	487	17	197
KINGOUÉ CENTRE	MATADI	-3,7390	14,1383	483	28	115
KINGOUÉ CENTRE	KINGOUÉ 2	-3,7331	14,1381	488	37	82
KINKOUALA	KINKOUALA	-3,9391	14,1291	427	2	2059
MATAMOU	MATAMOU	-3,8951	14,2592	422	18	178
MATSITI	MOUAZENGUE	-3,8990	14,2762	418	26	120
MATSITI	MATSITI	-3,8831	14,2133	462	30	110
MATSITI	MPIKA	-3,8448	14,1539	471	46	38
MBOUH	MBOUH	-3,7180	14,1452	447	49	30
MIKATA	ITOUH	-3,5414	14,0978	574	14	223
MIKATA	MIKATA	-3,5817	14,0528	601	41	53
MIKATA	MISSA	-3,5719	14,0663	596	50	30

MOUDZI MOUKOULOU	MOUDZI MOUKOULOU	-3,6117	14,0949	603	47	32
MOUKOMO I	MOUNKOMO 1	-3,6578	14,2552	485	4	790
MOUKOMO I	MOUNKOMO 2	-3,6636	14,2387	459	27	120
MPINI	KINKOUAMBALA	-3,7565	14,1294	474	16	207
MPINI	MPINI	-3,7517	14,1326	474	15	219
MPINI	MOUTEMBESSE	-3,7684	14,1198	453	29	114
NDOUO	NDOUO BAC	-3,6576	14,2608	450	51	30
NGAMPIKA	NGAMPIKA	-3,8876	14,2416	464	57	22
NKITA	NKITA	-3,9041	14,2877	389	60	18
NZANZA	NZANZA	-3,8974	14,3054	380	8	365
TABA	KIBITI 1	-3,8778	14,1190	483	19	174
TABA	TABA	-3,8654	14,0965	477	6	470
TABA	MPANDI	-3,8391	14,1015	461	35	88
TABA	MFOUMI	-3,8555	14,0765	479	44	47
TABA	NGAMBA	-3,8472	14,0757	463	70	5
TALEBE	TALEBE	-3,5235	14,1078	575	52	29
YOULOUTARI	YOULOUTARI	-3,8778	14,1801	507	53	26
ZABATA	ZABATA	-3,8052	14,0994	517	3	1480
ZABATA	WALLA	-3,7924	14,1036	496	25	124
Inconnu	LOUSSILOULOU	-3,9020	14,2940	387	20	171
Inconnu	KIMPOLO LIBALI	-3,6638	14,2300	448	67	7
Inconnu	NTSIO	-3,8131	14,0392	505	58	21
Inconnu	BINGO	-3,5628	14,0680	609	68	6

1.4.2 – Le chef lieu, Kingoué

Même si Zabata est en position centrale du point de vue des communications, c'est Kingoué, pour des raisons exposées plus haut, qui occupe la fonction de sous-préfecture.

Les services administratifs se situent à Kingoué dans des locaux insuffisants. Kingoué dispose d'un agent payeur et d'une coopérative financière PRODER; toutes les agences de transfert d'argent ont fermé.

Des garnisons d'une vingtaine de soldats sont présentes dans les zones « frontières », comme à Mounkomo, pour surveiller les incursions de ninja et la traversée de la rivière. Dans des zones aussi enclavées, leur déplacement est problématique et la rotation des effectifs est rapide (1 mois à 45 jours) pour éviter les problèmes de revendications et de contestation (en particulier alimentaires).

Pratiquement tous les fonctionnaires sont concentrés à Kingoué : environ 40 fonctionnaires répartis de la manière suivante :

- 13 administrations et sous-préfecture
- 12 services éducatifs
- 7 personnels de santé et services sociaux
- 6 policiers et gendarmes
- 2 dans le secteur agricole

Les autres villages ne disposent que de quelques fonctionnaires correspondant au secteur éducatif.

L'efficacité des fonctionnaires est toute relative et vient de deux problèmes principaux. D'une part, la plupart viennent sans leur famille et sont souvent absents ; d'autre part les chefs de services n'ont pas d'agent d'exécution ce qui limite très souvent leur action.

Le réseau des télécommunications est assez bien développé, desservi et relativement bon marché. Les radios (RFI, Radio Congo, Afrique n°1, BBC, etc.), la télévision (6 paraboles dans le village de Kingoué) et le téléphone mobile (MTN, Zain (Airtel)) sont accessibles à Kingoué, et dans la plupart

des autres villages, sauf dans certains villages très enclavés comme Kinkoula où il y a peu de réception. La recharge des cellulaires s'effectue soit aux antennes, soit auprès des possesseurs de groupe électrogène, et parfois au moyen de piles.

A Kingoué et Zabata existe même un service public de téléphonie organisé par les commerçants. Il n'existe aucun service de téléphonie de l'Etat.

On dénombre 6 lieux de cultes à Kingoué et dans de nombreux autres villages, situés dans des bâtiments délabrés, voire en plein air : catholique et protestant (EEC) ; beaucoup d'autres cultes ont été cités comme l'Eglise de réveil lassistes, pentecôtiste, luthérienne, de parole et néo-apostolique, mais la plupart ne dispose pas de bâtiment et se réunissent dans des terrains vides.

Aucune organisation d'action sociale, ni d'entraide n'a été citée dans les différents villages visités.

Il existe peu d'association ou de groupement de jeunes, mais il existe toujours une ou plusieurs équipes de football qui participent aux championnats de district et départemental. Le sous préfet a financé des coupes pour officialiser ces championnats ; bien que les équipements soient défectueux. Cet aspect est important car la participation aux championnats en tant qu'équipe reconnue permet une ouverture et des échanges entre les villages et les districts, ainsi qu'une certaine reconnaissance des jeunes par les autorités.

2 – Transports et accessibilité

2.1 – Etat du système de transport

Kingoué est un district « carrefour » entre les départements de la Bouenza et du Pool, mais dont les voies de communications sont en très mauvais état et ne permettent plus aujourd’hui aucun accès vers les districts voisins. Le district présente par conséquent une situation d’extrême isolement et d’enclavement, du fait de l’absence de maintenance des infrastructures et de l’état des pistes, quasiment impraticables en cas de fortes pluies, ainsi que d’un ensemble de points noirs qui ferment les passages aux périphéries du district.

Deux routes arrivent depuis Mouyondzi par le Sud-ouest et arrivent à Zabata, village qui devient aujourd’hui la place centrale du district.

A partir de Zabata, les 5 directions environnantes sont des culs de sac :

- Vers le Sud, la piste passant par Kinkouala se termine à Minga ; il n’existe pas ensuite de pont qui permette de franchir le fleuve ;
- Vers le Nord-ouest, la piste vers Kidzoua, Ngole et Kingah ne permet plus d’accès vers Tsiaki ou Kimba. De Ngole, le chemin vers l’ouest est coupé par la rivière Kianian et le pont est détérioré. Après Kingah, il existe une piste très difficile vers Kimboto mais deux ponts sont détruits ; une piste est en cours de réalisation par les habitants eux-mêmes pour rejoindre Moudzi Moukoulou mais 4 points de passage (guets en bois) posent problèmes pour son achèvement.
- La route Zabata – Kingoué est coupée au niveau de Moutembesse du fait de l’effondrement d’un pont.
- La piste vers le sud-est, Matsiti puis Nzanza se termine ensuite au niveau du fleuve Niari (Ndouo) car le bac est détruit depuis 1998 et seules peuvent passer des pirogues. Un chemin existe depuis Matsiti jusqu’à Kingoué mais est aujourd’hui fermé à tout trafic de véhicule du fait de l’absence d’un pont et du départ de la Foralac (société forestière) qui assurait le transbordement en bac.
- Depuis Kingoué, la route vers l’est, vers Mounkomo est également sans issue, du fait de la destruction du bac sur le Niari (Ndouo) depuis 1998. Aujourd’hui le transbordement s’effectue par pirogue vers l’autre rive où attendent les camions pour le chargement des personnes et des marchandises.
- Vers le Nord Ouest (Kitouh), la piste est extrêmement difficile et le passage du fleuve Niari (Ndouo) pose également problème.

Carte 8 : Accessibilité des véhicules au réseau de transports



Carte 9 : Etat des pistes dans le district de Kingoué



Voie: source CNSEE et relevés GPS de terrain Janvier-Mars 2011 LPED
 Accessibilité: source enquêtes auprès des transporteurs et de terrain LPED
 Localité RGPH: source CNSEE 2007
 © Laboratoire Population Environnement Développement (LPED)

Projection
 UTM zone 33 Sud (WGS 84)

Mai 2011

Carte 10 : Fréquence de desserte des itinéraires par les transporteurs



On remarque sur les trois cartes précédentes, aussi bien pour le type de véhicules, l'état des pistes, et la fréquence attendue de passage des véhicules de transport, que seul l'axe allant de Mouyondzi à Zabata puis Matadi est capable d'assurer un fonctionnement continu et fiable du transport des marchandises. Le reste des pistes, en très mauvais état, ne permet qu'un passage aléatoire sans possibilité d'assurer un marché fiable susceptible de générer des activités économiques agricoles ou artisanales. En particulier, ces cartes montrent que tous les transports doivent sortir du district par la route vers Mouyoundzi, d'où la nécessité de restaurer les bacs de sortie par Ndouo et Nanza à l'Est, Talebe au Nord.



Photo 4 : Guet sur la route de Moukomo, toujours en mauvais état



Photo 5 : Etat de la piste à Kinkouala



Photo 6 : Le passage de Moukomo vers le district de Kindamba, sur le fleuve Niari (Ndouo)

Le passage par bac sur le Ndoou fut détruit durant les conflits par des bombardements. Aujourd'hui c'est une barge de fortune et un câble (celui de l'ancien bac) qui permettent le transport des marchandises et passagers de l'autre côté où attendent les camions. L'ancienne barge de métal, que l'on voit sur la droite de la photo, a coulé ; son renflouement est techniquement et financièrement problématique. De plus, le passage vers le sud (par Kingoué) étant impossible, c'est la seule voie viable pour le passage des marchandises vers Brazzaville.



Photo 7 : Le pont de Moutembesse, avant d'arriver à Kingoué s'est écroulé et isole totalement le nord du district

2.2 - Desserte automobile actuelle

A cette situation du réseau routier, il faut ajouter l'absence de moyen de locomotion, c'est-à-dire la faible disponibilité des camions et pick-up, tant en nombre qu'en fréquence. Seuls les vélomoteurs assurent aujourd'hui des transports réguliers à la fois de personnes et de marchandises.

Pratiquement tous les déplacements entre les villages et Kingoué ou Zabata se font à pied : 2 heures de marche de Zabata ou Moukomo à Kingoué, 6 heures depuis Kinkouala. Le prix de transport d'une personne en camion est d'environ 500F (600F pour un sac de fofou), mais le moyen motorisé le plus usuel pour se rendre au chef lieu est la jakarta (motocyclette), avec un prix entre 2000 et 5000F pour une personne, et entre 1000 à 3000F pour un sac de marchandise, dépendant du climat et de la disponibilité d'essence.

	Zabata	Kingoue	Moukomo	Kinkouala
Taxi	Tous les jours à Mouyoundzi	Saison sèche	Irrégulier en saison sèche	Irrégulier
Véhicule particulier	idem	aucun	aucun	aucun
Moto	idem	Régulier (cher à cause du pont)	Tout moment	Irrégulier
Commerçants locaux	4 à tout moment	De temps en temps	aucun	aucun
Transporteurs	deux fois par mois à Pointe Noire, moins de fréquence à Brazzaville	5 et 19 de chaque mois sur commandes	2 véhicules par semaine de Mouyoundzi	sur rendez vous à Mouyoundzi

Tableau 3 : Type de transport depuis les principaux villages de Kingoué (Source : enquête).

Le transport de voyageurs est plus continu dans la mesure où il existe plusieurs modalités de transport, dont la moto. Par contre, on remarquera sur le tableau suivant que les temps de transport vers des villes importantes où pourrait s'effectuer des transactions commerciales ou des emplois temporaires restent trop importants : de 2 à 3 jours de voyage, souvent mêlant le parcours à pied, en véhicule et parfois en train, pour aller d'une localité du district vers la capitale Brazzaville, soit pratiquement une semaine aller – retour.

Le temps de trajet d'un village à la préfecture de département est pratiquement toujours équivalent à une journée, souvent en plusieurs étapes : il faut d'abord se rendre à Mouyoundzi (entre 4 et 6 heures en véhicule), puis à Madingou (en 3 à 5 heures), soit un total de 7 à 11 heures et un coût de 5500F.

Le trajet vers Brazzaville est très dépendant du mode de transport : camion pour 5000F à partir de Zabata, train pour 7000F à partir de Bouansa ; pour Pointe-Noire, le prix peut monter jusqu'à 12000F pour un transport en véhicule puis train. Parfois le coût de transport des marchandises est plus élevé que celui des passagers : par exemple le transport d'un sac de fofou se négocie à 7000F vers Brazzaville et 8-9000F vers Pointe Noire, au départ de Zabata ou Kingoué.

		KINGOUE	Zabata	Moukomo 1	Kinkouala
Chef lieu	<i>à pied</i>		2 h	2 h	6 h
	<i>en véhicule</i>		40 min		
	<i>Basse</i>		40 min	2 h	6 h
	<i>Haute</i>		2 h	2 h	6 h
Préfecture	<i>Basse</i>	4 h	10 h	1 jour	1 jour
	<i>Haute</i>	6 h	12 h	1 jour	1 jour
Brazzaville	<i>Basse</i>	2 jours	2 jours	2 jours	
	<i>Haute</i>	3 jours	3 jours	2 jours	

Tableau 4 : Temps de transport d'une localité vers les principales villes administratives (Source : enquête)

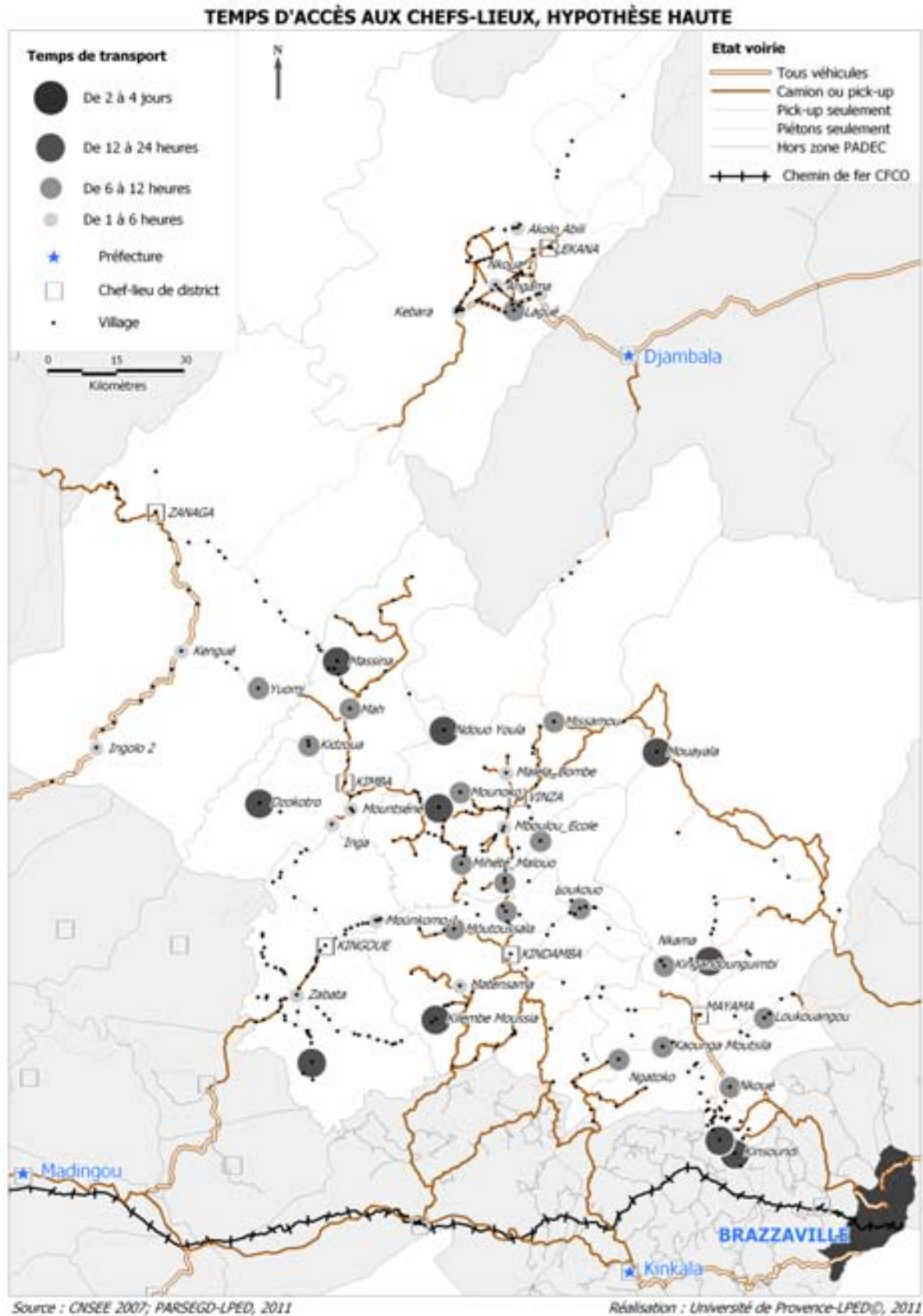
		KINGOUE	Zabata	Moukomo 1	Kinkoula
Préfecture	<i>Sac de fofou</i>		3000		
	<i>transport individuel</i>	5000	4750	4250	5500
Brazzaville	<i>Sac de fofou</i>	7000	7500	6000	4000
	<i>transport individuel</i>	10000	12000	11000	

Tableau 5 : Estimation des coûts de transport en FCFA (Source : enquête)

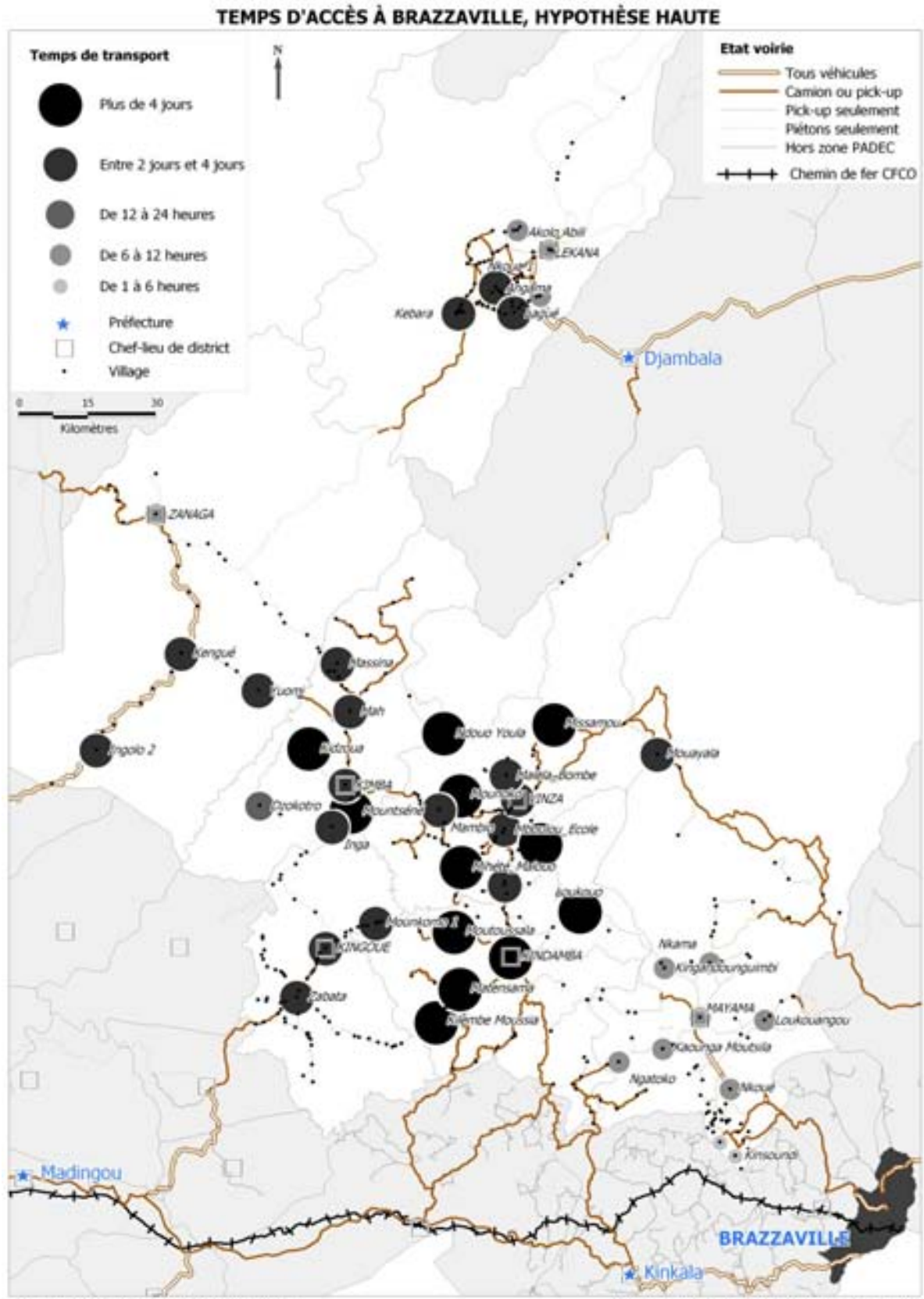
Même s'il existe de petites variations d'estimation des coûts de transport, globalement, le coût est de 5000FCFA d'un village vers la préfecture, et plus du double pour Brazzaville, ce qui est évidemment prohibitif pour le développement d'activités en relation avec ces deux centres urbains.

Les cartes suivantes montrent les hypothèses basse et haute des temps de transport vers le chef lieu de district, la préfecture ou Brazzaville. Pour le district de Kingoué, les temps de transport vers le chef lieu et la préfecture ne sont pas exceptionnels (en relation aux autres districts), mais le transport vers les grandes villes (ici Brazzaville, mais aussi Pointe Noire) reste un problème grave pour l'ensemble de la zone, sauf pour Mayama.

Carte 11: Temps d'accès au chef lieu de district, hypothèse haute.



Carte 12: Temps d'accès à Brazzaville, hypothèse haute



2.3 - Connections, circulations

Etant donné l'enclavement de toute la partie nord du district, pratiquement tout le mouvement de population ou de marchandises s'effectue vers Mouyondzi.

Cependant, du fait de l'existence du passage du fleuve à Ndoou, les villages du Nord du district ont une destination privilégiée vers Brazzaville, passant par Kindamba, alors que celles du Sud vont plus souvent à Pointe-Noire, en passant par Mouyondzi puis la gare CFCO de Bouansa.

Les autres destinations principales sont Dolisie et Nkayi.

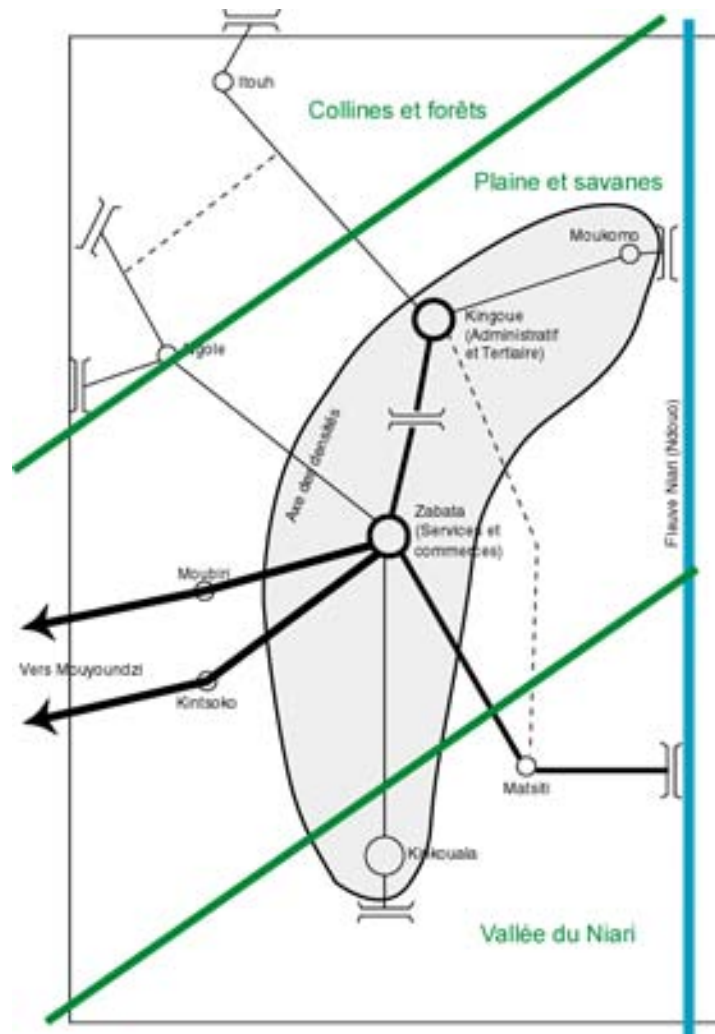


Figure 3 : Schéma d'organisation spatiale du district de Kingoué



Photo 8 : Station service inutilisée à Kingoué

Les infrastructures de distribution d'essence à la pompe ne fonctionnent plus (comme à Kingoué qui était la station la plus importante pour le Pool pendant la période de conflit), et l'essence est vendue au litre presque partout, entre 1000 à 1500F le litre (contre 600F à Mouyondzi), ou en sachets de 50 à 100F pour les motos.

Seule la localité de Zabata dispose d'ateliers de réparation mécanique et de pneumatiques (pour les jakartas principalement).



Photo 9 : La jakarta, outil indispensable dans un district isolé (ici : chez un réparateur)

2.4 - Besoins

La situation d'enclavement présente dans le district empêche toute activité de commerce rentable. Les deux seules directions de commerce sont actuellement celle vers Mouyondzi, et celle vers Kinkala et Kindamba, en passant par le « bac » de Ndouo bac au Nord est.



Photo 10 : un petit commerce intermittent

Les besoins en transport pour la commercialisation sont prioritaires dans toutes les demandes :

- Amélioration des chemins, en particulier Zabata – Kinkouala et Zabata – Itouh ;
- Réparation des ponts et gués ;
- Restauration des bacs de Moukomo et Nzanza ;

Ces trois opérations permettraient une desserte des produits sur les districts voisins, et vers Brazzaville. La plupart des habitants et des autorités affirment que l'état des routes est le principal problème des marchés ; un bon réseau routier attirerait les compagnies de transport et permettrait une meilleure organisation de ce transport ainsi qu'une diminution des coûts.

3 – Précarité d'accès aux services essentiels

3.1 – Etat de l'habitat et des infrastructures

Pratiquement toutes les maisons et édifices publics sont en dur ; 50% de ces maisons dispose d'un toit en tôle et l'autre 50% d'un toit en paille.

Il y a eu très peu de maisons privées endommagées durant les conflits, sauf dans les zones de Kitouh et Nzanza ; on compte à Zabata deux maisons détruites ainsi que la case de passage.

Par contre, les bâtiments publics (administrations, écoles, centres de santé, etc.) sont extrêmement endommagés, certains sont presque totalement détruits ; la plupart sont sans toit et montrent des impacts de balles sur les murs.



Photo 11 : Une partie des bureaux de la Préfecture de Kingoué n'a jamais été réhabilitée

Il y a eu peu d'initiatives de reconstruction de la part des habitants; On ne compte que deux exemples : à Zabata où les villageois ont reconstruit en partie l'école primaire avec l'aide du député, et à Moukomo où la population a reconstruit l'école et la maison des maîtres, au moyen de leurs propres ressources.

L'aide apportée par les organisations internationales et ONG est très sporadique : le PRAEBASE (Programme d'appui à l'éducation de base, programme officiel du ministère de l'éducation primaire et de l'alphabétisation, sur financement du gouvernement congolais et du PNUD) a distribué des fournitures scolaires pendant une période (sur Kingoué et Zabata surtout), le CICR et l'UNICEF des vivres, le PNUD des bancs et des tables en nombre très insuffisants ; le député a fourni la plupart du matériel pour la reconstruction des écoles (Moukomo et Zabata).

3.2 – Eau et énergie

Aucun village ne dispose d'électricité. Seules quelques familles, en général commerçantes disposent d'un groupe électrogène à usage individuel, mais qui sert aussi souvent pour les vidéos ou la recharge des téléphones. Seul le CSI de Kingoué dispose d'un groupe collectif, mais son usage est limité du fait de la difficulté de trouver du combustible. On notera la présence de panneaux solaires dans beaucoup de villages, soit dans les infrastructures de l'armée, soit chez des commerçants. La plupart ne fonctionnent plus à cause de problèmes de batterie.

Le principal problème de l'ensemble du district est la disponibilité en eau. Peu de villages ont des sources aménagées ; souvent l'eau provient d'un captage non aménagé ou d'un système artisanal de collecte d'eau de pluie. En saison sèche, la plupart des captages n'offrent plus les conditions saines d'usage de l'eau, et plusieurs autorités ont signalé des épidémies d'amibes, en particulier en décembre. Le ravitaillement se fait alors par les rivières, souvent loin des lieux d'habitation.

Seul le CSI de Kingoué dispose d'un puits aménagé mais dont la pompe manuelle ne fonctionne plus, le puisage s'effectue par des seaux. Les conditions sanitaires sont de ce fait extrêmement difficiles du fait de la qualité de l'eau et de l'absence de traitement ; très peu de familles font bouillir l'eau ou même la filtrent. Même les CSI ou poste de santé n'appliquent pas ce traitement.

Les sources d'énergie domestique sont par conséquent le pétrole lampant en première utilisation et ensuite la bougie puis la lampe à piles. Pour la cuisine, le bois reste la source principale. Ces choix sont déterminés par le prix des produits ou par leur accessibilité. Le pétrole est difficile à trouver, il vient en général de Mouyondzi et vaut entre 1000 et 2000F le litre, alors que la bougie est disponible à 100F, mais est considérée comme dangereuse. Pendant la guerre, l'éclairage s'effectuait à l'huile de palme « Kondo-Kanda ». Le charbon de bois, pour la cuisson, commence à faire son apparition et se vend à environ 2500F le sac, ce qui reste un produit rare ou spécifique (pour les boulangers par exemple).

3-3- Structures de santé et accès aux soins

Pratiquement tous les villages disposent d'une infrastructure prévue pour les services de santé, mais seules quelques unes fonctionnent réellement :

Localité	Structure	Type de structure	Statut	Création	Fonctionnel
Kingoué	CLINIQUE DE KINGOUÉ	clinique	Privé		Oui
Kingoué	CSI DE KINGOUÉ	CSI PMAS	Public	1933	Oui
Kibamba	CABINET INFIRMIER DE KIBAMBA	Cab de soins infirmier	Privé		Oui
Kidzoua	CABINET INFIRMIER DE KIDZOUA	Cab de soins infirmier	Privé		Oui
Kinkoula	POSTE DE SANTE DE KINKOUALA	Poste de santé/dispensaire/infirmierie	Public	1982	Non
Kitouh	POSTE DE SANTE ITOUH	Poste de santé/dispensaire/infirmierie	Public	1984	Oui
Matsiti	FORMATION SANITAIRE DE MATSITI	Poste de santé/dispensaire/infirmierie	Public	2000	Oui
Zabata	POSTE DE SANTE DE ZABATA	Poste de santé/dispensaire/infirmierie	Public	2000	Oui
Moukomo	POSTE DE SANTE MOUNKOMO	Poste de santé/dispensaire/infirmierie	Public		Non
Taba	POSTE DE SANTE DE TABA	Poste de santé/dispensaire/infirmierie	Public		Non
Zabata	DEPOT PHARMACEUTIQUE DU CENTRE ZABATA	Dépôt pharmaceutique	Privé BL	2003	Oui
Zabata	DEPOT PHARMACEUTIQUE LA GROTTTE	Dépôt pharmaceutique	Privé BL	2004	Oui
Zabata	DEPOT PHARMACEUTIQUE DE ZABATA	Dépôt pharmaceutique	Privé BL	2004	Oui

Tableau 6 : Structures de Santé dans le district de Kingoué (Source : Enquête et Ministère de la Santé)



Photo 12 : Le CSI de Kingoué avec sur la gauche le pavillon maternité (Projet PNDDR non achevé)



Photo 13 : Le CSI désaffecté de Moukomo



Photo 14 : Les conditions d'hygiène sont toujours désastreuses, par manque d'eau et de formation des personnels (ici au CSI de Zabata)

Les quelques centres ou dispensaires fonctionnels manquent cependant de moyens, en petit matériel, et en formation. Les conditions de soins sont souvent précaires, manquant d'hygiène de base, et peuvent être une source de contamination importante. Les agents, même si la plupart d'entre eux ont un diplôme lié à la profession de santé, manquent souvent d'initiative dans ce domaine, à la fois par manque de moyen (corvée d'eau par exemple) et de produits (eau de javel, savon, etc.). L'absence de véhicule qui permettrait de rendre autonome ce personnel est aussi un élément qui ne favorise pas cette prise d'initiative.



Photo 15 : De même les CSI manquent de matériel, ici la salle de garde et la salle d'accouchement du CSI



Photo 16 : La source d'eau du CSI de Kingoué, dont la pompe ne fonctionne plus Territoires sanitaires

Dans la CSS de Mouyondzi, chaque district ne comporte qu'un seul CSI, donc qu'une seule aire de santé. Ce territoire sanitaire compte donc 3 Aires de Santé :

- Aire de Santé de Kingoué
- Aire de Santé de Tsiaki
- Aire de Santé de Mouyondzi

Tableau 7. Les structures sanitaires du district de Kingoué

	Classement des structures sanitaires	Nb. fonctionnels	Nb. non fonctionnels	Nb. total	Ratio pop/struct.
TOT	Structures sanitaires totales	11	2	13	1083
STATUT	Structures sanitaires publiques	5	0	5	2382
	Structures sanitaires privées	6	2	8	1985
PUBLIC	Hôpitaux	0	0	0	0
	CSI PMAE	2	0	2	5955
	CSI PMAS	1	0	1	11910
	Centre de Santé/Poste de Santé/Dispensaire	4	0	4	2978
	Clinique	1	0	1	11910
PRIVE	Cabinet médical ou de soins infirmier	2	2	4	5955
	Centre Médico-Social	0	0	0	0
	Centre de Médecine Traditionnelle	0	0	0	0
	Pharmacie	3	0	0	3970
	Centre communautaire	NR	NR	NR	NR

Source : Carte Sanitaire 2005, PARSEGD 2010, PARSEGD-LPED 2011

On peut apprécier, sur les trois cartes suivantes, que la distribution des structures sanitaires permettrait à Kingoué d'avoir une bonne couverture, si la hiérarchie était respectée et toutes les structures fonctionnelles. En regard aux autres districts, du Pool par exemple, on peut voir que les temps d'accès sont assez faibles, souvent inférieur à trois heures, pour se rendre à la structure sanitaire la plus proche. La carte 15 montre que toutes les localités se situent dans la zone d'accessibilité légale, et qu'une meilleure organisation du transport, associée bien sûr à l'amélioration des pistes, suffirait pour donner une accessibilité significative à l'ensemble de la population.

Les recommandations sur l'amélioration du système sanitaire porteront sur ces trois aspects : amélioration de l'accessibilité physique, renforcement de la hiérarchie et de la coordination entre structures, approvisionnement régulier en petit matériel, produits de base et médicaments.

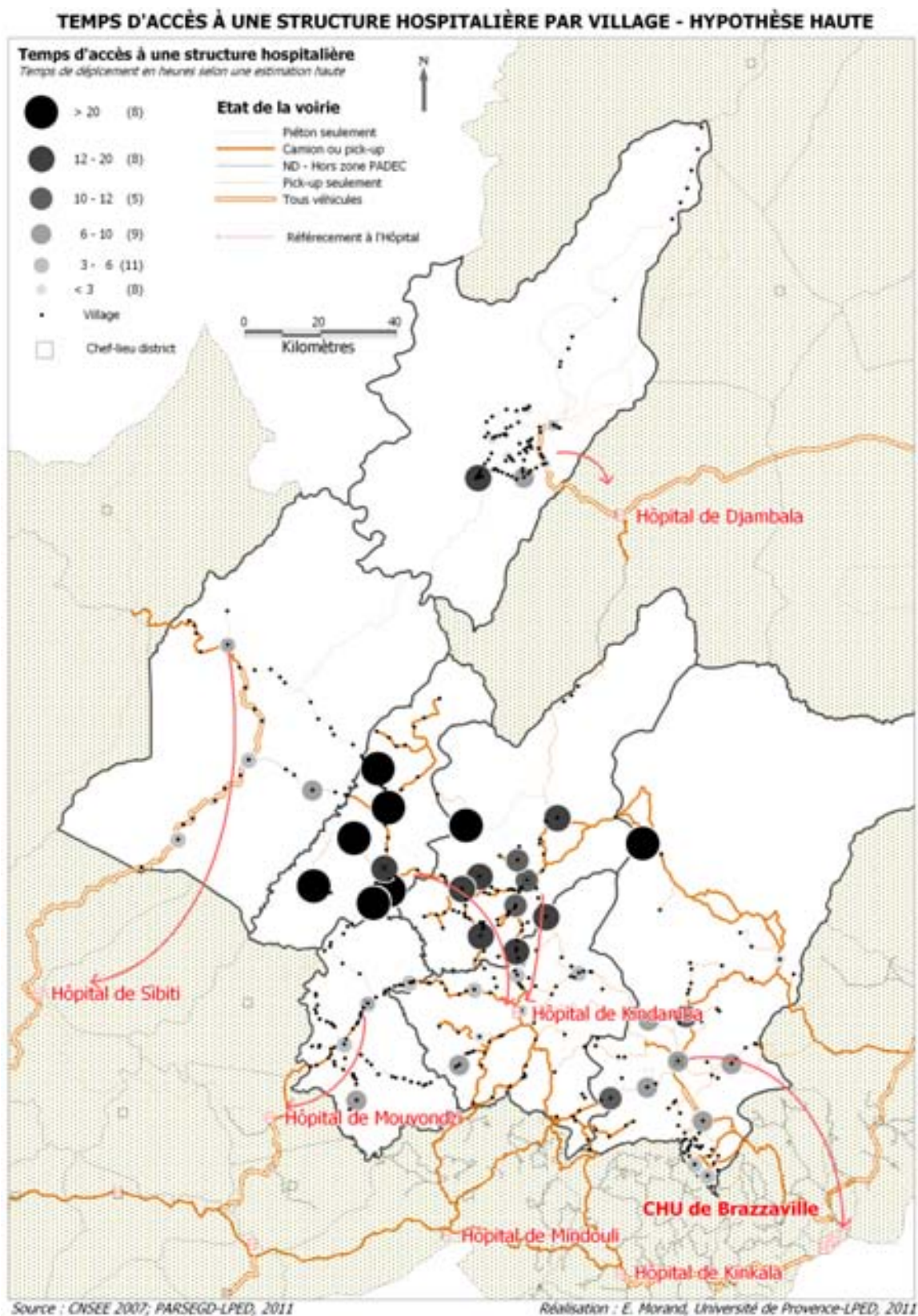
Enfin, un effort est sans doute à faire au niveau de l'accessibilité sociale, car plusieurs fois nous a été signalé un coût très élevé des soins dans plusieurs centres, dont le CSI de Kingoué qui procure la consultation la plus chère de toute la zone PADEC³.

³ Cependant, la consultation est gratuite en cas de force majeure ou d'impossibilité réelle de paiement.

Carte 13 : les structures sanitaires du district de Kingoué, et leur accessibilité

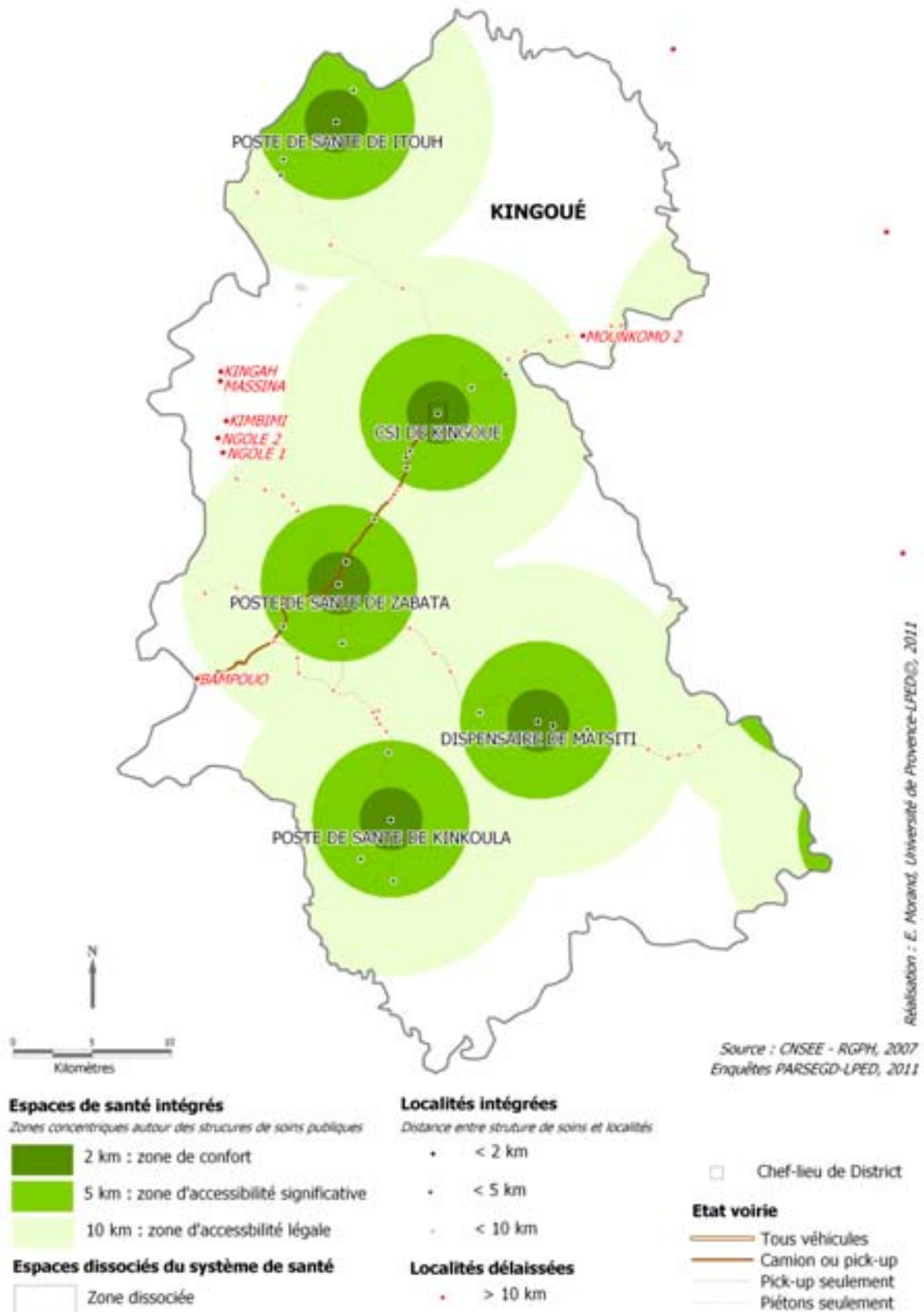


Carte 14: Temps d'accès à une structure hospitalière par village, hypothèse haute



Carte 15: Espaces intégrés ou dissociés du système de santé

ESPACES INTÉGRÉS OU DISSOCIÉS DU SYSTÈME DE SANTÉ, DISTRICT DE KINGOUÉ



3.3.1 - CSI et Aire de Santé de Kingoué



Types d'infrastructure et activités

Le CSI de Kingoué est composé d'un seul bâtiment (plus un dont la construction n'a jamais été achevée). Ce bâtiment comporte :

- 1 salle de consultation
- 2 salles de maternité (1 non fonctionnelle)
- 4 chambres de repos
- 1 salle Laboratoire
- 1 salle de Pharmacie (médicaments entreposés dans une armoire)
- 1 salle où est entreposé le frigo



Ressources humaines

6 fonctionnaires de la santé et 12 bénévoles travaillent au CSI de Kingoué dont :

- 1 médecin généraliste (également assistant en chirurgie)
- 2 sages-femmes
- 3 Agents Techniques de Santé
- 12 Agents Communautaires

L'effectif du personnel ainsi que les infrastructures semblent largement adaptés au niveau de la structure sanitaire.

Moyens matériels et financiers

- 1 puit fonctionnel (aménagé par le CICR)
- 1 frigo à pétrole fonctionnel
- 1 groupe électrogène fonctionnel

Organismes de financement :

- PNUD (construction CSI avec action communautaire)
- SHEEC
- CICR (dons de médicaments et du puits)
- présidentielle 2009 : don du groupe électrogène



Organisation

Payement à l'acte. Les tarifs sont parmi les plus chers des CSI enquêtés (1000 FCFA pour la CC adulte et 500 FCFA pour l'enfant).

Les médicaments antipaludéens, vermifuges et bédazol sont gratuits. De plus les personnes qui n'en ont pas les moyens sont exemptées de paiement.

Accessibilité/Fréquentation

Le référencement principal se fait à l'Hôpital de Référence de Mouyondzi (comme l'ensemble de la partie Nord-ouest de la Bouenza). Le déplacement s'effectue à pied du fait de l'absence de véhicule et dure la journée (environ 50 km).

Problèmes et besoins principaux

La filariose/parasitose due à la bactérie Loa Loa est un cas de fréquentation sensiblement important dans la structure (deuxième cause de consultation).

Solutions - Nécessités préconisées

- ✓ Le CSI de Kingoué est le seul CSI du district. La réalisation de ses activités nécessite **l'acquisition d'un véhicule.**
- ✓ Le suivi de l'information sanitaire subit de gros manques malgré l'effectif conséquent du CSI. **Des formations à l'enregistrement des données sanitaires** semblent donc nécessaires.

3.3.2 - Poste de santé de Zabata

Types d'infrastructure et activités

1 bâtiment comprenant:

- 1 salle d'auscultation/salle d'attente
- 1 salle utilisée pour la maternité
- 1 salle de repos

Ressources humaines

3 personnes travaillent au Poste de Santé de Zabata dont 1 Infirmier Diplômé d'Etat (IDE) et 2 Agents Communautaires ayant bénéficié d'une formation de secouriste. Entre 2005 et 2008, 4 IDE sont partis de la structure du fait des mauvaises conditions de travail.

Moyens matériel et financiers

La structure ne dispose de quasiment aucun matériel et aucun appui financier quelconque



(quelques ONG seulement ont porté de l'aide dans les années 2000 par la fourniture de médicaments). Organisation

Le mode de paiement se fait selon un forfait Consultation Curative/Traitement, moyennant la somme de 1 000 FCFFA pour les enfants comme pour les adultes. Cependant, les médicaments Mectizan (contre la filariose) et Mebendazol (contre les diarrhées) sont gratuits pour tout le monde. Par ailleurs, les personnes n'ayant pas les moyens de payer peuvent négocier la gratuité de la Consultation et du traitement.

Problèmes et besoins principaux

Pas assez de lits : lors de la visite, les 3 lits de la structures accueillait chacun 2 personnes.

Le manque de matériel, notamment de stérilisation et de petite chirurgie est très préoccupant, tout comme l'absence de laboratoire

La CSS ne livre pas de médicaments/

Solutions - Nécessités préconisées

Le Poste de Santé de Zabata est situé sur un carrefour des axes du district de Kingoué. Cependant, la structure manque de presque tout (moyens matériel, mobilier et immobilier dérisoires). De plus le district ne compte qu'un seul CSI.

- ✓ **La solution serait ici de construire un nouveau CSI à PMAE, avec les logements du personnel de santé, sur le modèle du PARSEGD (ce cas ressemble à la situation d'Estouali avant la réalisation du projet).**

3.3.3 - Poste de santé de Kinkoula

Le Poste de Santé de Kinkoula n'offre aucun service en dehors de la consultation curative. Il dispose seulement d'un puits fonctionnel. Il est géré par deux secouristes bénévoles.



Solutions - Nécessités préconisées

Kinkoula est une localité de plus 2 000 habitants. Il existe donc une demande de soins importante alors que le poste de santé n'est pas équipé, et son accessibilité en dehors du village est extrêmement difficile (situation d'enclavement très forte avec une seule voie d'accès en très mauvais état).

- ✓ Afin de répondre à la demande de la population, il paraît nécessaire de doter le poste de santé **d'un fonctionnaire, Infirmier Diplômé d'Etat ou Assistant Technique Sanitaire et d'un minimum de matériel/médicaments**. Cependant le préalable au fonctionnement de ce centre est son accessibilité par la route, donc au moins la **réhabilitation du tronçon de voie routière Zabata/Kinkoula**.

Recommandations

Sur la zone des 5 kms de rayon (1 à 2 heures de marche), pratiquement tous les villages ont accès à un post de santé ou un dispensaire. Seules quelques zones, comme les extrémités des pistes Zabata – Kidzoua et Zabata - Matsiti, ont des problèmes d'accès. Mais l'accessibilité n'est pas suffisante car tous les postes de santé, dispensaires ou CSI ne sont pas dotés des mêmes moyens, certains sont d'ailleurs extrêmement précaires dans leur fonctionnement, voire non opérationnels. De ce point de vue, les observations effectuées sur place et les entretiens nous permettent de hiérarchiser les recommandations de la manière suivante :

1 – le premier élément, prioritaire, concerne les possibilités de transport rattachées aux centres de santé. L'acquisition de véhicule et l'amélioration des voies n'est pas seulement une question de transport des malades, mais aussi et surtout des médicaments, matériel médical et formation des agents. Pour le moins, l'acquisition d'un véhicule – ambulance par le CSI de Kingoué permettrait, au moyen d'un système de rotation, d'alimenter les centres de santé ou infirmeries des principaux villages, et d'assurer des permanences du médecin ou d'assistants.

2 – Le second élément concerne le personnel : son maintien et sa formation. La construction de logements est une garantie pour le maintien des personnels de santé. De même la formation continue est indispensable pour assurer un niveau d'hygiène suffisant et optimiser les soins dans des conditions difficiles.

3 – La facilitation des transports et des personnels permettra alors une gestion en flux (comme le préconise le rapport Morand), des matériels et consommables. La centralité au sein du district de Kingoué permet une organisation par rotation à partir du chef lieu ou de Zabata, et une relation facile avec l'hôpital de Mouyoundzi. Cette structure hiérarchique bien organisée peut permettre un accès rapide et efficace aux soins, en fonction de leur gravité, et une approche intégrée du système de santé sur l'ensemble du district.

3-4 – Structures éducatives et formations qualifiantes

Les structures éducatives du district de Kingoué sont toutes fonctionnelles et toutes publiques. Pratiquement tous les villages ont une structure éducative, et toutes les localités sont à moins de 5 km d'une école primaire (voir carte 18). Les deux principaux problèmes liés à l'éducation sont le niveau de formation des enseignants (presque tous bénévoles et sans diplôme) et l'état des infrastructures (bâtiment et équipement des salles de classe).

Le district dispose de deux CEG, résultat de l'histoire de la formation du district et du déplacement du chef lieu. Ils sont relativement en bon état, mais la part des bénévoles est également au dessus des 50% (voir tableau 8).

Dans tous les cas, les effectifs sont nettement supérieurs aux capacités des salles de classes, ce qui oblige à un dédoublement des classes en deux temps, matin et soir. Cette obligation est un des facteurs qui contribue également à la dégradation des conditions d'apprentissage. 30% en moyenne des élèves redouble, du fait du manque de suivi scolaire, du manque de niveau des professeurs (n'ayant souvent pas le niveau BEPC), et sans doute aussi au maintien d'une certaine rente financière.

On remarquera par ailleurs que le taux de scolarisation des filles est nettement inférieur à celui des garçons : les filles ne représentent que 42% des effectifs totaux, alors qu'elles sont plus nombreuses dans la population totale de la même tranche d'âge. Cette proportion descend à 28% au CEG, malgré un taux de redoublement souvent inférieur à celui des garçons.

Il n'existe pas de structure de formation qualifiante, ni au sein du système scolaire, ni au sein de programme d'ONG ou d'institution internationale. Les nombreuses filières potentielles présentes à Kingoué, autour de l'activité agricole, artisanale ou forestière, n'ont aucun relais de formation technique ni d'assistance à moyen terme.

Principaux problèmes et besoins

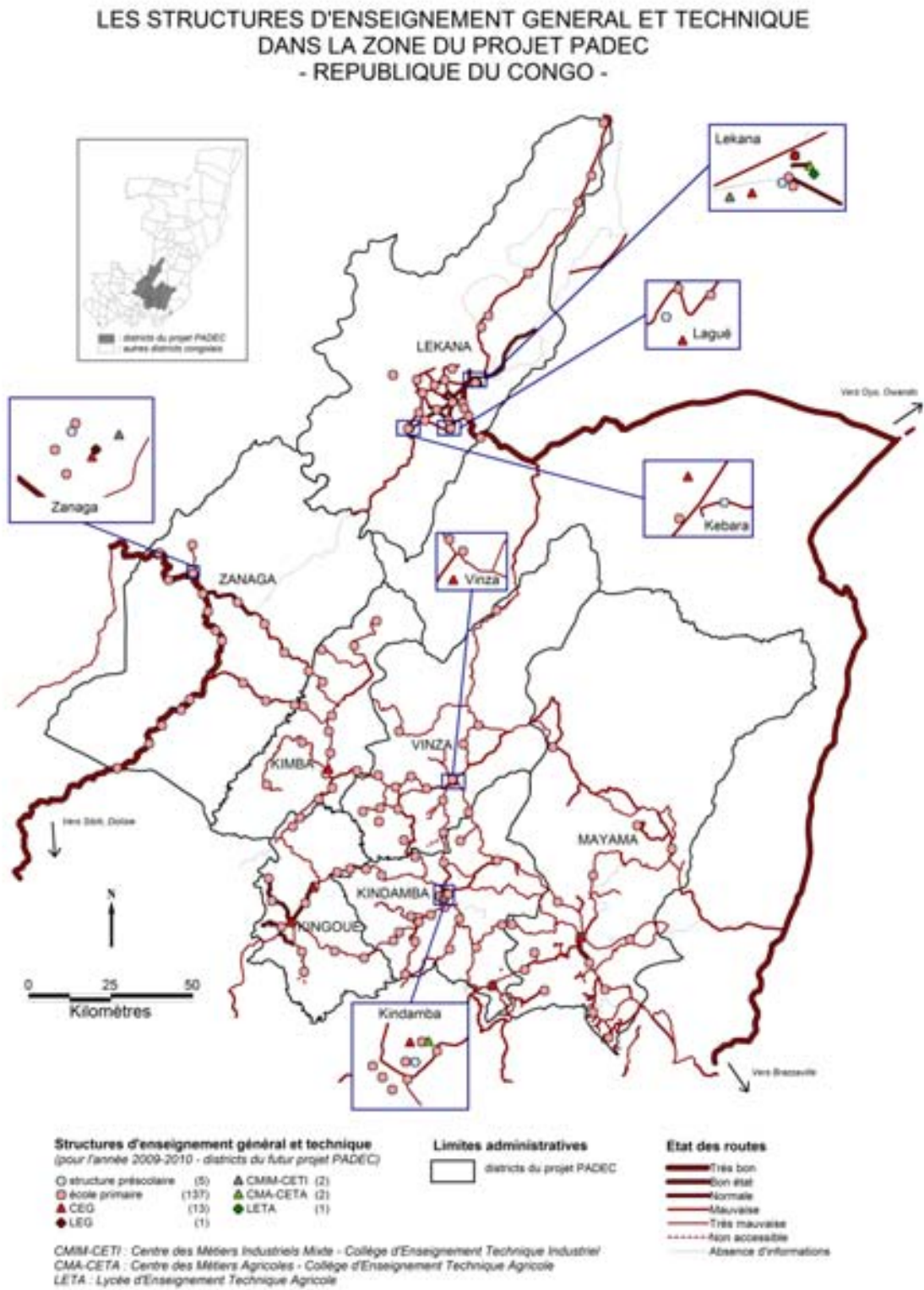
- Réfection et agrandissement des établissements, nécessaire à une croissance démographique importante ;
- Formation des enseignants bénévoles, et augmentation du nombre de titulaire afin d'assurer un meilleur suivi de la formation ;
- Amélioration du système de paiement, et amélioration des conditions de vie des professeurs pour assurer une permanence du personnel ;
- Amélioration des conditions d'apprentissage par la disponibilité de matériel pédagogique.
- Une meilleure interface entre professeurs et parents dans l'amélioration des conditions scolaires.

Localité	Nom établissement	TOTAL effectifs	TAUX de filles	Part redoublants sur total	Part Redoublants - Filles	TOTAL Enseignants	Dont titulaires	Part des bénévoles sur le total	Ratio élèves/classe	Nb bâtiments	Dont mauvais état	Nb de salles de classes	Dont mauvais état	Nb logements	Dont mauvais état
ZABATA	CEG DE ZABATA	210	21,9%	33,3%	15,2%	7	2	71,4%	26,3	4	0	8	0	0	0
KINGOUE	CEG PASCAL SIBALI	176	34,7%			8	4	50,0%	44,0	2	0	4	0	0	0
KINGOUE CENTRE	KINGOUE CENTRE	442	47,3%	26,9%	27,8%	5	3	40,0%	88,4	2	1	5	3	4	0
KINKOULA	KINKOULA	281	39,9%			3	1	66,7%	70,3	1	1	4	4	0	0
ZABATA	ZABATA	266	46,6%	38,3%	40,3%	3	1	66,7%	133,0	1	1	2	2	0	0
MATSITI	MATSITI	209	45,0%	39,2%	39,4%	3	1	66,7%	69,7	1	1	3	3	1	1
KIBAMBA	KIBAMBA	189	41,3%	37,0%	37,2%	4	1	75,0%	37,8	2	1	5	2	2	2
KIDZOUA	KIDZOUA	123	38,2%	18,7%	14,9%	2	1	50,0%	41,0	1	1	3	2	1	1
NKAMBOU	NKAMBOU	118	44,1%	18,6%	17,3%	3	1	66,7%	59,0	1	1	2	2	0	0
MOUNKONO	MOUNKONO	111	43,2%	27,0%	22,9%	3	1	66,7%	37,0	2	1	3	1	1	1
MPINI	MPINI	110	40,9%	22,7%	22,2%	2	1	50,0%	55,0	1	0	2	0	0	0
ITOUH	KITOUH	54	42,6%	72,2%	56,5%	1	0	100,0%	27,0	1	1	2	2	2	2
KIMPOLO	KIMPOLO	45	33,3%	6,7%	13,3%	2	0	100,0%	15,0	1	0	3	1	2	1
KINGAH	KINGAH					1	1	0,0%		0	0	0	0	0	0
LOUSSILOULOU	LOUSSILOULOU					1	1	0,0%		0	0	0	0	0	0

Source: DEP-MEPSA, LPED-PARSEGD, relevés GPS, CNSEE

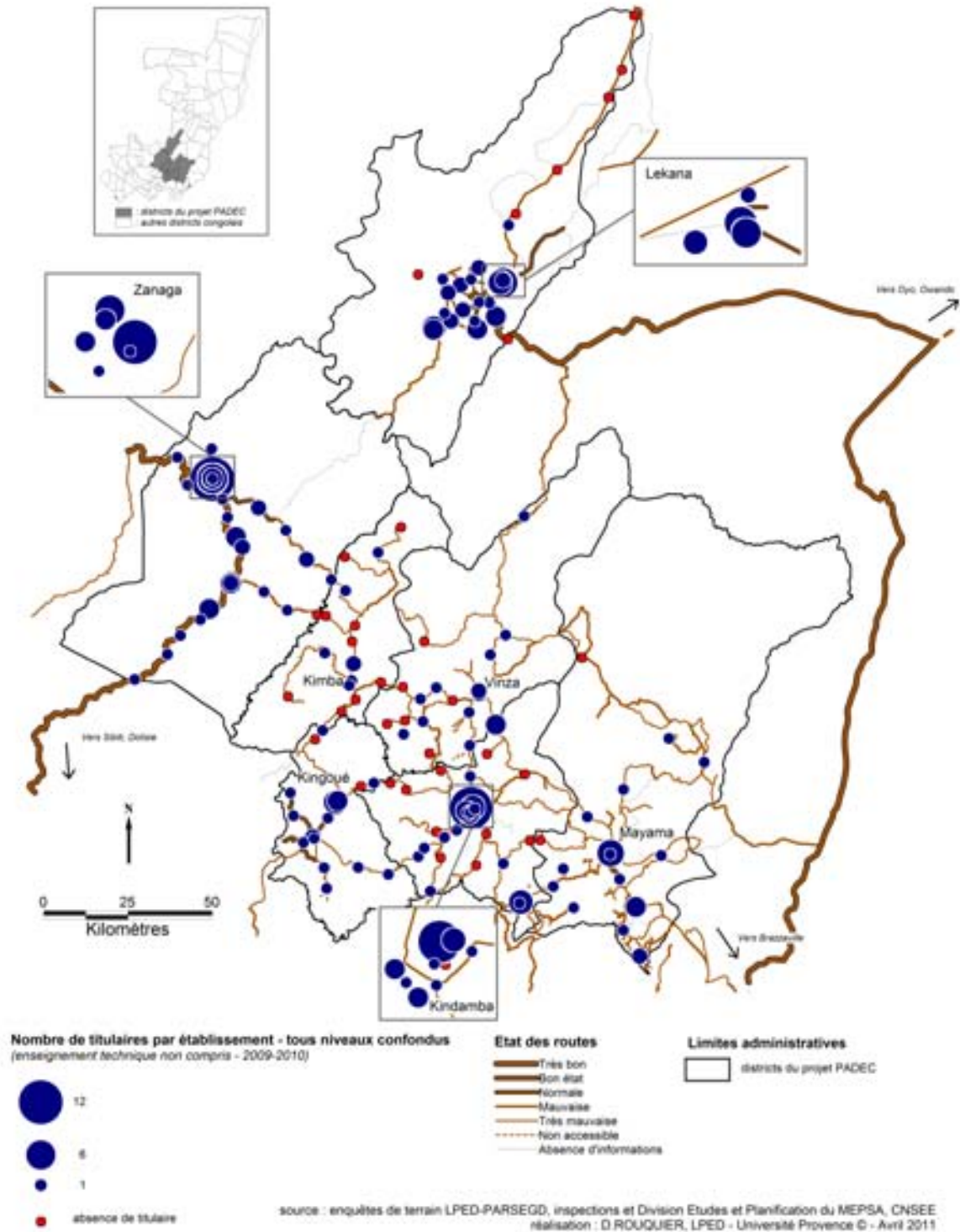
Tableau 8 : Les structures éducatives du district de Kingoué

Carte 16 : les structures d'enseignement général et technique dans la zone PADEC



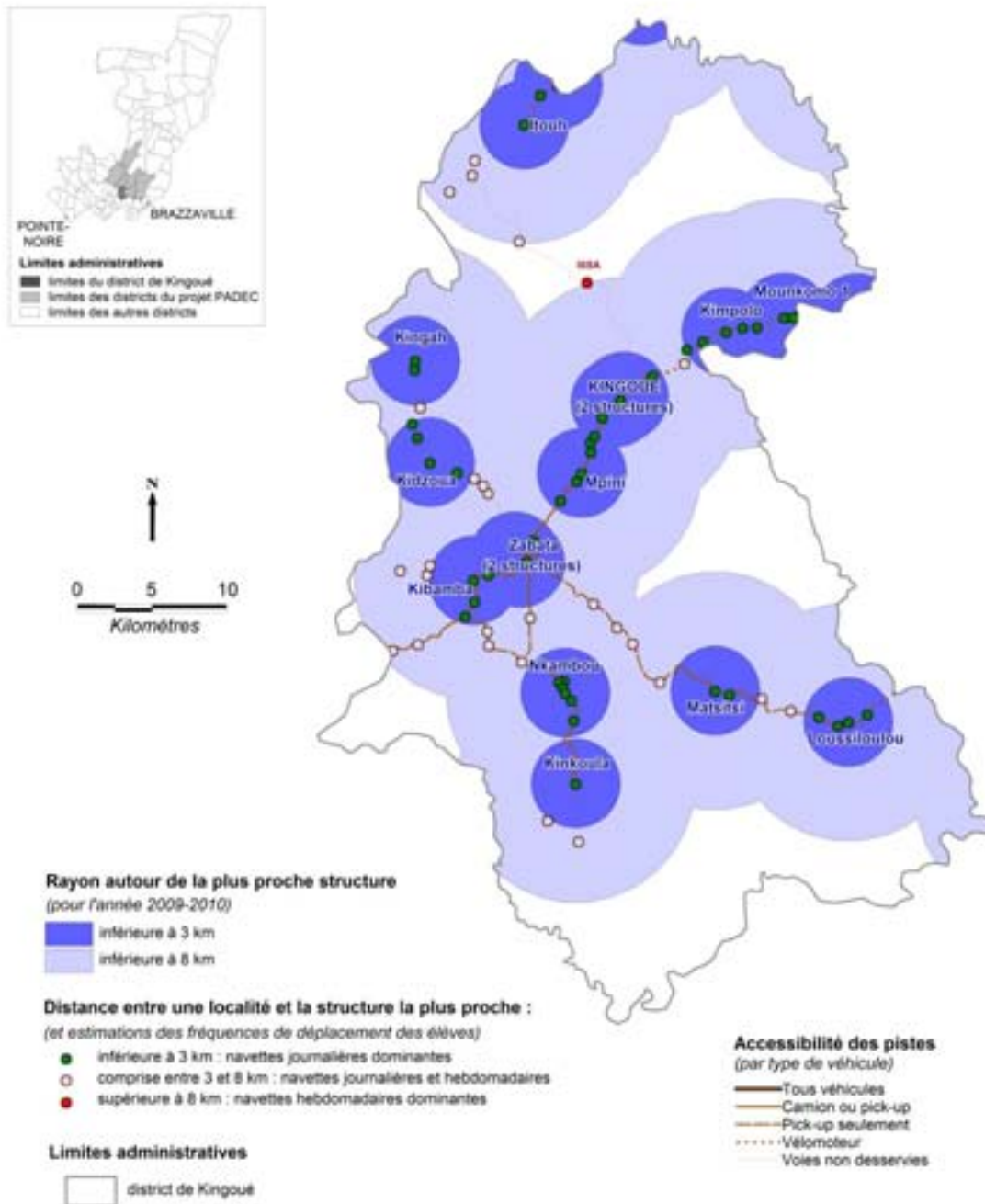
Carte 17 : Les professeurs titulaires par établissement de la zone PADEC

LES PROFESSEURS TITULAIRES PAR ETABLISSEMENT DANS LA ZONE DU PROJET PADEC - REPUBLIQUE DU CONGO -



Carte 18 ; l'accessibilité aux structures d'enseignement général dans le district de Kingoué

L'ACCESSIBILITE AUX STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT GENERAL DANS LE DISTRICT DE KINGOUÉ - République Du Congo -



source : enquêtes de terrain LPED-PARSEGD, inspections et DEP du MEPSA, CNSEE
réalisation : D.ROUQUIER,LPED - Université Provence ©, Juillet 2011

3.4.1 - Ecole primaire de Kingoué - centre

Il s'agit d'une école primaire à cycle complet, composée de deux bâtiments principaux séparés par une cour spatieuse :





Un bâtiment contient 2 salles de classe, en bon état extérieur, l'autre 3 salles, en mauvais état. 5 salles de classe sont donc utilisables pour un total de 500 élèves environ (ratio de 100 élèves/classe, un des plus forts de la zone PADEC). Le problème de fonctionnement lié au sur-effectif est en partie résolu par le dédoublement des classes.

Le MEPSA recense 4 logements de fonction en bon état, éloignés de l'école.

Selon les statistiques du MEPSA pour l'année scolaire 2009-2010, la structure comptait 233 garçons, 209 filles pour 442 élèves au total. La répartition filles-garçons est ici assez équilibrée : 47.3 % de filles. 61 garçons et 58 filles cette année-là étaient redoublants, soit 119 élèves et 26.9% du total.

Le personnel est composé de 2 enseignants titulaires et de 4 bénévoles ; les titulaires ont été formés à l'ENI, mais les bénévoles n'ont jamais eu le BEPC. Pour l'année 2009-2010, selon le MEPSA, il y avait 5 enseignants dont 3 titulaires dans l'établissement.

La situation de l'école (Kingoué-centre) laisse penser qu'elle est fréquentée essentiellement par des habitants du village, d'autant plus que Kingoué est peuplé de 2707 habitants (RGPH, 2007), et offre donc une masse importante d'élèves. Nous n'avons pas eu de renseignements concernant les moyens matériels et financiers liés au fonctionnement de l'école.

Problèmes et besoins principaux

La structure aurait certainement besoin d'être agrandie ; une seconde école à Kingoué-centre serait indispensable pour assurer une éducation de qualité dans un contexte de croissance démographique. Le dédoublement des classes freine l'efficacité de l'enseignement primaire, et le nombre de salles/professeurs est insuffisant, d'autant que le niveau de formation des bénévoles est également insuffisant (2 enseignants titulaires pour environ 500 élèves). L'enclavement de Kingoué ne facilite pas non plus la permanence du personnel, qui doit être assurée par des moyens de transport et d'habitat de meilleure qualité.

3.4.2 – Collège d’enseignement général de Kingoué - centre

Il faut rappeler que, du fait du changement de chef lieu, deux villages disposent d’un CEG : Kingoué et Zabata. Le collège de Kingoué est composé de deux bâtiments



principaux, globalement en mauvais état, et de 4 salles de classe. Il y a en effet des problèmes de jointure au niveau du toit, entre les tôles qui entraîne des intrusions d’eau en temps de pluie. Il n’y a pas de plafond, les salles communiquent entre elles et le bruit empêche souvent la tenue de plusieurs cours simultanément. Le directeur s’est plaint d’intrusions nocturnes dans l’établissement, dues à l’absence de fermetures (portes, clotures...) et à l’absence de logement de fonction pour surveiller les allées et venues (qu’elles soient nocturnes ou diurnes) dans l’établissement.

Un bureau est réservé à la direction, où de nombreux manuels et du matériel pédagogique sont entreposés.

Il n’y a pas de service annexe à la structure. Un projet de réhabilitation du collège est en cours, avec l’appui du **NSP**.

Le collège est fréquenté par 176 élèves inscrits (dont 115 garçons et 61 filles). Les filles ne représentent que 34.7 %, ce qui marque un passage net entre les effectifs du collège et ceux de l’école primaire où elles représentent 47% des effectifs. Beaucoup abandonnent donc après la primaire ou rejoignent d’autres établissements.

Classe	Nombre	Filles	Inassistance
6 ^e	63	28	3,2%
5 ^e	51	14	0
4 ^e	35	14	0
3 ^e	29	7	0

D’après le MEPSA, les effectifs du CEG pour l’année scolaire 2009-2010 étaient de 348 élèves (226 garçons et 122 filles) : ce qui représente un écart important avec les données collectées sur le terrain. Les filles représentent, d’après ces mêmes données, 35%, soit la même proportion que les données de terrain, ce qui pourrait laisser supposer de grandes variations d’effectif d’une

année sur l'autre. Par ailleurs, le taux de redoublement est très important : 53% environ des effectifs de l'ensemble du collège (59% pour les garçons contre 42% pour les filles).

Le personnel est constitué de 4 titulaires et de 4 bénévoles (tous masculins). Le directeur et le surveillant général enseignent l'anglais et l'histoire-géographie. Un des titulaires a une licence de Géographie, mais la plupart des bénévoles ont un niveau inférieur à celui du BEPC, ce qui pose de gros problèmes en matière pédagogique puisque les élèves doivent passer le BEPC en fin de 3°. Le personnel se répartit, dans l'organisation des cours, selon le tableau suivant :

Français	1 bénévole	Maths	1 bénévole
Histoire-Géo	2	Sciences de la Vie et de la Terre	1 bénévole
Physique	1 bénévole	Anglais	1 surveillant général (plus maintenant : à Mouyoundzi)
Education Physique et Sportive	1	Musique/Dessin	

Les parents payent une fois par mois chaque bénévole, avec beaucoup de difficultés compte tenu de la pauvreté dans la zone: 30 000 FCFA/bénévole/mois soit près de 700 FCFA/enfant/mois, ce qui est un des coûts les plus élevés de la zone PADEC.

Les titulaires doivent se déplacer à Madingou (au trésor public) en moto ou voiture ce qui engendre aussi souvent de l'absentéisme.

Il y avait, à la rentrée, 86 tables-bancs. Un projet du PRAEBASE prévoyait de livrer un grand nombre de tables-bancs, mais 56 seulement ont été livrés, et le stock n'a pas été réapprovisionné depuis 3 à 4 ans à cause des problèmes d'acheminement. Certains sont restés à Zabata et se sont détériorés après 3 ans faute de logistique.

En ce qui concerne le matériel, le collège est pourvu de :

- Livres de lecture (français) : 6° à 3°
- Livres de mathématiques : 6° à 3°
- EDICEF (depuis 2007)
- Kits de mathématiques : quelques règles, rapporteurs, équerres
- Quelques cartes, dont une neuve du Congo, quelques planches de SVT
- Stylos, cahiers... pris en charge par les parents et souvent insuffisant
- Mais il n'y a pas de tenues scolaires et de matériel de sport.

Les enfants viennent toujours à pied, parfois de 30km et restent la semaine ; ils viennent parfois de Kimba car les parents considèrent que la zone de Kingoué est plus tranquille. Ils ne sont en aucun cas assistés ou soutenus. Les subventions pour la santé s'élèvent seulement à 50FCFA/enfant, et il est très cher de soigner un enfant malade. La plupart logent dans des cases à Kingoué-centre. Des cas de grossesses chez les filles sont assez courants.

Les enseignants logent sur place.

Problèmes et besoins principaux

Outre la réhabilitation du collège, prévue au niveau du conseil départemental mais jamais exécuté, le manque de formation du personnel est une des plus grandes préoccupations du directeur. La structure aurait également besoin de logements pour les enseignants (ce qui limite en partie la fuite des titulaires vers les villes). Mais le plus gros besoin serait de réhabiliter les routes et points d'accès (un vers Kimba, un vers Kindamba, l'autre vers Zabata) pour désenclaver Kingoué : les titulaires et parents d'élèves de la Bouenza seraient moins réticents pour venir s'implanter à Kingoué.

3.4.3 – Ecole primaire de Mounkomo I

Cette structure est une école primaire à cycle complet. Elle est composée de 3 bâtiments (deux pour les salles de classe, un pour l'administration) ainsi qu'un logement pour le professeur et des latrines. La cour est spacieuse. Les bâtiments sont globalement en bon état malgré quelques fuites au niveau de la toiture. Le MEPSA a qualifié le logement de fonction « en mauvais état », mais celui-ci ne se différencie pas des autres bâtiments.





Ci-dessus : le bureau du directeur : absence de tables, de chaises : celui-ci sert uniquement d'entrepôt.



Les ouvertures – lorsqu'elles ne sont pas absentes - sont souvent sommaires et permettent d'obstruer le passage pour les animaux. Il y a trois salles de classe. Aucun projet d'appui extérieur à la structure a été noté, et il n'y a aucun service annexe.



Ci-contre : logement du directeur.

La structure compte 152 élèves dont 75 garçons.

Par manque d'enseignants et de locaux, le professeur est obligé de répartir les effectifs en deux groupes (en alternance) : un le matin, un l'après-midi (proportions : 50%-50%).

Le MEPSA recensait, en 2009-2010, 111 élèves, dont 63 garçons et 48 filles. Les effectifs redoublants étaient de 30 soit 27 % des inscrits pour la même année scolaire, dont 19 garçons et 11 filles.

Un seul titulaire était en poste lors de l'enquête (directeur – enseignant), accompagné d'un bénévole « démotivé » sans formation (niveau inférieur au BEPC). Le titulaire avait été formé à l'ENI. Il est en poste depuis deux ans et perçoit 87 000 FCFA mensuels. Celui-ci se déplace à Kingoué pour son salaire où un percepteur passe régulièrement. Mais Kingoué est distant de 15 km et la route est, à cause de l'état des voies, impraticable en véhicule (voiture ou moto). Le bénévole se fait payer par les parents à hauteur de 20 000 FCFA mensuels, soit environ 150 FCFA/élève/mois. Le MEPSA avait comptabilisé en 2009-2010 deux bénévoles.

Il n'y a que 30 tables-bancs, soit 5 enfants par table-banc théoriquement, ramené à 2.5 enfant/table-banc avec la séparation des cours en deux. Certaines salles en sont presque totalement dépourvues :



Etat des lieux du matériel :

- Livres de lecture (français) : assez sauf pour CM1-CM2 (1livre pour 4 élèves dans ces classes-là)
- Livres de mathématiques : très peu
- Kits de mathématiques : il manque une règle, un rapporteur, une équerre pour chaque enseignant
- Stylos, cahiers... pris en charge par les parents et souvent insuffisants
- Pas de tenues scolaires (uniformes)
- Les parents se cotisent parfois pour fournir le matériel et les fonds.

Les enfants viennent tous du village, à 1 km. Les enseignants également.

Problèmes et besoins principaux

Les besoins exprimés portent sur l'offre en professeur qualifié (seul pour 150 enfants) et sur la disponibilité des tables-bancs. Le mauvais accès à Kingoué et l'isolement peuvent également être la source du manque de titulaires. Le matériel fait également défaut pour les élèves (manque de cahiers et de stylos), d'autant plus qu'aucune boutique à Kingoué n'en fournit.

3.4.4 – Ecole primaire de Kimpolo

C'est une école primaire à cycle complet. Celle-ci est composée d'un bâtiment principal de 3 salles de classe.

La structure aurait⁴ environ 100 élèves pour le directeur de l'école de Mounkomo¹, et 45 seulement d'après le MEPSA (30 garçons et 15 filles soit seulement un tiers de filles).

Le taux de redoublement est négligeable, puisque le MEPSA en recense 3 pour l'année 2009-2010 (6.6 %).

Il y aurait un titulaire et deux bénévoles selon l'enquête, seulement deux bénévoles selon les données du MEPSA.

3.4.5 – Ecole primaire de Zabata

C'est une école primaire à cycle complet, globalement en bon état, et composée d'un bâtiment de deux salles de classes.



Cette école est en sur-effectifs : 385 élèves dont 180 garçons et 205 filles d'après l'enquête (soit 53.2% de filles). Ce qui donne environ 192 élèves par classe. Pas de service annexe n'a été constaté, ni de projet d'appui à la structure.

⁴ Cette école n'a pas été visitée, l'enquête fut réalisée auprès du directeur de l'école de Moukomo



D'après le MEPSA, l'école était composée en 2009-2010 de 266 élèves (142 garçons pour 124 filles), dont 102 redoublants (52 garçons et 50 filles).

Quatre enseignants étaient présents : 2 titulaires (formés à l'ENI) et deux bénévoles (niveaux inférieurs au BEPC). Les titulaires se déplacent à Mouyoundzy (47 km) pour percevoir leur salaire (banque MUCODEC), en moto ou voiture.

L'école est pourvue de 82 tables-bancs, dont 10 en mauvais état. Soit environ 4.7 élèves/table-banc, 2.3 élèves/table-banc en tenant compte du dédoublement des classes.

Etat des lieux du matériel :

- Livres de lecture (français) : un pour deux élèves
- Livres de mathématiques : un pour 10 élèves
- Kits de mathématiques : une règle, un rapporteur, une équerre pour chaque enseignant
- Stylos, cahiers... pris en charge par les parents et souvent insuffisants
- Pas de tenues scolaires (uniformes)

Les enfants viennent à pied à l'école, tous les jours depuis Taba et Mpandi, parfois de Matsitsi (18 km) ou de Kindzoua et dans ces cas restent la semaine. Les enseignants vivent surplace.

Problèmes et besoins principaux

La localité aurait besoin d'une plus grande école et de plus d'enseignants pour encadrer les élèves. Zabata est en position carrefour dans le district, et l'école est en sureffectif. Deux solutions pourraient être envisagées : 1- agrandir l'école, et contribuer à renforcer la polarité de Zabata dans le district ; 2- agrandir ou créer des écoles dans les endroits les plus enclavés, pour réduire – à la source – les sureffectifs. Des écoles existent à Kidzoua et à Matsitsi et les élèves viennent quand même à Zabata.

3.4.6 – Ecole primaire de Kinkoula

La structure est une école primaire à cycle complet. Elle est composée d'un seul bâtiment, en très mauvais état.



Il y a 4 salles de classe, dont 3 en mauvais état et une totalement in fonctionnelle (toit et murs en partie effondrés).



D'après le directeur, le Projet PRAEBASE est venu proposer « l'ouverture d'un compte dans une des banques de Madingou pour pouvoir ensuite transférer de l'argent » afin d'assurer les travaux. Après ce transfert, il y a 4 ans, la banque de Madingou a fermé (MUCODEC) et aucune suite n'a été donnée.

D'après l'enquête, l'école compte 281 élèves, dont 169 garçons.

Le MEPSA n'a aucune donnée sur cette structure tant son niveau d'enclavement est important : même l'inspection de Kingoué n'en avait pas. Les données de terrain sont donc ici complémentaires. Il y a peu de filles (environ 40 %) en proportion de l'effectif total.

Il y a un titulaire (formé à l'ENI) et deux bénévoles (niveaux inférieurs au BEPC) dans la structure. Le titulaire doit se déplacer en plusieurs jours à Madingou pour percevoir son salaire. Les bénévoles se font payer par les parents.

Il y a 68 tables-bancs soit 4.1 enfants/table-banc environ sans le système de « vagues ».

Etat des lieux du matériel :

- Livres de lecture (français) : aucun => livres datés de plus de 20 ans
- Livres de mathématiques : aucun
- Kits de mathématiques : 3 règles, deux rapporteurs, 4 équerres
- Stylos, cahiers... pris en charge par les parents et souvent insuffisants
- Pas de tenues scolaires (uniformes)

Les enfants viennent tous à pied, parfois de 7km depuis les villages sur la piste de Zabata, les enseignants logent au village (100m de l'école).

Problèmes et besoins principaux

La structure manque de personnel, de matériel (quasiment aucun manuel), de tables-bancs, de salles de classe. Il manque également des moyens pour réhabiliter la structure.

La réhabilitation de la structure et son agrandissement serait une amélioration nécessaire qui devrait s'accompagner d'un programme de qualification du personnel, et de moyens pour les attirer (logement de fonction, prime de mobilité plus conséquente, entretien de la piste, etc.). L'achat de matériel pédagogique est aussi une priorité. Kinkouala est le troisième village en importance et le renforcement de son système éducatif permettrait de contribuer à diminuer la polarisation de l'école de Zabata déjà surchargée.

4 – Activités économiques et agricoles

Les secteurs de l'activité économique ou productive sont limités à quelques commerces et à l'agriculture. Cette dernière est elle-même peu développée, avec un secteur marchand local très limité, et très peu d'élevage. Comme il a été décrit pour les transports, les services à la production sont quasiment inexistantes.

4.1 - L'activité économique

L'activité économique et les services à cette activité sont réduits au commerce de détail et quelques services d'artisanats, mais qui restent très locaux. La petite industrie, de transformation en particulier, n'existe pas et le potentiel minier est extrêmement faible, même si des sites diamantifères et des possibilités d'extraction de sable blanc ont pu être mis en évidence (voir le Rapport économique et financier du département de la Bouenza, 2008).

La plupart des villages disposent d'un marché aménagé, mais plusieurs sont boycottés par la population pour des raisons organisationnelles et de politique locale (Zabata et Kinkouala par exemple). Ces marchés ne disposent d'aucune condition d'hygiène (poubelles, plastiques, point d'eau, etc.).

Le commerce local s'organise autour de ces marchés et deux ou trois boutiques généralistes souvent tenues par des « mauritaniens » dans les localités principales ; dans tous les villages existent des kiosques et de vendeurs ambulants, ces derniers vendant principalement de la friperie, et des produits issus de la cueillette et de la pêche (poisson salé, viande de brousse, etc.). Pratiquement tous les villages disposent de ces marchés et de petits commerces qui permettent d'écouler quelques surplus de production ou les produits de la cueillette et de la chasse.

Les produits plus spécialisés sont délivrés sur commande par des transporteurs venant surtout de Mouyondzi, et sont distribués surtout à Kingoué ou Zabata.



Photo 17 : Le marché de Zabata



Photo 18 : Le marché de Zabata

La plupart des produits de première nécessité sont directement disponibles dans tous les villages: aliments, légumes, fruits, pain, savon, huile, etc. La viande de chasse est disponible selon les saisons, et la viande d'élevage assez rarement ; les œufs se rencontrent très difficilement, tout comme les diverses formes de poissons qui viennent de Mouyoundzi. Les autres produits comme les vêtements, les chaussures, la papeterie, la musique, la quincaillerie etc. sont disponibles à Pointe-Noire ou Mouyoundzi, rarement sur place.

Les centres de Kingoué et Zabata disposent d'un videoclub qui fait souvent office de bar ou de cafeteria.

Les activités de commerce sont souvent réduites à quelques familles, pour des produits courants, dont la diffusion est limitée aux possibilités de transport jusqu'à la localité.



Photo 19 : Un commerce généraliste à Zabata



Photo 20 : Boutique généraliste et restaurant à Zabata

D'autres domaines d'activité existent mais sont peu valorisés par manque de moyens, d'outils ou de marché :

- Professions de la construction (Maçons, peintres, menuisiers) sont présents dans presque tous les villages mais ne trouvent que très peu d'emploi ou d'occupation ;
- Des vanniers, couturiers ou savonniers ont une petite activité mais peu valorisée et peu appréciée ;
- L'absence d'infrastructure d'hébergement (case de passage, auberge, etc.) limite également les possibilités de développement d'activités commerciales ;
- Proche de Kingoué, de Moukomo ou de Zabata existent des cascades sur le fleuve Niari (Ndouo), aptes au tourisme ou à la production d'électricité.

Il n'existe cependant aucune entreprise organisée dans les villages, et les investissements pour la création d'activités nouvelles sont peu réalistes du fait du niveau de vie des populations.

Les activités se centrent autour de l'agriculture, de la pêche et d'un élevage qu'il est nécessaire de reconstituer.

4.2 - L'activité de production agropastorale, héritages, contraintes et atouts

L'agriculture et l'élevage sont majoritairement de caractère de subsistance, même s'il existe un excédent vendu auprès des commerçants itinérants depuis Mouyoundzi, ou vers le Pool.

L'autre problème de cette agriculture est son absence de diversification. Pratiquement toute la production est orientée vers le manioc ou l'arachide. La région de Kingoué était avant les conflits une région d'élevage mais celui-ci a été abandonné du fait de l'abattage massif du cheptel durant les conflits ; il n'a pas été reconstitué depuis.

Enfin, l'agriculture pratiquée est manuelle ; tout le matériel a été perdu et même le petit outillage n'est pas disponible.

Tableau 9 : synoptique de l'activité agricole du district de Kingoué

Localités	Note sur les rendements	Principales cultures et élevage	Accès à la terre	Groupements agricoles, vie associative et projets	Transformation des produits	Evacuation des produits	Débouché(s) produits agricoles	Principales difficultés
Kingoué-Centre 2800 habitants	Jachères de 2 à 3 ans. Manioc et Banane ont des rendements très faibles	Vente : arachide, maïs, banane, ananas. Autoconsommation ou troc : Manioc Elevage : Plutôt vente : bovin. Vente et autoconsommation : caprin, ovin, porcin et volaille de chair (pas d'œuf).	Pas de vente de terre. Très peu de location de terre (pratique peu courante). Il y a une demande extérieure de terres de gens provenant de Brazzaville et Pointe-Noire, mais originaires de Kingoué.	2 groupements agricoles fondés en 2007 et 2008. (groupements créés pour répondre aux besoins des projets du PDARP, PRODER SUD) Egalement des organisations religieuses ou groupes d'entraide.	Aucune transformation de produits (services inexistantes ou non utilisés). Il y a toutefois un ingénieur agronome, présent en permanence à la sous-préfecture. Personne ne connaît son rôle	Le bétail est collecté au village. Les quelques produits agricoles vendus le sont également sur place.	Les débouchés des cultures sont la localité même, Brazzaville et Pointe-Noire. Pour le bétail, les débouchés sont aujourd'hui Nkayi et Brazzaville.	Le mauvais état de la route rend les conditions de transport difficiles. Volonté de relancer les activités d'élevage, faibles depuis la guerre. Besoin de matériel pour l'enclos des bêtes, d'une assistance vétérinaire, de moulins à fufou. Question de la fertilité des sols et de la mauvaise qualité des semences.

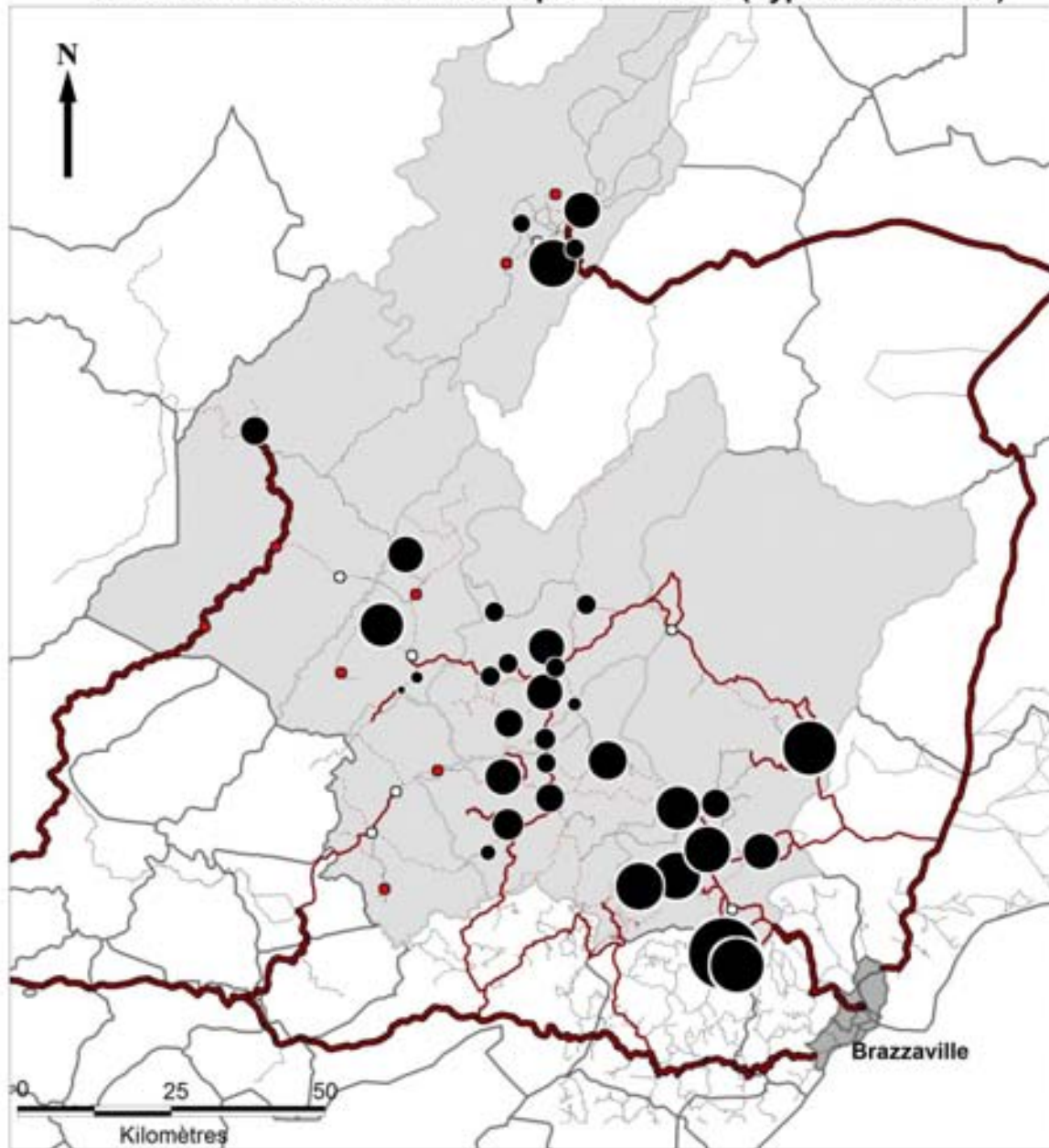
<p>Kinkouala 2000 habitants</p>	<p>Jachère tous les 2 ans maximum.</p> <p>Le village dispose d'excellentes terres (alluvions du Niari), en quantité suffisante .</p> <p>Peu de maladie des cultures.</p>	<p>Manioc, arachide, haricot, maïs, banane, courge.</p> <p>Pas de maraîchage ni de plantation</p> <p>Elevage : bovin seulement (idem avant la guerre). 7 familles sur 10 dispose de bœufs</p>	<p>Pas de vente, ni de location. Il n'y a pas de demande extérieure de terres. Peu de terres abandonnées. Pas d'ouvriers (sauf système d'entraide féminine)</p>	<p>Existence d'organisations religieuses ou groupes d'entraide.</p> <p>Il existe aussi une coopérative de production agricole, et 3 groupements de femmes</p> <p>PDARP a fourni des crédits pour projet durant une année</p>	<p>Aucune transformation de produits (services inexistantes ou non utilisés).</p> <p>L'ingénieur agricole de Kingoué est connu mais ne vient jamais au village</p>	<p>Les cultures sont vendues à des grossistes collecteurs ou des transporteurs acheteurs.</p> <p>Le chef du village intervient pour fixer les prix (les mêmes pour tout le monde).</p> <p>Des commerçants évacuent les bêtes vers Brazzaville ou Pointe-Noire.</p>	<p>Les débouchés des cultures sont la localité même, Brazzaville et Pointe-Noire.</p> <p>Pour le bétail : Brazzaville et Pointe-Noire suivant le prix de vente.</p>	<p>La principale priorité pour les paysans est la réfection des routes.</p> <p>Ils demandent également la création de points d'eau.</p> <p>Problème de conflit entre habitant et autorités sur l'emplacement du marché.</p> <p>Pas d'assistance vétérinaire.</p> <p>Pas d'achat de semences, uniquement par échange, ce qui appauvrit le stock.</p>
--	--	---	---	--	--	--	---	---

<p>Moukomo 319 habitants</p>	<p>Jachères de 3 ans et souvent 5.</p> <p>Problème de maladie et de rendement des cultures.</p> <p>Contrôle strict de la coupe forestière</p>	<p>Elevage (principal) : bovin, beaucoup mais vente marginale.</p> <p>Arachide, manioc, banane, haricot, maraîchage, maïs, safou.</p>	<p>Pas de vente. Peu de location, parfois des conflits autour de terres inutilisées</p> <p>Pas de demande extérieure de terres.</p>	<p>Aucun groupement agricole (mais avant la guerre oui).</p> <p>Existence d'organisations religieuses ou de groupes d'entraide.</p> <p>Un groupement de femmes pour l'échange de travail.</p>	<p>Aucune transformation de produits (services inexistantes ou non utilisés).</p>	<p>Les producteurs peuvent confier leurs récoltes à des transporteurs ou alors décident de se déplacer eux-mêmes pour vendre dans le cas d'un meilleur prix.</p> <p>L'élevage bovin sert surtout de réserve, ou de monnaie pour le troc</p>	<p>Les marchandises sont destinées à Brazzaville, Kindamba ou à la Bouenza, mais surtout au Pool, plus facile par le passage du fleuve.</p> <p>N'ayant pas de véhicules, la restauration du bac n'est pas nécessaire, la solution actuelle est très satisfaisante (passage des marchandises en pirogue et transbordement sur un camion vers le Pool)</p>	<p>Le mauvais état de la route engendre un coût élevé pour le transport des produits, ce qui est un obstacle au développement des activités agricoles.</p> <p>Demande de moulins à fougou.</p> <p>Problème du vétérinaire, et de la mauvaise qualité des semences.</p>
---	---	---	---	---	---	---	--	--

<p>Zabata 1875 habitants</p>	<p>Jachères de 3 ans. Peu de maladie du manioc, manque de fumure. Impossibilité d'utiliser la fumure naturelle animale (les femmes n'achèteraient pas les produits si elle connaissait ce mode de fumure)</p>	<p>Manioc, banane, arachide, maïs, haricot, patate douce.</p> <p>Elevage : bovin, caprin, ovin et porcin.</p> <p>L'élevage a été abandonné. Caprin et porcin également car pas de parc, pas de main d'œuvre pour le gardiennage ni nourriture pour les enclos.</p> <p>Pisciculture (association des ex combattants).</p>	<p>Pas de vente. Beaucoup de champs sont abandonnés (la terre est disponible donc ils préfèrent changer régulièrement)</p> <p>Location : existe mais prix impossible à déterminer.</p> <p>Il y a une demande de terres de la part de citadins originaire d'ici.</p> <p>Les propriétaires sont une minorité.</p>	<p>Au moins 6 groupements agricoles, auxquels s'ajoutent des organisations religieuses et groupes d'entraide.</p> <p>Le PNUD a financé un projet de pisciculture (toujours en place) et un projet porcin abandonné par manque de suivi.</p> <p>Groupement de femmes « Congolégumes » (Agriculture de saison sèche)</p>	<p>Aucune transformation de produits (services inexistantes ou non utilisés).</p>	<p>Les commerçants (grossistes et transporteurs) viennent en camion pour collecter les récoltes et le bétail.</p> <p>Aucun pouvoir de négociation. Le troc est très en usage, souvent défavorable (par exemple deux bœufs pour une moto !)</p>	<p>Les principales destinations des produits agricoles sont Brazzaville, surtout Pointe-Noire</p>	<p>Les producteurs se retrouvent en situation de faiblesse pour négocier les prix avec les collecteurs, qui ont le monopole de l'activité.</p> <p>Le mauvais état des routes entraîne des prix élevés de transport.</p> <p>Les paysans demandent la création d'un marché local, des centres de formation (pour les jeunes), la disponibilité de petits matériels et de semences sélectionnées. Pas d'ingénieur agro, ni vétérinaire pour le redémarrage de l'élevage</p>
--------------------------------------	---	--	---	--	---	--	---	--

Carte 19 : Desserte et prix de location des terres agricoles, hypothèse basse

Desserte et prix de location des terres agricoles dans les 7 districts concernés par le PADEC (hypothèse basse)



Réalisation : LPED - Université de Provence - 2011
Source : CNSEE, relevés de terrains

Fréquence théorique de desserte

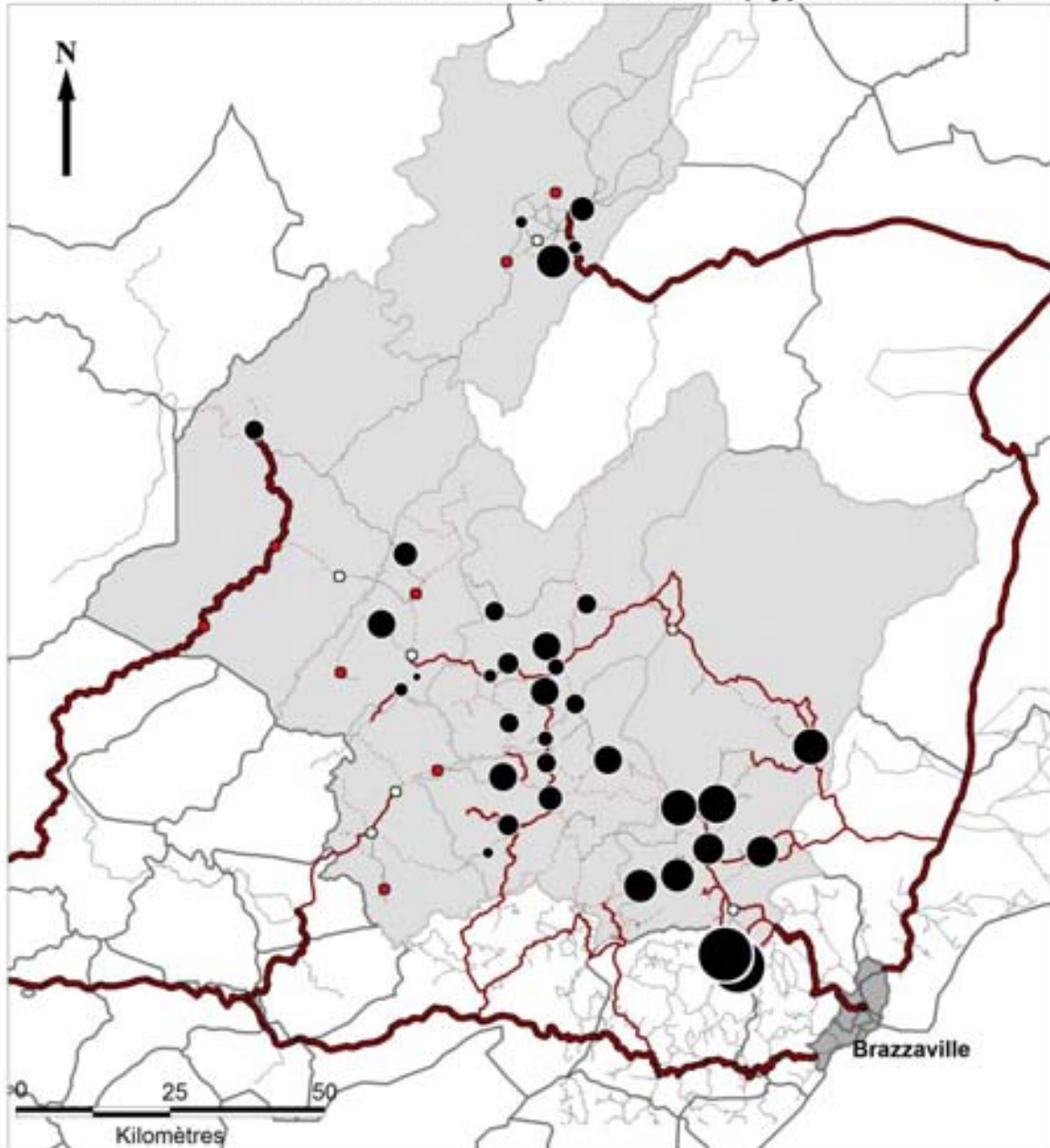
Journalière (43)	Bimensuelle (13)
Hebdomadaire (77)	Aléatoire (77)

Prix de location des terres agricoles en 2011 En FCFA (hypothèse basse)

30 000	Location non pratiquée (8)
15 000	Absence de données (7)
3 000	

Carte 20 : Desserte et prix de location des terres agricoles, hypothèse haute

Desserte et prix de location des terres agricoles dans les 7 districts concernés par le PADEC (hypothèse haute)



Réalisation : LPED - Université de Provence - 2011
Source : CNSEE, relevés de terrains

Fréquence théorique de desserte

- Journalière (43)
- Hebdomadaire (77)
- Bimensuelle (13)
- - - - Aléatoire (77)

Prix de location des terres agricoles en 2011
En FCFA (hypothèse haute)

- Location non pratiquée (8)
- Absence de données (7)
- 60 000
- 30 000
- 6 000

Structure agraire

La technique de production prédominante est l'agriculture itinérante sur brûlis. La fertilité des terres est très bonne selon les groupes enquêtés. La durée des jachères est pratiquement partout de 2 années, et ne dépasse que rarement 3 ans, ce qui signifie une rotation relativement rapide sans signe de baisse de fertilité. Par ailleurs, beaucoup de terres sont disponibles, malgré une demande forte des jeunes, et il n'existe pas de marché établi de la terre. Les propriétaires qui louent ou vendent sont une minorité. Il arrive parfois qu'il faille payer au propriétaire un droit après une mise en jachère (Zabata) mais ce fait est assez rare (voir cartes 19 et 20 qui montre la faiblesse de la location des terres à Kingoué en relation aux autres districts de la zone).

Il n'y a pas, de fait, de terres abandonnées ou de marché de vente de la terre. Certains citadins (Pointe-Noire ou Brazzaville) viennent cultiver des terres à Kingoué ou Zabata, parce qu'ils sont originaires de la zone. Il est assez courant également, surtout chez les organisations de femme, d'offrir sa force de travail au service d'autres agriculteurs.

Les limitations à l'agriculture n'est donc pas une limite en terme de superficie ou de fertilité mais en termes d'organisation ou de technification.

Le rapport de la DDAE Bouenza donne un chiffre de 5674 actifs dans l'agriculture pour le district de Kingoué en 2006, avec une superficie moyenne cultivée de 0,61ha par personne. On comprend l'importance de l'agriculture dans l'activité, puisqu'elle représente près de 40% de la population, incluant pratiquement toutes les femmes, et de nombreux jeunes.

Organisation

Une des limitations de l'agriculture est l'absence d'appui technique, et le manque d'organisation au niveau productif comme commercial.

- Les personnes interrogées ont été unanime pour signaler l'absence de formation ou d'appui, en particulier des chefs de secteurs agricoles, tout comme la méconnaissance des structures d'appui comme les CRP ou services de la préfecture.
- Les projets d'ONG ou des organismes internationaux ont été extrêmement ponctuels. A Kingoué, le PDARP a effectué un don mais personne n'est capable de se souvenir de son contenu ; à Zabata, un projet de pisciculture fut financé par le PNUD, mais sans suivi ; à Kinkouala, le PDARP a donné quelques crédits en 2000. Sur le département, peu de projets ont atteints Kingoué : la FAO et ADESCO (Association des Solidarités Congolaises) en 2002-2003 ont apporté des aides en semence et petit outillage pour les déplacés à Kingoué, le PAM (Programme Alimentaire Mondial) a aussi participé à des distributions de vivres à Kingoué en 2002 ; La direction régionale de l'agriculture et de l'élevage de la Bouenza a aussi régulièrement effectués de dons de semences aux populations déplacées et vulnérables entre 2000 et 2008.
- Les organisations productives ou coopératives ont également une vie assez fugace, et sont en général peu efficace. Il en existe une trentaine dans le district dont 8 à Kingoué et 7 officielles à Zabata. A Kingoué, les initiatives ont duré en général un an ; A Zabata, il existe un groupement pour la pisciculture, 6 groupements officiels en agriculture et élevage, et plusieurs associations non reconnues (sans agrément) ; dans les autres villages enquêtés, les déclarations ne sont pas très claires, mais tout le monde est unanime pour affirmer que le niveau d'organisation était bien supérieur avant les conflits.
- Par contre, les jeunes et les femmes ont presque toujours leurs groupements : OVI (agriculture et élevage de bœufs) à Kingoué, groupement Congo – légume à Zabata (maraîchage de saison sèche), groupements agricoles non officialisés dans les autres villages. Ces groupements ont principalement pour but l'échange de travail, mais il ne semble pas y avoir par exemple de système de coopérative pour la production et surtout la vente. L'efficacité de ces groupements est donc plus symbolique (entraide) ou institutionnelle (possibilité d'obtenir des subventions) que productive.

4.3 - Orientation de la production et commercialisation

La structure productive agricole est pratiquement la même dans tous les villages. Cette production est destinée à la consommation personnelle et à la vente lorsqu'il y a des excédents.

Cultures destinées principalement à l'alimentation, puis la vente :

- Manioc et arachide, Banane, maïs et haricot

Cultures destinées principalement à la vente :

- Ananas, Gingembre, Patate douce, igname, maraîchage, safou, courge
- Nous avons rencontré des plantations de fruits (orange, citron et mangue) à Zabata et Moukomo.

La structure de vente est partout la même : à destination du marché local pour les produits d'alimentation courante (manioc, safou, banane, etc.) et des marchés de Pointe Noire ou Brazzaville pour toutes les cultures. Il est assez rare de vendre sur la Bouenza, car les prix de vente sur Brazzaville ou PN sont meilleurs, même en considérant les coûts de transports. Dans la plupart des cas, ce sont les camionneurs (transporteurs acheteurs ou grossistes collecteurs) qui se déplacent sur le site et assure la transaction ; la fréquence de passage dépend souvent de la météo et de l'état des routes, ce qui rend irrégulier le marché. Les prix sont fixés par le vendeur après négociation ; à Kinkouala, c'est le chef de village qui fixe les prix, de façon à établir une même base pour tous.

Il ne faut pas déprécier le rôle joué par les marchés locaux, qui ont souvent des infrastructures très défectueuses, mais qui sont fondamentaux dans la possibilité de vendre les excédents sur place. En particulier, c'est dans ces marchés locaux que l'on trouvera le poisson et la viande de chasse, produits très importants dans la diète alimentaire.

Elevage

Le district de Kingoué dispose d'un potentiel important en matière d'élevage, par la présence de nombreux pâturages et terrains de savane. Le rapport économique et financier du département de la Bouenza (2008) situe Kingoué comme le premier district en matière de cheptel bovin : avec 2100 têtes de bovins, Kingoué représente 59% du cheptel du département.

Le cheptel bovin a été totalement décimé pendant les conflits, de 1994 à 1999. Il n'a pas été reconstitué par manque de moyens (de 60 à 80 000F par animal), de projets et parfois (comme à Kingoué) d'accord des autorités. Pratiquement toutes les familles ont cependant au moins un bœuf (7 familles sur 10), qui sert de réserve financière, c'est-à-dire que l'on vend quand une dépense exceptionnelle se présente. Pour cette raison aussi, la vente s'effectue dans les grandes villes (Pointe Noire et Brazzaville) car les cours y sont plus élevés, pratiquement toujours par des transporteurs acheteurs qui collectent dans le village.

Dans le cadre du commerce avec les ambulants, il n'est pas rare que le bœuf serve de monnaie d'échange pour des produits d'infrastructures de valeur. Plusieurs cas (Kingoué, Zabata mais aussi Kinkouala) nous ont été signalés d'échange de deux bœufs pour une moto, représentant un coût exorbitant (environ 350 000F).

L'élevage de consommation concerne surtout les chèvres, moutons, et parfois les volailles. Mais comme pour les bœufs, ils servent avant tout de capital.

Les principaux problèmes autour de l'élevage viennent de l'absence d'appui technique, au niveau de la formation des éleveurs et de l'hygiène. Les animaux déambulent dans les rues ; il n'y a pas d'enclos ni de bergeries, ce qui pose des problèmes de suivis et d'hygiène collective. C'est aussi pour cette raison que le porc n'est pas très considéré, car il génère beaucoup de nuisances, nécessite un

travail individuel important et il n'existe aucun appui pour le traitement vétérinaire et l'alimentation du bétail.

Kingoué dispose d'un potentiel important dans le domaine de l'élevage, qu'il développait avant les conflits, mais qui nécessiterait aujourd'hui un fort investissement dans le domaine de l'infrastructure et de l'appui technique, mais aussi pour le développement de produit dérivés et transformés. Il est assez intéressant de noter que le lait ou les œufs ne sont pas utilisés, non pas par coutume alimentaire, mais par des perceptions erronées (difficile de traiter ou nécessité de mécanisation).

Services à la production

Dans tous les villages visités, aucun service à la production n'a été recensé. Les services concernent aussi bien l'appui technique, dont les besoins ont été exprimés (Vétérinaire, Ingénieur agronome et semences sélectionnées), que des infrastructures, également indispensables (Moulin, Atelier de transformation, Centre de stockage et de ramassage, abattage, frigorifique, scierie, petit matériel).

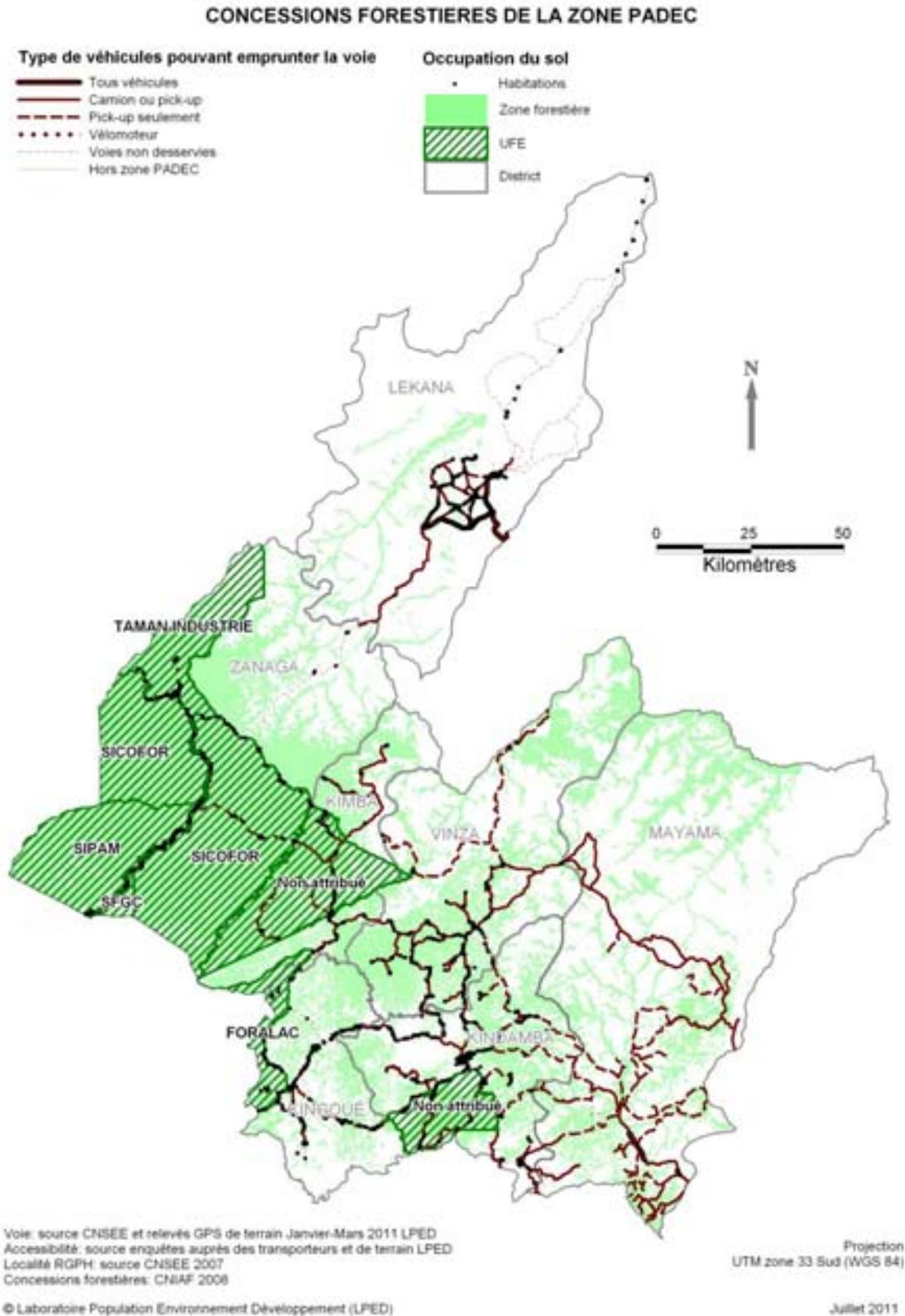
Dans l'état actuel des systèmes de transport, Kingoué peut être considéré comme un « cul de sac » pour la commercialisation des produits. En effet, il ne dispose pratiquement que de deux sorties vers l'extérieur du département : au sud ouest sur Mouyoundzi, au Nord est vers le Pool mais en traversant la rivière de manière artisanale.

A ce jour, voici quelques indications prioritaires afin de relancer les activités agricoles dans le district :

- **Réhabiliter les routes et développer le réseau des voies de communication.** L'enclavement touche de nombreux villages et freine considérablement le développement des activités agricoles, pour lesquelles l'échange est vital. Le réseau de pistes est limité et, pour peu qu'un pont soit emporté, ce sont de nombreux villages qui se trouvent isolés : il y a peu de routes alternatives ou de déviations praticables existantes. Elargir les possibilités de trajets en traçant de nouvelles pistes contribuerait au désenclavement des localités. Les pistes actuelles sont en très mauvais état, et il n'est pas rare de croiser des véhicules embourbés, qui peuvent parfois bloquer toute la circulation sur un axe. Ces conditions de transport difficiles contraignent les paysans à de longs et pénibles déplacements à pied pour vendre leur production. Ce temps pourrait être mis à profit pour augmenter le temps de travail dans les champs ou pour mettre en valeur des activités connexes susceptibles de développer l'efficacité du secteur agricole, comme la création d'ateliers de transformation des produits. Deux axes sont à privilégier : l'axe est vers le Pool pour la vente sur Brazzaville, et l'axe sud vers Mouyoundzi et Pointe Noire. Vers le nord et l'ouest, un très gros effort devrait être entrepris pour forcer le désenclavement.
- **Réorganiser les marchés locaux.** Dans les autres districts concernés par le PADEC, nous avons observé la tenue plus ou moins régulière de marchés locaux, aussi appelé marchés forains. Ceux-ci fonctionnent le plus souvent en coordination avec le passage d'un véhicule collecteur, appartenant en général à un commerçant. La réalisation des structures des marchés en elles-mêmes ne pose pas de problème. Le plus compliqué consiste à réunir les différents acteurs (producteurs, commerçants, pouvoirs publics) pour instituer une tournée organisée des villages tout au long de la semaine. Pour les paysans, avoir une certaine visibilité sur le passage d'un commerçant dans un village tel ou tel jour permet de mieux profiter des opportunités de vendre leur production et d'accroître leurs revenus. Il faudrait plutôt réorganiser les circuits de vente, et en particulier favoriser les groupements et l'organisation collective. En effet, la plupart des villages ont une boutique, souvent bien achalandée (voir photo plus haut), donc ce n'est pas un problème d'accès, c'est un problème d'organisation. Pour les marchés locaux, il leur manque surtout des infrastructures, par exemple un point d'eau, voire un frigo pour la conservation, ou même une formation à la conservation ou à la transformation des produits.

- **Relancer l'élevage.** Avant la guerre, le cheptel du district était plus important. Les paysans possèdent encore l'expérience nécessaire pour relancer les activités d'élevage ; cela peut être une opportunité pour réinsérer des ex-combattants, qui n'ont pas souvent rencontré de possibilités suite à la guerre pour se réinsérer, comme par exemple à Kingoué-Centre. Il faut alors veiller à ce que les fonds soient suffisants : un antécédent existe avec la tentative avortée de réinsérer des ex-combattants via des activités de pisciculture et d'élevage caprin qui furent peu convaincants du fait d'un manque de suivi. Pour cela il faut insister sur la formation et la participation des vétérinaires et ingénieurs agronomes dans le traitement sanitaire du bétail, et son amélioration.
- **Développer la transformation des produits.** Dans l'échantillon enquêté, aucun village ne possède d'atelier de transformation des produits. Ils sont nombreux à réclamer des infrastructures, comme les moulins à fufou ou des structures d'extraction de l'huile de palme, aires spécialisées d'abattage (infrastructure, personnel et formation sanitaire). Cela leur permettrait de disposer de certains produits sur place (farine,...) et de dégager une plus-value sur les marchandises transformées. Il existe aussi de nombreux produits qui ne sont pas utilisés et de haute valeur nutritive : les œufs, et le lait par exemple. Beaucoup d'activités ne sont pas développées du fait de l'existence de préconçus largement surmontable par de la formation : non usage du lait ou des œufs, de la fumure naturelle, des composts, du cuir, etc.
- **Formation dans les domaines agricoles :** organisation, sélection des semences et du bétail, produits dérivés (compost, cuir, etc.), méthodes de culture (par exemple utiliser les bœufs pour le labour), lutte biologique contre les maladies (bouturage), prévention contre la tuberculose bovine, etc. associée à la disponibilité de petits outils. Kingoué dispose également d'un potentiel en matière forestière, sur des bois de qualité (limba et kambala) mais qui exige des pratiques de développement durable pour leur maintien. Une seule concession forestière (FORALAC) existe à l'ouest du district, mais elle n'est plus exploitée depuis les guerres ; l'expansion de cette activité serait possible vers le nord-est où il existe certaines compétences et savoir-faire.

Carte 21 : Concessions forestières dans la zone PADEC



5 – Développement durable

Dans le domaine de l'agriculture, les terres sont assez fertiles, et il n'existe pas de problème d'accès à la terre. La pression anthropique est faible, avec une rotation des terres relativement correcte (2 à 3 ans) et aucun usage de pesticides ou fertilisants artificiels. L'usage des fertilisants est d'ailleurs très contrôlé car les femmes n'achètent pas les produits si elles n'en connaissent pas l'origine. A Zabata ou Kinkouala, l'usage de fertilisants issus de porc ou de vache est même très difficile.

La pression sur la forêt est également faible : il y a peu de défrichage, le bois de chauffe est un bois ramassé mort, et il n'y a pas de production de charbon de bois. Il y a même, comme à Moukomo, des systèmes de vigilance sociale pour empêcher une coupe trop importante de bois pour la construction d'un pont par exemple.

Aucune zone d'infertilité ne nous a été signalée. Par contre, la plupart des villageois sont d'accord pour signaler une stagnation voire une baisse de la production, qu'ils attribuent à la maladie du manioc (mosaïque) pour une part, à une certaine sécheresse (attribuée à la diminution des précipitations et au changement climatique) et à l'absence de semence sélectionnées d'autre part.

6 – Diagnostic intégral

6.1 – Besoins prioritaires non satisfaits de populations

La première nécessité spécifiée par le « focus groupe » est relatif aux **chemins et routes**, et plus généralement aux transports. Pratiquement toutes les possibilités de développement sont liées aux questions de transport, du fait du fort enclavement de ce district. L'élargissement et l'aplanissement des pistes, la refaçon des ponts ou guets, la rénovation des systèmes de bacs, sont des conditions nécessaires au développement de l'offre de santé, d'éducation et de services à la production.

Les choix prioritaires suivants varient quelque peu d'un village à l'autre mais on retrouve pratiquement toujours la même structure :

- **La santé** : Meilleur équipement et formation des personnels au CSI de Kingoué avec création d'un véritable hôpital; Nécessité d'un hôpital à Zabata du fait de sa place centrale ; des postes sanitaires dans la plupart des villages, disposant de pharmacies conséquentes. La principale remarque concernant la santé est la distance que doivent parcourir les malades pour se rendre au centres de santé, parfois à plus de 15km ; de plus, les médicaments sont souvent absents, chers ou accessibles seulement à Mouyoundzi ce qui rend le service de soin inefficace ; enfin, beaucoup de villages ont des bâtiments destinés aux centres de santé, mais très peu disposent de personnel et d'équipement.

- **L'eau** : la plupart des familles s'alimentent dans les sources ou les rivières, souvent contaminées par des déchets domestiques ou animaux. Dans une première étape, il est nécessaire d'effectuer au moins un forage par quartier, disposant d'un système de protection et de pompe. L'usage de l'énergie solaire et de réservoir de stockage pourrait être une solution adaptée à des zones enclavées et sans énergie électrique. La plupart des villageois interrogés ne seraient pas contre le paiement d'une taxe pour l'entretien de l'infrastructure. Ceci exige évidemment une formation adéquate, des formes d'organisation et un suivi de quelques habitants responsables.

- **L'aide à la production** se décline selon trois grandes rubriques : **les marchés, la formation technique et assistance, les petits équipements** :

- Pour les **marchés**, il s'agit d'améliorer les infrastructures, surtout de stockage des produits alimentaires (table, point d'eau, dépôt) et l'organisation générale du fonctionnement, mais aussi de favoriser les circuits collectifs de vente pour diminuer les coûts de transport.
- La **formation technique** dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage semble indispensable sur de nombreux secteurs : formation des jeunes aux techniques d'élevage et vétérinaires, développement et transformation de nouveaux produits comme le lait, apprentissage autour de la sélection des semences, formation pratique à des métiers d'artisanat de service à l'agriculture : menuiserie, maçonnerie, mécanique, etc.
- Il ya beaucoup de demande de **petits équipements** nécessaires à l'amélioration de la production : moulin à fofou (il faut actuellement aller à Mouyoundzi), outillage (houe, machette), et de gros matériel qui pourrait être géré de manière collective comme un tracteur.

- **La production d'électricité** est actuellement un problème du fait de la difficulté d'approvisionnement en essence. Les plaques solaires semblent être la solution préconisée dans les

infrastructures collectives (CSI, école) comme individuelle ; leur maintenance pourrait être assurée par la formation de jeunes diplômés dans chaque village.

- Des initiatives autour de **l'organisation pour l'amélioration de la vie du village** : appui à l'organisation productive des femmes (Matériel, infrastructures, formations), appui à la création de lieux de vie pour les jeunes (télévision, bibliothèque, vidéothèque, etc.), infrastructures sportives (tondeuses pour le terrain de foot, maillots, chaussures, ballons, etc.) et matériel pour la reconstitution de groupes traditionnels (guitare, percussions, piano, costumes, etc.). Cette dimension était présente dans tous les villages ; elle a généré un débat intéressant sur la question de l'organisation, de la responsabilité, et de la gestion de ces formes d'organisation. L'appui envisagé devrait par conséquent se situer sur le renforcement des capacités d'organisation de groupes sociaux particuliers (jeunes, femmes, agriculteurs, etc.).

6.2 - Matrice FODA Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces

	Positif	Négatif
D'origine interne	Fertilité et disponibilité de la terre ; Faible densité de population et bonne distribution des centres de services ; Bonne structuration territoriale avec trois centres de polarisation (Kingoué, Zabata et Kinkouala) Disponibilité élevée d'artisans et bacheliers ; Bonne structuration des femmes ; Potentiel important dans les domaines de la production d'électricité, touristique ou de produits dérivés (diamant, bois, cuir, etc.)	Fort taux de fécondité (accroissement prévisible des demandes d'activités et de pression sur les ressources) ; Manque d'organisation dans les domaines du social et du productif ; Dégradation du système de voirie et isolement des périphéries ; Délabrement des infrastructures sanitaires, sociales et éducatives ;
D'origine externe	Bon système de télécommunication ; Bonne accessibilité des commerçants itinérants, jusqu'à Zabata ; Le district de Kingoué connu pour son bétail ;	Absence de formation ; Absence d'aide technique ; Très faible intervention des organismes internationaux, ONG et Etat ;

6.3 - Solutions intégrales préconisées

- Pour renforcer le potentiel productif du district, particulièrement de l'élevage, la première mesure à adopter est un plan de formation et d'organisation au sein des villages : formation aux techniques de base de l'agriculture et de l'élevage (structure agraire, système agraire, amélioration de la production, suivi sanitaire, amélioration des semences, conservation, etc.). Cette formation devrait être accompagnée du renforcement de l'organisation dans

trois domaines : organisation d'entraide productive, coopérative de production, organisation des systèmes de vente. Le manque d'organisation est sans aucun doute le facteur de faiblesse principal qui conduit à la dégradation des infrastructures et à l'impossibilité de l'innovation. Il constitue également (comme dans le cas du paiement des fonctionnaires) à des dérèglements importants du fonctionnement des services publics.

- Le second niveau concerne les infrastructures de transport, qui constituent également un facteur limitant du développement : problème d'accès aux soins, manque de qualité des soins, maintenance des personnels de santé et de l'éducation, absence de marché, absence d'échanges entre villages, etc. La mise en état des routes, et l'aide à la construction d'infrastructure par les populations elles mêmes, peut être un facteur d'apport monétaire, de prise de conscience et d'organisation. L'ensemble des activités, liées à l'organisation, peut alors profiter de la mobilité : distribution périodique de médicaments, soins et matériels, maintien des professeurs, échanges culturels entre villages, organisation des transports pour la vente, etc. La rénovation de ces infrastructures de transport passe par des niveaux graduels de prise de conscience : rénovation de chemins par les populations elles-mêmes (avec salaire ou rétribution collective), construction de petites infrastructures (et formation aux métiers du bâtiment), intervention de l'Etat pour des infrastructures plus lourdes.
- Le troisième niveau concerne l'amélioration des conditions de vie et en particulier l'accès à l'eau et à l'électricité. Le premier élément doit être disponible dans les divers quartiers au moyen d'infrastructures légères et gérées de manière collectives ; le second élément doit être envisagé de manière progressive pour faciliter l'intégration sociale et financière : panneaux solaires pour les puits et les espaces publics, usage collectif des groupes électrogènes, systèmes de distribution.
- Le quatrième niveau concerne l'aide extérieure, qui doit être améliorée dans ses actions et son efficacité, au moyen de l'intervention des populations locales aux décisions et à la mise en place des projets, et par l'appui ou la génération de compétences locales.

La mise en place de ces quatre niveaux permettrait de rompre le cycle actuel de l'isolement individuel, et du manque d'initiative qui caractérise presque toutes les populations que nous avons visitées. Le facteur collectif est le point sans doute crucial du bon fonctionnement des projets de développement et de l'aide extérieure.

6.4 - Diagnostic sur l'intégration territoriale

La situation de Kingoué, depuis la fin des conflits, n'a pas évolué significativement du point de vue de l'intégration régionale ou du développement local.

Le diagnostic réalisé laisse un bilan qui laisse beaucoup de place aux problèmes et peu aux potentialités.

a)- Dans le domaine économique et agricole, même s'il existe quelques expériences de pisciculture ou de foresterie, il n'existe pas les conditions pour une agriculture autre que l'agriculture de subsistance. Au niveau le plus bas, il n'existe pas de technification minima pour un rendement adéquat de la production (pratiques manuelles, absence de sélection des semences, absence de pratiques vétérinaires, absence de pratiques fertilisantes, agriculture de brûlis, etc.). A un niveau supérieur de la chaîne de production, on peut assurer que les systèmes de commercialisation sont déficients sur le plan de la nature de la vente (vente des excédents), des pratiques (négociations dominés par les transporteurs) et de l'efficacité des ventes (problèmes dramatique de transport, circuit unique vers Mouyoundzi, etc.). Dans un troisième niveau, il n'existe pas les services

nécessaires à l'amélioration des deux niveaux inférieurs : services à la production (assistance, intrants, outillage, etc.) ou service à la commercialisation (commerces, places de marché, hôtellerie, disponibilité des moyens de transports, etc.).

Le potentiel de Kingoué est important dans le domaine de l'élevage et de la foresterie. Cependant la situation du district (comme cul de sac en particulier) empêche tout développement de circuits de commercialisation.

Ce manque d'opportunité est renforcé par la faiblesse de l'organisation, tant au niveau productif que de la vie sociale, et par l'absence de formation qualifiante ou d'assistance technique.

b). Les structures des services de base sont en état de faiblesse chronique. L'accès à l'eau est un problème majeur, beaucoup plus que l'absence d'électricité. Les puits sont rares, les pompes ne fonctionnent pratiquement plus, et il n'y a pas de maintenance des infrastructures. En saison sèche, le recours aux eaux de rivières ou d'étangs est fréquent, générant de nombreux problèmes sanitaires chez les enfants.

Le système de santé est bien structuré mais manque considérablement de moyens de base : produits d'entretien et d'hygiène, petit matériel, et mobilité pour assurer une maintenance constante des stocks de fonctionnement et de médicaments. Ce système de santé est relativement accessible, tant physiquement que socialement, mais ne dispose pas des conditions d'une attention de base.

Le système scolaire est quant à lui dans une situation précaire, principalement pour des questions de maintenance des infrastructures, et d'instabilité du professorat. Les effectifs scolaires sont trop importants en relation aux possibilités des infrastructures, ce qui risque d'empirer dans un contexte de croissance démographique ; le niveau de formation des professeurs est très bas, rôle souvent joué par des « bénévoles » dont les conditions précaires ne facilitent pas leur stabilité ; les moyens pédagogiques sont faibles.

c)- Le principal problème de développement du district provient de l'absence d'un système de voirie et d'un système de transport fiable. L'enclavement du district est pratiquement total, vu que la seule route accessible au trafic de véhicules motorisés est celle qui va de Mouyoundzi à Zabata. Tous les accès vers le Nord (en particulier vers le chef lieu), vers l'Ouest ou l'Est sont coupés, soit par la destruction des bacs sur le Niari, soit de ponts en direction de Kimba ou Tsiaki. Par ailleurs, seul l'axe Kintsoko – Zabata dispose d'une piste correcte, tous les autres tronçons sont impraticables la majeure partie de l'année. Cet état des infrastructures empêche un flux constant de véhicule de commerce et de transport qui isole économiquement le district.

Il existe par conséquent une limitation de la prise d'initiative et du développement liée à un facteur structurel et un facteur organisationnel :

- Le facteur structurel est la dégradation continue et toujours actuelle des infrastructures : pistes et routes, infrastructures de santé, sociale et d'éducation n'ont vu aucun projet significatif depuis une dizaine d'années. La position de « cul-de-sac » du district ne favorise pas une prise en charge de ce problème par l'Etat ;
- Le premier facteur organisationnel concerne l'absence d'organisation collective au sein des villages, comme sur l'ensemble du district. Cette organisation pourrait permettre de prendre en charge la construction et la maintenance d'infrastructures simples de base comme les sources d'eau, les infrastructures publiques, les marchés, voire les pistes et guets. Il est en effet assez paradoxal que les écoles manquent de bancs, par exemple, alors que plusieurs menuisiers sont présents dans le village. Par ailleurs des formes d'organisation productives pourraient permettre une meilleure efficacité des circuits de ramassage et de vente des produits agricoles et d'élevage.

- Le second facteur organisationnel concerne l'efficacité des projets implantés par les organismes publics et internationaux. Cette efficacité passe par un rôle plus promoteur des diverses directions techniques de la sous préfecture (social, agricole, etc.) et par une coordination plus effective avec les organismes internationaux pour la promotion et l'exécution de projets ciblés.
- L'absence de circulation dans le district comme vers les autres districts risque de transformer Kingoué en une zone isolée à l'interface entre deux départements ; situation qui ne peut qu'engendrer des migrations et des effets de dépression locale.

Les recommandations portent par conséquent sur trois éléments d'urgence :

- La reconstitution des axes de transport sud-ouest nord-est et nord-ouest sud-est, dont la restauration des systèmes de bacs sur les principaux fleuves, permettant l'intégration avec les districts voisins et une circulation plus efficace vers Mouyoundzi, Brazzaville et Pointe Noire.
- Une campagne de formation aux techniques agricoles et d'élevage, accompagnée du financement ou de microcrédit pour l'acquisition d'un cheptel de base. Trois centres de formations techniques pourraient être implantés à Kinkouala, Zabata et Kingoué. Leur objectif serait de développer des productions accessibles sur les marchés urbains.
- Une stimulation des processus d'organisation villageoises ou sectoriels (jeunes, femmes, producteurs, etc.) avec l'objectif d'une prise en charge effective des problèmes d'infrastructures par les habitants. Ce programme suppose un financement de base et un suivi sur le moyen terme, avec planification des actions prioritaires mentionnées en début de chapitre.

Bibliographie

- BAfD, OCDE, 2006, Perspectives économiques en Afrique 2005-2006, République du Congo, 20p.
- BOISSEZON P. de., GRAS F., 1979, *Notice explicative de la carte pédologique SIBITI-EST* no 44 République du Congo Brazzaville à 1/500 000, ORSTOM.
- CNSEE, 2006, Profil de la pauvreté au Congo en 2005, Rapport de synthèse, Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et de l'Intégration Economique, Brazzaville, 140p.
- Comité National de Lutte contre la Pauvreté, 2007, Document de stratégie de la réduction de la pauvreté (DSRP), République du Congo, Secrétariat Technique Permanent, Brazzaville, 137p.
- Rapport économique et financier du département de la Bouenza, 2008.
- Dorier-Apprill E., 2000, « Le rôle du politique dans la décomposition urbaine et territoriale, le cas du Congo » in *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du sud*, Les publications de la Sorbonne-prodig, pp. 155-170.
- MORAND E., 2011, *Centres de santé et accessibilité aux soins, Diagnostic et analyse comparative pour l'identification de stratégies d'amélioration de l'accès aux services de santé dans la zone du projet PADEC*, rapport de stage de master, sous la dir. d'E.Dorier et C.Kiakouama, Université de Provence-PARSEGD, 200 p.
- OCHA, 2004, Le Pool, une crise humanitaire négligée, Rapport d'évaluation humanitaire conjointe dans la région du Pool, République du Congo.
- OIT, 1985, Rapport sur l'agriculture dans le Pool, 205p.
- ORSTOM, 1965, Quinze ans de travaux et de recherches dans les pays du Niari, 1949 – 1964, Etudes socio-économiques, 332 p.
- ORSTOM, 1965, Quinze ans de travaux et de recherches dans les pays du Niari, 1949 – 1964, atlas.
- PNDDR, 2009, Rapport d'achèvement du programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion, Présidence de la République, République du Congo, Brazzaville, 56p.
- PNUD, 2002, Rapport sur le développement Humain, République du Congo. Guerres et après. Développement humain en situations de post-conflits, Brazzaville, 138p.
- PNUD, 2006, Rapport sur le développement humain 2005, République du Congo. Gouvernance, cohésion sociale et développement humain durable en République du Congo, Brazzaville, 129p.
- ROUQUIER D. , 2011, *Structures éducatives et scolarisation dans la zone du projet PADEC*, rapport de stage de master, sous la dir. D'E.Dorier et C.Kiakouama, Université de Provence-PARSEGD.
- Sautter G., 1966, De l'Atlantique au fleuve Congo : une géographie de sous-peuplement : République du Congo, République Gabonaise, Thèse doctorat, Imprimerie nationale, Paris.
- UNDP, 2008, Post-Conflict economic recovery. Enabling local ingenuity. Nez York , UNDP, 262p.
- Ziavoula RE., 2005, *Le Congo : enjeu territorial et développement local*, l'Harmattan, Paris.

Fonds de cartes, images satellitaires, altimétrie

- cartes topographiques au 1/200 000^{ème} numérisées et géoréférencées, du Pool, des Plateaux (feuilles de Mayama, Kinkala, Brazzaville), 1955.
- ORSTOM, 1979 *Carte pédologique SIBITI-EST* no 44 République du Congo Brazzaville à 1/500 000 , ORSTOM.
- Images satellites, 2000, LANDSAT, Résolution 28,5 m, Sud CONGO.
- Images satellites, 2010, SPOT5, Résolution 2,5 m, 6 images acquises dans le cadre du programme ISIS-Spot.
- USGS, *Shuttle Radar Topography Mission*(SRTM) WRS2 Global Land Cover Facility

Chiffres et Statistiques

- CNSEE, Ministère du plan, 1997, *Résultats finaux recensement de 1996 par localités. (non validés)*
- CNSEE, Ministère du plan, 2006, *Cartographie du recensement par district au 1-200 000* (pistes et villages).
- CNSEE, Ministère du plan, 2006, *hiérarchie administrative des districts en 1996 et en 2006* (districts-communes- villages administratifs- villages)
- CNSEE, Ministère du plan, 2006, *Dénombrement provisoire pour la cartographie du recensement, par localités.*
- CNSEE, Ministère du plan, 2010, *Résultats finaux recensement de 2007, validés, par districts.*
- Ministère de L'enseignement primaire et secondaire chargé de l'alphabétisation, 2010, Direction des études et de la planification scolaire, *fichiers des établissements scolaires du Congo par localité.*
- Rapports de diagnostics territoriaux participatifs dans les zones post-conflit réalisés par CARITAS (enquête sur Mindouli de 2007)

Sommaire des cartes, photographies, figures et tableaux

CARTE 1 : POSITION DU DISTRICT DE KINGOUE –	7
CARTE 2: DISTRIBUTION DES LOCALITES ET LOCALITES ENQUETEES DANS LE CADRE DE CETTE ETUDE	8
CARTE 3: PRESENTATION GENERALE, VILLAGES, VOIRIE ET MILIEU	9
CARTE 4 : CARTE PEDOLOGIQUE DU CONGO.....	11
CARTE 5 : DENSITE DE POPULATION EN 2007	13
CARTE 6 : DENSITE DE POPULATION, ZONE PADEC	14
CARTE 7 : LIEUX HABITES DU DISTRICT DE KINGOUE. L'AGGLOMERATION DES LIEUX HABITES EST EVIDENTE LE LONG DES AXES DE VOIRIES	17
CARTE 8 : ACCESSIBILITE DES VEHICULES AU RESEAU DE TRANSPORTS	22
CARTE 9 : ETAT DES PISTES DANS LE DISTRICT DE KINGOUE	23
CARTE 10 : FREQUENCE DE DESSERTE DES ITINERAIRES PAR LES TRANSPORTEURS	24
CARTE 11: TEMPS D'ACCES AU CHEF LIEU DE DISTRICT, HYPOTHESE HAUTE.....	29
CARTE 12: TEMPS D'ACCES A BRAZZAVILLE, HYPOTHESE HAUTE	30
CARTE 13 : LES STRUCTURES SANITAIRES DU DISTRICT DE KINGOUE, ET LEUR ACCESSIBILITE.....	40
CARTE 14: TEMPS D'ACCES A UNE STRUCTURE HOSPITALIERE PAR VILLAGE, HYPOTHESE HAUTE.....	41
CARTE 15: ESPACES INTEGRES OU DISSOCIES DU SYSTEME DE SANTE.....	42
CARTE 16 : LES STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET TECHNIQUE DANS LA ZONE PADEC	49
CARTE 17 : LES PROFESSEURS TITULAIRES PAR ETABLISSEMENT DE LA ZONE PADEC.....	50
CARTE 18 ; L'ACCESSIBILITE AUX STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT GENERAL DANS LE DISTRICT DE KINGOUE....	51
CARTE 19 : DESSERTE ET PRIX DE LOCATION DES TERRES AGRICOLES, HYPOTHESE BASSE	70
CARTE 20 : DESSERTE ET PRIX DE LOCATION DES TERRES AGRICOLES, HYPOTHESE HAUTE	71
CARTE 21 : CONCESSIONS FORESTIERES DANS LA ZONE PADEC.....	76

PHOTO 1 : FORET GALERIE BORDANT LE FLEUVE NIARI	10
PHOTO 2 : SAVANE PEU ARBOREE SUR LA PARTIE CENTRALE DE KINGOUE.....	10
PHOTO 3 : LES 0 – 14 ANS REPRESENTENT 44 % DE LA POPULATION TOTALE, LES 0-19 ANS 54%.	14
PHOTO 4 : GUET SUR LA ROUTE DE MOUKOMO, TOUJOURS EN MAUVAIS ETAT	25
PHOTO 5 : ETAT DE LA PISTE A KINKOUALA.....	25
PHOTO 6 : LE PASSAGE DE MOUKOMO VERS LE DISTRICT DE KINDAMBA, SUR LE FLEUVE NIARI (NDOUO)	25
PHOTO 7 : LE PONT DE MOUTEMBESE, AVANT D'ARRIVER A KINGOUE S'EST ECROULE ET ISOLE TOTALEMENT LE NORD DU DISTRICT	26
PHOTO 8 : STATION SERVICE INUTILISEE A KINGOUE	32
PHOTO 9 : LA JAKARTA, OUTIL INDISPENSABLE DANS UN DISTRICT ISOLE (ICI : CHEZ UN REPARATEUR).....	32
PHOTO 10 : UN PETIT COMMERCE INTERMITTENT	33
PHOTO 11 : UNE PARTIE DES BUREAUX DE LA PREFECTURE DE KINGOUE N'A JAMAIS ETE REHABILITEE	34
PHOTO 12 : LE CSI DE KINGOUE AVEC SUR LA GAUCHE LE PAVILLON MATERNITE (PROJET PNDDR NON ACHEVE)	36
PHOTO 13 : LE CSI DESAFFECTE DE MOUKOMO	37
PHOTO 14 : LES CONDITIONS D'HYGIENE SONT TOUJOURS DESASTREUSES, PAR MANQUE D'EAU ET DE FORMATION DES PERSONNELS (ICI AU CSI DE ZABATA)	37
PHOTO 15 : DE MEME LES CSI MANQUENT DE MATERIEL, ICI LA SALLE DE GARDE ET LA SALLE D'ACCOUCHEMENT DU CSI.....	38
PHOTO 16 : LA SOURCE D'EAU DU CSI DE KINGOUE, DONT LA POMPE NE FONCTIONNE PLUS TERRITOIRES SANITAIRES.....	38
PHOTO 17 : LE MARCHÉ DE ZABATA	63
PHOTO 18 : LE MARCHÉ DE ZABATA	64
PHOTO 19 : UN COMMERCE GENERALISTE A ZABATA.....	64
PHOTO 20 : BOUTIQUE GENERALISTE ET RESTAURANT A ZABATA.....	65
FIGURE 1 : PYRAMIDE DES AGES POUR LE DISTRICT DE KINGOUE	15
FIGURE 2 : COURBE RANG-TAILLE DE LA POPULATION DES VILLAGES ADMINISTRATIFS DU DISTRICT DE KINGOUE	15
FIGURE 3 : SCHEMA D'ORGANISATION SPATIALE DU DISTRICT DE KINGOUE	31
TABLEAU 1 : ALTITUDE, RANG ET POPULATION DES VILLAGES ADMINISTRATIFS	16
TABLEAU 2 : LISTE DES LOCALITES DU DISTRICT DE KINGOUE.....	18
TABLEAU 3 : TYPE DE TRANSPORT DEPUIS LES PRINCIPAUX VILLAGES DE KINGOUE (SOURCE : ENQUETE).	27
TABLEAU 4 : TEMPS DE TRANSPORT D'UNE LOCALITE VERS LES PRINCIPALES VILLES ADMINISTRATIVES (SOURCE : ENQUETE)	27
TABLEAU 5 : ESTIMATION DES COUTS DE TRANSPORT EN FCFA (SOURCE : ENQUETE)	28
TABLEAU 6 : STRUCTURES DE SANTE DANS LE DISTRICT DE KINGOUE (SOURCE : ENQUETE ET MINISTERE DE LA SANTE).....	36
TABLEAU 7. LES STRUCTURES SANITAIRES DU DISTRICT DE KINGOUE	39
TABLEAU 8 : LES STRUCTURES EDUCATIVES DU DISTRICT DE KINGOUE.....	48
TABLEAU 9 : SYNOPTIQUE DE L'ACTIVITE AGRICOLE DU DISTRICT DE KINGOUE.....	66

Annexe 1 méthodologique

Collecte de données démographiques et contextuelles

Cette phase a eu lieu à Brazzaville du 13 au 19 janvier, avec l'appui du MASSH PARSEGD dans les ministères, institutions et organismes correspondants, elle a permis de collecter plusieurs documents de référence qui ont facilité l'enquête de terrain.

- **CNSEE, Ministère du plan, cartographie du recensement au 1-200 000 (pistes et villages).**
Ces cartes disponibles en format papier ont été numérisées pour faciliter l'échantillonnage et les repérages de terrain.
- **CNSEE, Ministère du plan, 2006, hiérarchie administrative des districts en 1996 et en 2006 (districts- communes- villages administratifs- villages)**
Ces informations permettent de retraiter certaines données démographiques imprécises, et aident à sélectionner les villages à enquêter
- **CNSEE, Ministère du plan, Résultats finaux recensement de 1996 par localités.**
Ces chiffres permettant, à titre indicatif (car ces résultats n'ont jamais été validés à cause de la guerre de 1997), d'avoir une approximation de l'évolution démographique liée à la phase des conflits
- **Ministère de L'enseignement primaire et secondaire charge de l'alphabétisation, 2010, direction des études et de la planification scolaire, liste des établissements scolaires du Congo par localité.**
Cette information a permis de pré-remplir des listes d'équipements éducatifs à compléter lors des enquêtes de terrain). autant que possible, les villages à enquêter ont été sélectionnés par ceux disposant d'une école primaire
- **Rapports de diagnostics territoriaux participatifs dans les zones post-conflit réalisés par CARITAS (enquête sur Mindouli de 2007)**
Ils ont inspiré certaines approches participatives.

Cartographie préparatoire spécifique pour l'enquête et hiérarchie de peuplement (pour tirage des localités à enquêter)

Documents-sources réunis pour confectionner la cartographie :

- Cartes topographiques au 1-200 000^{ème} numériques géoréférencées (images rasters)
- Modèle numérique de terrain (altitudes)
- Liste des villages administratifs au RGP avec leurs coordonnées (données préliminaires de la cartographie du recensement 2006, disponibles en format papier. Elles ont été saisies puis numérisées.)
- *Dans une phase ultérieure (diagnostics), les sources suivantes, qui ont été collectées et traitées, seront mobilisées pour préciser la cartographie*
- Image satellitaire Landsat du sud Congo à 30 m (utilisée pour diagnostiquer l'occupation du sol)
- Images satellitaires Spot de 4 zones du Pool à 3 m (utilisées pour préciser le tracé des pistes secondaires et l'implantation des hameaux)

Cartographie préparatoire réalisée au 13 janvier

- Carte par district, format A3 → établies sur la base des cartes topographiques par numérisation des voies et des localités
- Complétées par géolocalisation des villages au RGP 2007 avec saisie de leur population
- Complétées avec le MNT (altitudes)

Echantillonnage selon la population et la distance

Définition des principes d'échantillonnage des localités à enquêter selon la hiérarchie administrative, la population en 2006 et selon la localisation des villages sur des axes de communication différents: 13 au 19 janvier.

L'échantillonnage est fondé sur la cartographie de base (ci-dessus) et sur les données démographiques mises à disposition par le CNSEE : nombre d'habitants des « villages administratifs » estimé lors de la cartographie du recensement en 2006. Cette donnée démographique provisoire par « village » est encore actuellement la seule disponible. Nos enquêtes de terrain de 2011 montrent que cette approximation semble assez fiable. Elle est cependant à relativiser, car un « village administratif » peut englober de nombreux hameaux, et la population rattachée à un « village » peut en fait être assez dispersée (notamment dans le district de Mayama où le peuplement est éclaté en nombreux hameaux très petits⁵).

Mise à jour de la localisation et de la hiérarchie des villages (14-15 janvier)

- Cette phase s'est élaborée en collaboration avec le CNSEE :
- numérisation des relevés GPS du CNSEE sur localités et voies de communications
- analyse de la hiérarchie entre villages administratifs et localités (hameaux) aux recensements de 1996 et 2007 (tableaux CNSEE)

On échantillonne de la manière suivante :

- 1 – Tous les « villages » de plus de 900 habitants sont enquêtés.
- 2 – « Villages » à moins de 5kms du chef lieu de district : Ils seront pris en compte dans le chef lieu de district.
- 3 – « Villages » à moins de 20 kms du chef lieu de district : on ne prend que les villages les plus importants (s'ils n'ont pas déjà été enquêtés dans le 1), de plus de 200 habitants.
- 4 – « Villages » à plus de 20 kms : on ne retient que les villages de plus de 200 habitants.

Finalisation des formulaires

Elaboration préalable d'une première version du formulaire d'enquête discutée avec l'équipe du PARSEGD (14-15 janvier). Cette version est testée dans le district de Mayama. Elle est remaniée lors de deux séances de debriefing (23-24 janvier). Le formulaire définitif est passé dans les districts de Vindza, Kimdamba, Lekana, Zanaga et Kingoué.

Rubriques standard

L'enquête se réalise en plusieurs temps. Un formulaire type, identique pour toutes les localités échantillonnées concerne les rubriques suivantes (*voir formulaire*).

- Impact des conflits sur la localité (destruction, migrations, reconstruction)
- population et aménagement du territoire
- services de base : notamment accès à l'eau, éducation, santé
- système productif
- encadrements sociaux et perspectives

Observations libres

Ce formulaire est complété par une prise de notes des remarques libres suscitées par les questions et par l'enregistrement de certains entretiens de groupe.

Déroulement des enquêtes

Déroulement concret au chef lieu de district

⁵ Lors des diagnostics finaux, nous nous baserons sur l'interprétation d'images satellites à 3m pour préciser la distribution du peuplement et des pistes secondaires dans le district de Mayama qui est celui où le peuplement est le plus dispersé.

- a) Entretien d'orientation sur la situation d'ensemble du district avec les autorités présentes sous l'autorité du Sous-Préfet ainsi qu'avec les éventuelles ONGs ou associations locales et autres représentants ou notables de la société civile (paroisses)
- b) Enquête proprement dite pour le chef lieu de district, ses quartiers, ses équipements
- c) Entretien avec des ex combattants et des structures concernées dans tous les chefs lieux de districts avec l'objectif de faire le point avec eux sur leurs conditions de réinsertion économique.

Déroulement concret dans chaque localité enquêtée

- a)- Entretien avec les chefs de village et comités de villages avec l'objectif de réunir le maximum d'information sur la localité concernée, ses problèmes d'accessibilité, ses liens avec le chef lieu et les villages environnants et les besoins prioritaires identifiés par la population
- b)- Réalisation de focus groupes « habitants-agriculteurs » dans les villages sélectionnés, avec l'objectif de recueillir des données sur les conditions de production et de commercialisation agricole.
- c) Visite des équipements d'éducation et des structures de soins s'il y en a
- d) De manière annexe : collecte d'informations indicatives sur les villages environnants pour lequel la l'enquête n'a pas été possible.

Equipe district de Kingoué-Zanaga (25-30 janvier) :

- Hubert Mazurek, Géographe, Chercheur à l'IRD (responsable).
- Mathilde Joncheray, Géographe, Enseignante et doctorante à l'université d'Aix-Marseille.
- Christian Roch Mabiala, Directeur de l'insertion socioéconomique.
- Damien Rouquier, Etudiant stagiaire, géographe-cartographe.

Itinéraire

25 janvier : Les problèmes de sécurité d'accès par route depuis Brazzaville nous ont obligé, au dernier moment, à retarder le départ et démarrer notre itinéraire depuis Dolisie (Itinéraire Brazzaville – Dolisie effectué en avion). Le reste de la journée a permis de réaliser le tronçon Dolisie – Madingou ; la partie Dolisie – Loudima étant extrêmement mauvaise.

26 janvier : Itinéraire Madingou – Kingoué, relativement mauvais en général. La route est coupée au niveau du village de Matadi, environ 5 kms avant Kingoué, du fait de la chute d'un pont ; le passage s'effectue à pied. Le sous-préfet a mis à notre disposition un véhicule ce qui a permis de poursuivre la mission. Dans l'après midi nous nous sommes réunis avec l'équipe du sous-préfet pour une première réunion destinée à choisir les lieux à enquêter, faire le bilan des infrastructures et des problèmes, et remplir une partie du questionnaire chef lieu de district. Le soir nous avons constitué deux focus groupes ; le premier constitué de jeunes; le second de personnes adultes ; ces groupes (au total 60 personnes) ont permis de compléter les questionnaires et identifier les problèmes et nécessités.

27 janvier : itinéraire Kingoué – Mounkomo et travail sur le village de Moukomo : constitution de deux focus groupes, visite des infrastructures (écoles, centre de santé, marché), du point de passage du fleuve Niari (Ndouo) (passage par pirogue car le bac est détruit), et de chutes sur le fleuve Niari).

Route Moukoumo – Zabata, travail avec deux focus groupes et les autorités du village de Zabata ; visite des infrastructures éducatives et de santé. Route Zabata – Kinkoula particulièrement difficile ; travail avec deux focus groupes et les autorités de Kinkoula ; visite des infrastructures éducatives et de santé. Retour sur Kingoué.

28 janvier : Visite des infrastructures éducative et de santé de Kingoué. Départ pour Zanaga par la route Kingoué – Mouyoundzi, Mouyoundzi – Kimandou par le barrage de Moukoukoulou, Kimandou – Sibiti (route extrêmement mauvaise). Durant ce dernier trajet, le véhicule a

commencé à manifester des signes de faiblesses, perdant de la puissance dans les montées (vitesse de moins de 20kms/h dans les pentes) ; ce dernier problème nous a occasionné une perte de temps conséquente.

29 janvier : Route Sibiti – Kengué, toujours avec des difficultés de moteur. Entretien avec un focus groupe dont le chef du village de Kengué et visite des infrastructures éducatives et de santé. Travail sur le village de Yomi avec des personnes ressources présentes sur place. Route Kengué – Zanaga ; rencontre avec le sous préfet pour établir une partie du premier questionnaire ; rencontre avec un focus groupe de 13 personnes pour le remplissage des questionnaires et la discussion sur les problèmes et nécessités. Visite d'une partie des infrastructures scolaires.

30 janvier : Fin de la visite des infrastructures de santé et scolaires. Retour sur Sibiti. Arrêt à Ingolo 2 et travail avec le chef de village sur les questionnaires et les problèmes. Visite des infrastructures sanitaires et éducatives. Retour à Sibiti puis Donisie, toujours avec un véhicule très lent.

31 janvier : voyage en avion de Dolisie à Brazzaville.

Villages enquêtés et problèmes spécifiques

En relation à l'échantillonnage prévu initialement, nous avons du faire des ajustements en fonction de deux paramètres : la discussion avec le sous préfet sur l'intérêt de certains villages, et les imprévus de transport et de piste.

Localités enquêtées

KINGOUE (4) Kingoué chef lieu Kinkouala Mounkomo Zabata	ZANAGA (4) Zanaga chef lieu Kengue Ingolo 2 Yuomi
---	---

Nombre de participants recensés dans les focus groupes

Nom du village	Nombre de participants recensés dans les focus groupes (sur signature)
Kingoué	60
Zabata	60
Moukoumo	40
Kinkoula	20
Ingolo2	20
Kengué	20
Zanaga	20

Pas de focus groupe à Yomi



Focus groupe jeunes à Kingoué et focus groupe à Kinkoula (district de Kingoué)

Sur le district de **Kingoué**, l'échantillonnage prévu était :

Kingoué, sous préfecture

Axe nord : Moudzi Moukoulou, Kimpolo

Axe ouest : Kidzoua et Kingah

Axe est : Ngampika et Nanza

Sud : Kinkouambala, Moubiri, Kintsoko, Taba et Kinkoula

Sur l'axe nord, la piste de Kingoué à Itouh- Tabele est pratiquement impraticable à cause de l'absence de 4 ponts.

Par ailleurs, nous avons opté pour travailler le village de Mounkomo car plus important que Kimpolo et stratégique sur le passage du fleuve Niari vers Kindamba.

De même, l'axe ouest et est sont très difficiles d'accès et le village de Kidzoua et Nanza sont pratiquement inaccessibles en véhicule.

Nous avons préféré le village de Zabata que Kinkouambala car situé sur le carrefour des 5 axes de circulation du district.

Enfin, au sud, nous avons pu travailler sur le village de Kinkouala mais dans des conditions difficiles, du fait de l'état de la route et du degré de dénuement des populations.

Bilan :

Le travail d'enquête et de constat s'est toujours déroulé dans de très bonnes conditions, grâce surtout à l'appui des sous préfet et des agents du CAS des districts. Il n'y a pas eu de problème particulier dans le recueil de l'information ni dans la visite des lieux.

Le principal problème est venu de l'état des piste, et de l'état de la voiture qui ne nous a pas permis de réaliser autant d'enquêtes que prévu.

L'équipe a pu recueillir de nombreuses photos, témoignages, points GPS et constats de l'état des routes et des infrastructures, et 4 enquêtes exhaustives par district.

Cet ensemble sera suffisant pour établir un diagnostic précis de la zone.

Annexe 2 : Formulaire d'enquête des chefs lieux de districts et villages

L'objectif des enquêtes de terrain était d'établir un diagnostic territorial des districts inclus dans le Projet d'Appui au Développement communautaire (PADEC). Le diagnostic territorial s'établit sur la base de 6 éléments de recueil d'information :

- Un questionnaire sur le chef lieu de district ; (cf.annexe)
- Un questionnaire pour chaque localité visitée ; (variante un peu allégée du précédent)
- Une inspection de l'état des pistes d'accès aux chef lieux et localités enquêtées avec prise de points GPS afin d'actualiser la cartographie de la zone, préalablement élaborée par le LPED en décembre 2010; cette cartographie de base sera remise au PARSEGD sous forme papier et numérique en complément de ce premier rapport.
- La mise à jour de la liste des établissements scolaires et de santé, ainsi qu'un questionnaire spécifique pour chaque établissement visité ; ces listes sont géoréférencées et saisies dans un SIG qui permettra de réaliser des cartes thématiques.
- la constitution d'une base photographique sur les chefs-lieux, les localités enquêtées, les pistes rurales, les équipements scolaires et de santé visités, base remise au PARSEGD avec les résultats des enquêtes.
- Des entretiens avec des personnes ressources et des focus groupes dans le but d'enrichir les informations collectées et de définir les besoins prioritaires.

Le traitement de cette information servira à la rédaction d'un bilan pour chaque district, et d'un ensemble de cartes de synthèses de situation, selon les TDR prévus pour cette étude (remise prévue mai 2011).



Ministère des Affaires Sociales,
de l'Action Humanitaire
et de la Solidarité



Université de Provence
IRD - LPED

PROJET D'APPUI A LA REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES GROUPES DEFAVORISES

Diagnostic territorial et multisectoriel des districts de Kingoue, Kimba, Kindamba, Lekana, Mayama, Vinza Et Zanaga

FICHE LOCALITE

Localité enquêtée:.....

District:

Coordonnées ou numéro de point GPS :

X.....Y.....

Dans quel village administratif se trouve cette localité en 2006 ?

.....

Quelles autres localités appartiennent au même village administratif ?

.....

.....

Population : concentrée - dispersée (appréciation de l'enquêteur)

Personnes ou groupes de personnes présents à l'enquête (*entourer ou indiquer nombre*)

1- chef village

.....

2- membres du comité de village

.....

3- directeur école/ instituteur contractuel/bénévole.....

3- agent de santé.....

4- Pasteur/prêtre.....

.....

Demander au CV de réunir pour la partie production et « besoins » un groupe composé de

Cultivateurs, Membres de groupements agricoles

Groupe de femmes

Groupe de jeunes

Date:

Enquêteurs :

Remarques sur la fiche : Qualité : Bonne – Normale – Incomplète

1 – Population (estimations autorités)

1-1 sans objet en dehors du chef lieu de district

1-2 Nombre d'habitants de la localité

RGP 2006 : _____ Estimation locale 2010 : _____

1-3 Impact des conflits sur les populations. Estimation de la migration – mobilité
Bref rappel des événements marquants dans la zone *ayant causé des destructions des arrivées de réfugiés ou des départs*

.....
.....
.....
.....

1-3.1 estimation sur des arrivées de personnes déplacées dans la localité

1-3.1.1 PERIODE:

1994 1997 ? 1998 ? 1999 ? Après 2000 ?

1-3.1.1 QUANTITE?

nombre limité nombre important arrivée massive

1-3.1.1 principaux lieux d'implantation:

forêts villages spécifiques:

1-3.1.1 lieux d'origine

Brazzaville autre district Pool autre zone :.....

1-3.1.1 Certains groupes de pers. déplacées sont-ils restés jusqu'à aujourd'hui ?

OUI NON

1-3.2 Estimation sur les départs hors du village pendant les conflits:

1-3.2.1 PERIODE :

1994 1997 ? 1998 ? 1999 ? Après 2000 ?

1-3.2.3 QUANTITE ?

nombre limité nombre important départ massif

1-3.2.4 Principaux lieux fuis par les populations :

villages spécifiquement touchés:.....

1-3.2.5 Certains hameaux ont-ils disparu ou se sont-ils vidés de manière durable?

OUI NON

Lesquels ?

1.4.- Evolution de la situation des ex-combattants / Sans objet pour les fiches localités

1.5 – Habitat de la localité – Cadre de vie (prendre photographies)**1.5.1 Type de bâti principal :**

Dur (Béton) / Pisé-brique / Léger (planches, bambou, bois)

1.5.2 Type de toit majoritaire : Tôle Paille**1.5.3 reste-t-il des maisons endommagées non reconstruites après les conflits ? :**

OUI NON

1.5.4 Y-a-t-il eu reconstruction de certains bâtiments publics en dur depuis la fin des conflits ?

OUI NON

1.5.5 – Y- a-t-il eu des aides à la reconstruction ?

(Etat, district, Médecins d'Afrique, CICR, UNICEF, député...)

1.5.6 Si reconstruction d'édifices publics, lesquels ?**1.5.7 Y-a-t-il participation des villageois à la reconstruction de bâtiments publics? (stratégie communautaire)** OUI NON

2 – Transports

2.1 – Accessibilité depuis la localité

2.1.1 Type de route arrivant au village :

direction (localités jointes)	Statut (RN / RD / Piste agricole / Sentier)	Revêtement (Goudron / Latérite-caillasse / terre)	Etat (BE : bon état ; EM : état moyen ; ME : mauvais état ; TME : très mauvais état)

2.1.2 Principal mode de transport au CHEF LIEU DE DISTRICT (hiérarchiser 1 – 2 – 3):
 tout en véhicule en partie à pied et en partie en véhicule tout à pied

2.1.3 Temps d'accès (en heures) au chef lieu de district :

véhicule |_____| à pied |_____|

2.1.4 Coût du transport d'une personne jusqu'au chef lieu de district : |_____|

2.1.5 Coût du transport d'un sac de denrées jusqu'au chef lieu de district : (*donner le prix d'un produit fréquent*)

|_____| (.....)

2.1.6 Principal mode de transport jusqu'à la PREFECTURE : (hiérarchiser 1 – 2 – 3):

tout véhicule à pied et en véhicule tout à pied

2.1.7 Temps d'accès (en heures) jusqu'à la préfecture :

véhicule |_____| à pied |_____|

2.1.8 Coût du transport d'une personne jusqu'à la préfecture : |_____|

2.1.9 Temps d'accès (en heures) jusqu'à BRAZZAVILLE :

véhicule |_____| à pied |_____|

2.1.10 Principal mode de transport jusqu'à Brazzaville (hiérarchiser 1 – 2 – 3):

tout véhicule à pied et en véhicule tout à pied

2.1.11 Coût du transport d'une personne jusqu'à Brazzaville :

|_____|

2.1.12 Coût du transport d'un sac de denrées jusqu'à Brazzaville : (*donner le prix d'un produit fréquent*)

|_____| (.....)

2.1.13 Mentionnez les zones à problèmes ou ruptures de transport (NOM, localisation, explication : absence de pont, obstacle, ravin, etc. à localiser) :

.....

2.2 – Moyens de transport collectif qui arrivent dans ce village

type	Venue irrégulière	Disponible à tout moment	Régulier	(spécifier provenance, jours et nom du transporteur et commerçant)
Taxi automobile				
Moto				
Véhicule particulier				
Véhicule des commerçants locaux				
Camion de transporteur Pointe Noire				
Camion de transporteur Brazzaville				
autre véhicule				

Remarques :

.....

.....

.....

2.3 – Les 5 localités les plus fréquentées par les habitants de ce village

Localités	Raisons					Temps et moyen de transport
	Educ ation	Sa nt é	Administra tion	Mar ché	Raison (familiale s,)	

3 – Services de base

3.1 – Accessibilité Eau (tendance générale de la localité)

Plusieurs réponses possibles	Disponible actuellement (oui/non)	Disponible avant guerre (oui/non)	Public SNDE(1) / Projet/ONG (2) / Privé avec accès à tous (3) / Privé avec accès restreint (4) / strictement Individuel (5) / Ressource naturelle (6) / Ne sait pas (9)
Eau du robinet			
Source / Captage aménagé			
Source / Captage non aménagé			
Collecte eaux de pluie par divers récipients			
Collecte eaux de pluie par citerne			
Puits non aménagé			
Puits aménagé (buses, abord cimenté)			
Forage			
Rivière (indiquer le nom)			

!!! Spécifier dans le tableau les financements de forages, puits, autres aménagements.
Remarques, propositions sur l'accessibilité à l'eau :

.....

3.2 – Electricité

3.2.1 type

Plusieurs réponses possibles	Disponible actuellement (oui/non)	Disponible avant guerre (oui/non)	Public (1) / Privé avec accès à tous (2) / Privé avec accès restreint (3) / Individuel (4) / Ne sait pas (9)
Energie électrique par réseau			
Groupe électrogène collectif (ensemble du village)			
Groupe électrogène individuel			
Groupe électrogène infrastructure publique (préciser CSI, CEG, SP...)			
Solaire			

3.2.2 Disponibilité d'électricité (heures par jour) :

3.2.3 En cas de groupe électrogène collectif :

Date d'installation	Qui a financé l'installation	Qui finance aujourd'hui (carburant)	Disponibilité (heures par jour)

3.3 – Sources d'énergie domestique

3.3.1 éclairage	Classer par importance 1 2 3	prix
électricité		
Lampes à piles		
Pétrole lampant		
Feux de bois		
Autre source naturelle (Huile de palme, résine, sève..)		

3.3.2 cuisson	Classer par importance 1 2 3	prix
gaz		
pétrole		
Bois		
Charbon de bois		

Remarques

3.4 - Santé et action sociale (un enquêteur remplit la fiche annexe)

Services existant dans la localité :

	Service accessible dans la localité (nb de sites et nom)	Service disponible avant guerre (oui / non)	Si n'existe pas, lieu de recours à ce service ?
Poste de santé/dispensaire/infirmierie			
CSI PMAS			
CSI PMAE			
Clinique			
Cabinet de soins infirmiers			
Dépôt pharmaceutique			
Centre d'action sociale			
Autre			

3.5 – Education (un enquêteur remplit la fiche annexe)

Services existant dans la localité ? (préciser nombre de sites)

	Publique	Privé	Service disponible avant guerre (oui / non)	Si n'existe pas, lieu de recours à ce service ?
Préscolaire				
Primaire cycle court (incomplet)				
Primaire cycle complet				
Collège d'enseignement général				
Collège technique (préciser filières)				
Lycée (préciser général ou technique et filière)				

3.6 – Services généraux

	Service accessible dans la localité		Service disponible avant guerre (oui/non)	Recours au service hors de la localité (NOM DE LA LOCALITE) ? Service non utilisé (NU)
	(nombre estimé)	état		
Services administratifs (Etat Civil)				
Percepteur Agent payeur				
Coopérative financière, MUCODEC, Caisses féminines (préciser)				
Banque				
Transfert d'argent national				
Transfert d'argent International				
Autre type de transfert d'argent				
Photocopies				
Lieu de culte catholique				
Lieu de culte protestant (EEC)				
Eglise de réveil				
Eglise traditionnelle : boulamananga, autres				
Autre				

3.7 - Nombre de Fonctionnaires*(liste indicative pour faciliter le dénombrement)*

fonction	nom bre	fonction	nomb re
Administration SP		personnel lycée et collège <i>(détail dans fiche éducation)</i>	
Secrétariat de la sous préfecture		Personnel écoles primaires	
Percepteur/agent payeur		Service social, CAS	
Inspection scolaire		Secteur agricole	
Inspecteur instruction civique et jeunesse		Eaux et forêt	
Inspecteur EPS		Personnel hôpital <i>(détail dans fiche santé)</i>	
Police		Personnel centres de santé <i>(détail dans fiche santé)</i>	
armée, gendarmerie			

Remarques sur l'état des infrastructures publiques (état des bâtiments) et présence des personnels:.....

.....

.....

3.8 – Télécommunications

Question	Disponible actuellement (0=non, 1=bonne qualité, 2=mauvaise qualité 3=irrégulier)	Disponible avant guerre (oui / non)
Peut-on recevoir une station de radio ?		
préciser quelle station de radio on peut capter ?		
Réception des canaux de télévision		
Réception des canaux de téléphone mobile		
préciser quels réseaux cellulaires on peut capter ?		
lieu de recharge électrique des cellulaires		
Cartes de recharge d'unités téléphoniques		
Accès cabine téléphonique d'Etat		
Accès « cabine » téléphonique privée		
Transmission de courrier/messages par transporteur		

Date d'installation du réseau cellulaire (+opérateur):

3.9 Quelles sont les structures qui assurent actuellement un appui aux populations (par ex. aménagement école, fournitures, médicaments etc.) par les sous-préfet, député, associations, églises etc ?)

nom	Rôle, type de prise en charge

4 – Services privés, artisanat et commerces

4.1 – Commerces et alimentation

	Service accessible dans la localité (nombre _ JOURS marché)	Service disponible avant guerre (oui / non)	Recours au service hors de la localité (NOM DE LA LOCALITE) ? Service non utilisé (NU)
Marché aménagé			
Marché non aménagé journalier			
Marché non aménagé forain			
Boutique d'alimentation fixe			
Kiosque			
Vendeur ambulant			
Autres types d'infrastructure de			

→Notes sur état des infrastructures du marché (prendre photo)

→Etat des infrastructures de commerces en dur (prendre photo)

4.2 Produits et services disponibles dans commerce local

	Existe, facile et fréquent	Existe parfois mais difficile	N'existe pas, dans ce cas, où peut-on acheter ce produit ?
<i>Gaz</i>			
<i>Bois et charbon</i>			
<i>Savon</i>			
<i>Pétrole</i>			
<i>Allumettes</i>			
<i>Huile alimentaire importée</i>			
Sel			
Riz			
Cossettes de manioc (foufou non écrasé)			
Foufou écrasé			
Viandes d'élevage			
Viandes de chasse			
Œufs			
Poisson frais d'eau douce			
Poisson de mer congelé			
Poisson salé			
Poisson fumé			
Légumes de cueillette (par exemple mfoumbou)			
Légumes cultivés			
Fruits cultivés			
Pain de boulangerie fabriqué sur place			
Pain fabriqué en ville			
Alcool / Bière / Vin			
Cigarettes			
Journaux			
Vêtements/ Chaussures neufs			
Friperie			
Librairie/ papeterie / Fournitures scolaire			
Electrodomestique/ TV/ musique/CD			
Meubles			

	Existe, facile et fréquent	Existe parfois mais difficile	N'existe pas, dans ce cas, où peut-on acheter ce produit ?
Quincaillerie (tôle ciment pointes peinture...)			
Restaurant populaire - nganda			
Bar			
Vidéo Club			
Accès internet			

Commentaires libres sur accessibilité aux produits et aux services :

.....

4.3 – Services automobiles

4. 3.1 Réparation	Service accessible dans la localité (nombre de sites)	Service disponible avant guerre (oui / non)	Recours au service hors de la localité (NOM DE LA LOCALITE) ? Service non utilisé (NU)
Atelier de réparation mécanique			
Réparation de petites machines ou outils agricoles			
Réparation pneus			

4.3.2 Vente de carburant	lieu	Prix au litre
Vente à la pompe ?		
Vente par litre ?		

4.4 – Artisans

	Service accessible dans la localité (nombre d'artisans)	Service disponible avant guerre (oui / non)	Recours au service hors de la localité (NOM DE LA LOCALITE) ? Service non utilisé (NU)
Maçon			
Peintre			
Menuisier			
Plombier			
Electricien			
Entreprise de construction			
Autres emplois artisans qualifiés			
Autres			

4.5 – Tourisme potentiel

Proximité d'un site d'intérêt particulier : OUI NON

Décrire le site :

.....

Hébergements disponible :

	Existe, facile et fréquent	Existe parfois mais difficile	N'existe pas.
Hôtel - auberge			
Case de passage			
Chambre dans mission religieuse			
Autre			

5 – Activités

5.1 – Entreprises (Nombre et noms)

<i>Classer selon le lieu du siège de l'entreprise</i>	Service existant dans la localité (nombre d'entreprises et noms)	Service disponible avant guerre (oui / non ou nom si existe)	Activité principale
Internationale			
Nationale			
Locale moyenne			

5.2 – Quelles sont les trois activités principales du village ? (Nb : hiérarchiser de 1 à 3)

Agriculture majoritairement commerciale

Agriculture majoritairement de subsistance

Elevage

Vente de charbon

Vente de bois

Commerce

Chasse

Pêche

Pisciculture

Exploitation forestière

Artisanat

Autres.....

Remarques :

5.3 – Y avait-il avant guerre des activités agricoles ou économiques particulières qui ont été abandonnées, lesquelles ?

5.4 - Y-a-t-il de nouvelles activités qui n'existaient pas avant la guerre ?

5.5 – Y-a-t-il de nouvelles exploitations agricoles (cultures ?élevage ?) Lesquelles ? Quel type d'acteurs (fonctionnaires, citadins, villageois..)

6 - Activité agricole (partie à traiter avec focus groupe agriculteurs)**6.1 Tendances de l'occupation des terres :****6.1.1 Durée des jachères :**

.....année - mois

Remarques :

6.1.2 Y a-t-il un chef de terre/propriétaire foncier ? OUI - NON

Remarques :

6.1.3 Y a-t-il revente des terres? OUI - NON

Si oui, prix à l'hectare ?

exemple de prix et superficie d'un domaine ?

6.1.4 Quantité de champs abandonnés (tendance):

PEU QUELQUES-UNS BEAUCOUP

Remarques :

6.1.5 Prix de la location des terres à l'ha

Prix actuel ?	
Avant guerre ?	

Remarques :

6.1.6 Y a-t-il une demande de terres par des personnes venant de l'extérieur ?

OUI NON

Si oui, d'où ?

.....

.....

.....

6.1.7 Y a-t-il des ménages qui n'ont pas de terres à cultiver ? OUI NON

.....

.....

.....

6.1.8 Y a-t-il des habitants qui sont principalement ouvriers agricoles ? OUI NON

Commentaires

.....

.....

6.2. Organisation productive locale

	Service accessible dans la localité (nombre d'organisation et nom)	Service disponible avant guerre (oui / non)	Recours au service hors de la localité (NOM DE LA LOCALITE) ? Service non utilisé (NU)
Exploitation agricole privée avec investissements (ranch élevage, cultures commerciale)			
Organisation productive (groupement, GIE, coopérative)			
ONG /projets agricoles			
CRP : Centres de ressources professionnels Autres centres communautaires			
Infrastructure productive ou projet d'appui			
Organisation d'entraide de travail (mabundu, nsalassani...) (indiquer prix pratiqués)			
Autres			

PRINCIPAUX GROUPEMENTS – DATE

Y a-t-il des groupements de jeunes ?

Y a-t-il des groupements de femmes ?

6.3 Estimer l'importance des activités agricoles (focus groupe agriculteurs)

6.3.1 Orientation des cultures : autoconsommation ou vente

Mettre une ou plusieurs croix dans les cases en fonction de l'importance

Principales cultures par ordre d'importance	Plutôt autoconsommation	Plutôt vente	Les deux

6.3.2 Destination finale principale du produit: (lieu de vente du produit)

(1) localité (2), autres villages (3), district (4) vente pour BZV (5) ou PN (6) ne sait pas (9).

Principales culture	

Remarques :

6.3.3 Où et comment se déroule l'évacuation des principaux produits:

Où : (1) collecte au village même, (2) collecte au bord d'une route/piste (3) collecte au district (4) déplacement des producteurs à BZV

Par qui : (1) Grossiste collecteur (2) transporteur acheteur (3) détaillant vendant dans le village, (4) DD district (5) déplacement du producteur lui-même

Principales culture	Où se déroulait la collecte avant		Où se déroule l'écoulement actuellement	
	Où ?	Par qui ?	Où ?	Par qui ?

Problèmes d'écoulement de la production : expliquer

.....

6.3.4 Type de vente :

(1) vente au comptant en liquide (2) vente sous forme de troc (3) vente sur commande (4) vente par champ (5) vente à crédit⁶ (6)

Principales culture	Forme de vente avant	Forme de vente après

Par qui sont fixés les prix de vente : Par le collecteur, rôle des groupements, en se renseignant sur les prix ?

⁶ =vente à terme, le grossiste collecte et ne paie le producteur que lorsqu'il a vendu

6.4. Estimer l'importance de l'élevage dans l'économie du village :**6.4.1 Orientation**

Principales formes d'élevage	Avant guerre			Actuellement		
	Plutôt autoconsommation	Plutôt vente	Les deux	Plutôt autoconsommation	Plutôt vente	Les deux
<i>bovins</i>						
<i>caprins</i>						
<i>ovins</i>						
<i>porcins</i>						
<i>Volaille de chair</i>						
<i>Poules pondeuses</i>						
<i>autres</i>						

Remarques sur l'importance de l'élevage avant et après guerres:

.....

6.4.2 Destination finale du bétail: (lieu de vente et d'abattage du bétail)

(1) localité (2), autres villages (3), district (4) vente pour BZV (5) ou PN (6) ne sait pas (9).

Principales formes d'élevage	vente		abattage		
	Avant guerres	les après	avant	après	
<i>bovins</i>					
<i>caprins</i>					
<i>ovins</i>					
<i>porcins</i>					
<i>Volaille de chair</i>					
<i>Poules pondeuses</i>					
<i>autres</i>					

6.4.3 Où et comment se déroule l'évacuation du bétail ? (collecte pour vente et abattage):

Où : (1) collecte au village même, (2) collecte au bord d'une route/piste (3) collecte au district (4) déplacement du-des producteurs à BZV

Par qui : (1) Grossiste collecteur (2) transporteur acheteur (3) détaillant vendant dans le village, (4) DD district (5) déplacement du producteur lui même

Principales formes d'élevage	Où se déroule l'écoulement		
	Où ?	A qui ?	Comment se fait le transport
<i>bovins</i>			
<i>caprins</i>			
<i>ovins</i>			
<i>porcins</i>			
<i>Volaille de chair</i>			
<i>Poules pondeuses</i>			
<i>autres</i>			

Remarques sur l'évacuation du bétail, la vente et l'abattage:

.....

.....

.....

6.5. Services à la production

	Service accessible dans la localité (nombre de personnes ou sites)	Service disponible avant guerre (oui / non)	Recours au service hors de la localité (NOM DE LA LOCALITE) ? Service non utilisé (NU)
Vétérinaire			
Ingénieur agronome			
Semences			
Engrais Pesticides			
Moulins			
Atelier de transformation			
Ramassage des produits			
Abattage			
Frigorifique			
Atelier scierie			
Autres			

6.6. Défis environnementaux**6.6.1 Energie** : Y-a-t-il une commercialisation de l'énergie produite:Bois Dans le village ? Dans le district ? hors district ?Charbon Dans le village ? Dans le district ? hors district ?**6.6.2 Y a-t-il des activités pratiquées qui détruisent la nature ? Lesquelles ? Où ? Pourquoi ?**

activité	Impact destructeur

6.6.3 Y-a-t-il des zones où les cultures ne donnent plus de bons rendements ?

Expliquer les raisons ?

Culture concernée	Raison évoquée

7. Besoins des populations

7-1 Quels sont les besoins prioritaires non satisfaits des habitants ?

1) Lister sans hiérarchiser 10 besoins exprimés par les populations)

7.2 Parmi tous ces besoins exprimés, quels sont les trois besoins prioritaires ? (à classer par importance, 1-2-3)

	Conseil village hommes	femmes	jeunes
1-			
2-			
3-			

7.3 Suggestions pour satisfaire ces besoins ?